

RAPPORT FINANCIER ANNUEL AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2009

SOMMAIRE

DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL	7
RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LA GESTION DE LA SOCIÉTÉ ET DU GROUPE AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2009	9
1. Description des activités du groupe	10
2. Faits marquants de l'exercice 2008/2009	11
3. Commentaires sur les comptes consolidés et les comptes sociaux de l'exercice 2008/2009.....	12
3.1. Commentaires sur les comptes consolidés	13
3.2. Commentaire sur les comptes sociaux	14
4. Évènements importants survenus entre le 30 septembre 2009 et la date d'arrêté du rapport de gestion.....	15
5. Stratégie et perspectives au titre des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2009	16
6. Activités de la société et du groupe en matière de recherche et de développement.....	16
7. Informations relatives aux questions d'environnement et de personnel	16
7.1. Informations relatives aux questions environnementales	16
7.2. Informations relatives aux questions sociales	17
8. Analyse des risques	20
8.1. Risques relatifs à l'activité	20
8.2. Risques juridiques	23
8.3. Risques financiers.....	24
9. Filiales et participations	27
9.1. Entrées de périmètre	27
9.2. Sorties de périmètre	27
9.3. Sociétés non consolidées	27
9.4. Résultat social par région	27
10. Capital et actionnariat.....	28
10.1. Montant du capital à la date d'arrêté du rapport de gestion et évolution du capital social et de la valeur nominale des actions depuis l'ouverture de l'exercice 2008/2009.....	28
10.2. Autorisations conférées par l'Assemblée Générale au Conseil d'administration d'augmenter ou de réduire le capital social et d'émettre des valeurs mobilières	29
10.3. Titres donnant accès au capital.....	29
10.4. Mouvements sur actions propres	30
10.5. Répartition de l'actionnariat	30

10.6.	Éléments de calcul et résultats de l'ajustement des bases de conversion et des conditions de souscription ou d'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital ou des options de souscription ou d'achat d'actions	35
10.7.	Actionnariat salarié	35
10.8.	Évolution du cours de bourse depuis l'ouverture de l'exercice 2008/2009	37
11.	Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique	38
11.1.	Structure du capital de la société	38
11.2.	Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou clauses de conventions portées à la connaissance de la société en application de l'article L. 233-11 du Code de commerce	38
11.3.	Participations directes ou indirectes dans le capital dont la société a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12 du Code de commerce	38
11.4.	Liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et description de ceux-ci	38
11.5.	Mécanismes de contrôle prévus par un éventuel système d'actionnariat du personnel quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier	38
11.6.	Accords entre actionnaires dont la société a connaissance pouvant entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote.....	38
11.7.	Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'administration ainsi qu'à la modification des statuts	38
11.8.	Pouvoirs du Conseil d'administration, en particulier l'émission ou le rachat d'actions	39
11.9.	Accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société et dont la divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, ne porte pas gravement atteinte à ses intérêts	39
11.10.	Accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'administration ou les salariés s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique.....	39
12.	Affectation du résultat et dividendes versés au titre des trois derniers exercices, charges non fiscalement déductibles	40
12.1.	Projet d'affectation du résultat de l'exercice 2008/2009	40
12.2.	Dividendes versés au titre des trois derniers exercices.....	40
12.3.	Charges non fiscalement déductibles de l'exercice 2008/2009	40
13.	Tableau des résultats des cinq derniers exercices d'ANOVO SA	41
14.	Composition du Conseil d'administration	41
14.1.	Évolution de la composition du Conseil d'administration au cours de l'exercice 2008/2009.....	41
14.2.	Composition du Conseil d'administration au jour de l'arrêté du rapport de gestion.....	43
15.	Rémunération des mandataires sociaux	49
15.1.	Synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social.....	49

15.2.	Récapitulatif des rémunérations de chaque mandataire social	49
15.3.	Jetons de présence et autres rémunérations perçues par les mandataires sociaux non dirigeants	52
15.4.	Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social par la société et par toute société du groupe (rapport du Conseil d'administration sur les options de souscription d'actions au titre de l'article L. 225-184 du Code de commerce)	53
15.5.	Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par chaque dirigeant mandataire social (rapport du Conseil d'administration sur les options de souscription d'actions au titre de l'article L. 225-184 du Code de commerce)	53
15.6.	Actions de performance attribuées à chaque mandataire social durant l'exercice (rapport du Conseil d'administration sur les actions gratuites au titre de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce)	53
15.7.	Actions de performance devenues disponibles durant l'exercice (rapport du Conseil d'administration sur les actions gratuites au titre de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce)	53
15.8.	Historique des attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions	54
15.9.	Options de souscription ou d'achat d'actions consenties aux 10 premiers salariés non mandataires sociaux attributaires et options levées par ces derniers (rapport du Conseil d'administration sur les options de souscription d'actions au titre de l'article L. 225-184 du Code de commerce)	55
15.10.	Informations relatives aux contrats de travail, régimes de retraite complémentaires, indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions et indemnités relatives à une clause de non-concurrence bénéficiant aux dirigeants mandataires sociaux	55
15.11.	Prêts et garanties accordés par la société aux mandataires sociaux	56
	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2009	57
	COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2009.....	60
1.	Compte de résultat consolidé.....	61
2.	Bilan consolidé	62
2.1.	Actifs.....	62
2.2.	Passifs et capitaux propres	62
3.	Tableaux consolidés des flux de trésorerie.....	63
4.	Variation des capitaux propres consolidés.....	64
5.	Notes annexes aux comptes consolidés	65
	<i>Note préliminaire</i>	<i>65</i>
	<i>Note 1. Faits marquants de la période.....</i>	<i>65</i>
	<i>Note 2. Principes comptables</i>	<i>65</i>
	<i>Note 3. Périmètre de consolidation</i>	<i>77</i>

Note 4. Notes sur le bilan actif consolidé	79
Note 5. Notes sur le bilan passif consolidé	86
Note 6. Notes sur le comptes de résultat consolidé.....	90
Note 7. Instruments financiers	93
Note 8. Engagements hors bilan	100
Note 9. Informations sectorielles	102
Note 10. Effectifs.....	104
Note 11. Événements survenus après la clôture de l'exercice	104
Note 12. Rémunération des dirigeants	105
Note 13. Informations sur les parties liées	105
Note 14. Honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leur réseau	105
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2009	106
COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2009.....	109
1. Bilan	110
1.1. Bilan actif	110
1.2. Bilan passif.....	110
2. Compte de résultat	111
3. Notes annexes aux comptes annuels	112
Notes préliminaires	112
Note 1. Faits marquants de l'exercice	112
Note 2. Principes comptables et méthodes d'évaluation.....	113
Notes sur le bilan actif.....	115
Note 3. Actif immobilisé et amortissements	115
Note 4. Tableau des filiales et participations	119
Note 5. État des créances d'exploitation et autres créances	122
Note 6. Disponibilités et valeurs mobilières de placement	122
Note 7. Charges et produits constatés d'avance et charges à répartir	122
Notes sur le bilan passif	124
Note 8. Capitaux propres et instruments dilutifs	124
Note 9. Provisions inscrites au bilan	126
Note 10. État des dettes.....	127
Note 11. Produits à recevoir et charges à payer	127
Note 12. Écarts de conversion	128
Notes sur le compte de résultat	128

<i>Note 13. Ventilation du chiffre d'affaires</i>	<i>128</i>
<i>Note 14. Reprises de provisions, transferts de charges, autres produits et autres charges</i>	<i>128</i>
<i>Note 15. Résultat d'exploitation</i>	<i>129</i>
<i>Note 16. Résultat financier</i>	<i>129</i>
<i>Note 17. Résultat exceptionnel.....</i>	<i>130</i>
<i>Note 18. Impôt sur les sociétés.....</i>	<i>130</i>
<i>Note 19. Engagements hors bilan</i>	<i>131</i>
<i>Note 20. Engagements de retraite</i>	<i>132</i>
<i>Note 21. Engagements en matière de droit individuel de formation</i>	<i>132</i>
<i>Note 22. Effectif moyen</i>	<i>133</i>
<i>Note 23. Rémunération des organes de direction et d'administration</i>	<i>133</i>
<i>Note 24. Événements survenus après la clôture de l'exercice et impact sur le risque de liquidité de la société</i>	<i>133</i>
<i>Note 25. Participation</i>	<i>133</i>
<i>Note 26. Analyse des risques.....</i>	<i>133</i>

DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion figurant en page 9 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à BOULOGNE-BILLANCOURT, le 23 décembre 2009.

Gilbert WEILL
Président-Directeur Général

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LA GESTION DE LA SOCIÉTÉ ET DU GROUPE AU
TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2009**

1. Description des activités du groupe

Dans un monde de foisonnement numérique, le groupe ANOVO est devenu le leader du service après-vente de la logistique retour en Europe pour les grands acteurs mondiaux des équipements numériques : constructeurs, opérateurs, distributeurs ou sociétés d'assurance.

Les équipes d'ANOVO interviennent sur toutes les étapes de la vie d'un produit au travers d'un portefeuille d'offres centrées sur l'efficacité de la chaîne logistique retour et la satisfaction du consommateur final.

Les moyens mis en œuvre reposent sur les 20 Centres d'excellence de proximité, un système d'information et de traçabilité optimisé depuis de nombreuses années ainsi qu'une expertise logistique retour pour toute l'Europe, le Chili et le Pérou.

La stratégie mise en œuvre repose sur les « 4 Multi ».

(i) Multi-Technologies

Les prestations sont réalisées sur l'ensemble des technologies des télécommunications et des *Multimédia*. Cette polyvalence est très recherchée par de nombreux constructeurs et opérateurs dans le cadre de la convergence des technologies numériques.

(ii) Multi-Local

ANOVO dispose d'implantations opérationnelles dans 11 pays, dont 9 en Europe avec un service homogène, adapté aux normes et aux usages de chaque pays. Les opérations de tri valident l'implantation « Multi-Local » d'ANOVO. En effet, plus le produit est vérifié localement et moins il est transporté, ce qui contribue à la réduction des émissions de carbone. Par ailleurs, plus vite le produit est réparé plus la gestion de stocks d'échange est optimisée.

(iii) Multi-Clients

A la grande variété des prestations proposées par ANOVO correspond une large palette de clients : des sous-traitants de composants électroniques, des constructeurs de produits numériques, des opérateurs de téléphonie, des distributeurs ainsi que des compagnies d'assurance.

(iv) Multi-Services

ANOVO accompagne les produits numériques (téléphonie, modem, équipements informatiques, écrans plasma et LCD, etc...) par une palette de prestations de services à valeur ajoutée tout au long de la vie du produit numérique (« Multi-Services »).

- a. En amont avant la commercialisation des produits par certains opérateurs, ANOVO fait bénéficier ses clients de son expertise acquise en réparation. ANOVO intervient encore pour personnaliser des produits aux besoins spécifiques de ses clients : préparation de commandes, emballage, pré-programmation et chargement de logiciels, apposition de marques sur des produits blancs.
- b. La logistique retour : tri/test, gestion des pièces détachées, hotline consommateurs, échange express, réparation sur site ou avec échange chez le consommateur final. L'identification du niveau d'intervention nécessaire (réparation ou remise à niveau) est la phase primordiale dans le traitement

des retours car elle permet d'optimiser la remise à niveau tout en modérant le coût du service client, les transports inutiles ainsi que le délai d'indisponibilité du produit

- c. La réparation reste le cœur de métier d'ANOVO. Cette prestation englobe aussi la rénovation, la remise à neuf ou encore le reconditionnement d'un produit, la mise à jour d'un logiciel ou le remplacement de composants électroniques et d'accessoires. Une politique dynamique tournée vers la distribution et les opérateurs permet, par la création de plateformes logistiques dédiées d'augmenter les flux retours vers les usines grâce aux nombreux agréments constructeurs dont dispose le groupe.
- d. Régénération : en prolongeant la vie du produit, en revalorisant ses composants ANOVO évite une fin de vie prématurée et contribue ainsi à réduire la production de déchets électroniques. En offrant une seconde vie aux produits numériques, ANOVO crée de nombreuses opportunités économiques (nouvelles filières commerciales) et sociales (accès à un produit de « seconde main »).
- e. Extensions de garantie : cette nouvelle offre correspond à un besoin croissant pour prolonger la vie des produits en assurant la gestion de la partie technique de l'extension de garantie vendue avec le produit. Le consommateur peut profiter pleinement de son produit même après l'expiration de la garantie offerte par les fabricants. Ces nouvelles offres mises sur le marché par les distributeurs créent un nouveau flux retour puisqu'il est plus intéressant de réparer ou de remettre à neuf un produit retourné plutôt que de le remplacer par un neuf. ANOVO a lancé une offre de gestion de la partie technique de l'extension de garantie auprès des distributeurs et autres assureurs (réception d'appels, prise en charge du produit, réparation ou échange et renvoi au client final).

Ces nouvelles offres élargissent le champ d'intervention du groupe sur le marché des produits numériques en lui permettant d'intervenir à tous les niveaux du cycle de vie du produit, ce qui est de nature à dynamiser sa croissance et à accroître sa rentabilité.

2. Faits marquants de l'exercice 2008/2009

L'exercice 2008/2009 a été marqué par les événements suivants.

- (i) En fin d'exercice 2007/2008, le poids du service de la dette et le contexte de crise financière et de resserrement du crédit ont amené la Direction Générale à engager des négociations avec les créanciers de sa dette restructurée afin d'en revoir les modalités pour renforcer la structure financière du groupe et assurer sa pérennité. Dans ce cadre, les créanciers de la dette restructurée ont accepté à la fin de l'année 2008 le principe du report au 30 septembre 2009 de l'annuité de la dette de février 2009 ainsi qu'un étalement des échéances compatible avec la trésorerie provenant de l'exploitation, sous condition d'incorporation au capital de la quote-part de 15 M€ de la dette restructurée acquise le 19 décembre 2008 pour 30 % de sa valeur nominale par un investisseur privé, la société GENESIS PARTNERS. Après divers reports de l'Assemblée Générale des actionnaires appelée à statuer sur l'opération envisagée, celle-ci a finalement le 30 juin 2009 rejeté l'opération de recapitalisation projetée. Un groupe d'actionnaires agissant de concert avait préalablement fait part de son opposition au projet proposé.

- (ii) Cette même Assemblée Générale des actionnaires a renouvelé sa confiance au Conseil d'administration en renouvelant les mandats des Administrateurs sortants et nommé 4 nouveaux Administrateurs.
- (iii) Dans ce contexte, les négociations avec les créanciers de la dette restructurée ont repris mi 2009 et ont abouti à la fin du mois de septembre 2009 à des accords prévoyant :
 - a. la réduction de l'échéance de septembre 2009 à 2,5 M€ ainsi qu'un étalement sans condition du solde de la dette restructurée sur sept ans dans des conditions compatibles avec l'exploitation ;
 - b. la cession par GENESIS PARTNERS de 7 M€ de créances au groupe ANOVO pour un montant de 2,4 M€ avec un impact direct sur les fonds propres du groupe ;
 - c. une augmentation de capital d'un montant minimum de 10 M€ ouverte à tous les actionnaires qui sera soumise au vote de l'Assemblée Générale, et que GENESIS PARTNERS s'est engagée à garantir à hauteur de 7,5 M€, afin de financer la croissance d'ANOVO et de renforcer plus avant ses fonds propres.
- (iv) Le regroupement des actions décidé par l'Assemblée Générale des actionnaires du 17 janvier 2008 a été mis en œuvre le 29 décembre 2008 et est à ce jour quasiment finalisé.
- (v) Un accord a été trouvé sur les produits dérivés contestés (voir le document de référence 2007/2008), avec un impact positif sur le compte de résultat consolidé de 1,8 M€.
- (vi) Le nominal de l'action a été réduit de 8 € à 0,80 € au terme de la décision de réduction du capital adoptée par l'Assemblée Générale des actionnaires du 30 juin 2009, sans impact sur les fonds propres du groupe, les sommes prélevées sur le capital social ayant été affectées au compte de prime d'émission et stipulées indisponibles.

3. Commentaires sur les comptes consolidés et les comptes sociaux de l'exercice 2008/2009

Le conseil d'administration réuni le 24 novembre, sous la présidence de Richard SEURAT, a arrêté les comptes de l'exercice 2008/2009.

La convergence numérique et l'intégration croissante des produits relevant des Domaines d'Activités Stratégiques (DAS) *Accès* et *Multimédia* (modems « *Triple play* », décodeurs, PC...) ont amené en mars 2009 à fusionner les deux DAS axés sur l'image et les données au sein du DAS dénommé *Multimédia*. Les activités du groupe sont aujourd'hui présentées en scindant les activités liées à la voix ou aux opérateurs de téléphonie (*Telco*) et celles liées à l'image ou aux données et aux opérateurs de d'image ou aux distributeurs multi produits (*Multimédia*). Cette modification de l'information sectorielle a été traitée comme un changement de présentation.

3.1. Commentaires sur les comptes consolidés

Dans un contexte de croissance ralentie de son chiffre d'affaires au cours du second semestre, ANOVO a réalisé un résultat opérationnel de 14 M€ sur l'exercice. Les efforts de productivité couplés aux restructurations réalisées et le déploiement des nouvelles offres de gestion de flux ont eu un impact favorable sur les résultats de chacune des régions, confirmant l'efficacité de la stratégie mise en œuvre dans un contexte économique difficile.

Résultat consolidé (en M€)	2007/2008	2008/2009
Chiffre d'affaires	349,7	365,5
Résultat opérationnel ⁽¹⁾	11,4	14,0
Taux de résultat opérationnel ⁽²⁾	3,3%	3,8%
Dépréciation des écarts d'acquisition	-7,7	0,0
Résultat financier	-10,2	1,3
Impôts et taxes	-1,3	-3,4
Résultat net des activités abandonnées	-8,8	0,0
Résultat net	-16,6	11,9

(1) Avant dépréciation des écarts d'acquisition.

(2) Résultat opérationnel avant dépréciation des écarts d'acquisition en pourcentage du chiffre d'affaires.

3.1.1. Compte de résultat

Après un premier semestre en croissance de 13 %, l'activité du groupe, affectée par les effets différés de la crise subie par les grands constructeurs, s'est ralentie sur le second semestre (-3,4 %). Au total, la croissance s'inscrit à 4,5 % ; à taux de change constant, elle aurait été de 11,3 %.

Le Domaine d'Activité Stratégique (DAS) *Telco* progresse de 17 % sur l'exercice, avec une croissance élevée en France (intégration des activités pour SAGEM Wireless) et au Royaume-Uni (augmentation des volumes traités).

Le DAS *Multimédia* décroît de 6,8 % à taux de change courant (-1,4 % à taux de change constant), du fait de la réduction des activités « On Site » et de la stabilité des marchés dans un contexte de pression sur les prix.

Grâce au déploiement des nouvelles offres (+23 % de croissance sur le chiffre d'affaires à taux de change courant) et à une bonne maîtrise des coûts de production et des frais généraux, le résultat opérationnel¹ s'établit à 3,8 % du chiffre d'affaires (14 M€ à comparer à 11,4 M€ sur l'exercice précédent), après un impact négatif de 3,2 M€ d'éléments non récurrents liés à la restructuration financière et aux réorganisations industrielles (autres produits et charges opérationnels).

¹ Avant dépréciation des écarts d'acquisition.

Le résultat financier, qui bénéficie de la plus-value réalisée par le groupe sur les opérations de rachat d'une partie de sa dette (4,6 M€), et du dénouement positif des opérations sur produits dérivés (1,8 M€), s'établit à +1,3 M€².

Après une charge d'impôt de 3,4 M€, le résultat net s'établit à 11,9 M€³.

3.1.2. Bilan et tableau des flux de trésorerie

L'exercice 2008/2009 a été marqué par la crise financière et la restriction des financements qui en a découlé. Le groupe a continué à maintenir ses investissements à 6,4 M€ (1,8 % du chiffre d'affaires) et à limiter son besoin en fonds de roulement. Le besoin en fonds de roulement normatif est maintenant estimé à 4,3 % du chiffre d'affaires (à comparer à 5,5 % sur l'exercice antérieur).

Sur la période, le flux de trésorerie net dégagé par les opérations s'établit à 22,4 M€ (en retrait sur les flux dégagés au cours de l'exercice précédent, soit 27,6 M€, qui enregistrait une amélioration du besoin en fonds de roulement ainsi que les effets positifs de la reprise d'une activité).

Par ailleurs, les négociations sur la dette restructurée ont abouti à la fin du mois de septembre 2009 au rachat de 7 M€ de créances pour 2,4 M€, à une réduction à 2,5 M€ (au lieu de 8,4 M€) de l'échéance due sur l'exercice 2008/2009 et payée fin septembre 2009, ainsi qu'à l'étalement définitif jusqu'en 2016 du solde de la dette restructurée, dans des conditions compatibles avec l'exploitation.

L'ensemble de ces mesures a eu un impact positif sur la trésorerie disponible qui s'est améliorée de 2 M€ par rapport au 30 septembre 2008. En outre, le niveau des lignes de crédit et de *factoring* non utilisées (12,9 M€) lève toute incertitude sur la solvabilité du groupe.

À fin septembre 2009, la dette financière nette s'élève à 53 M€ contre 70 M€ à fin septembre 2008, ramenant le ratio dette financière nette sur fonds propres à 1. La variation sur la période correspond à la trésorerie générée par l'exploitation minorée des investissements et des intérêts financiers, à la plus-value dégagée lors du rachat des créances de GENESIS PARTNERS et aux variations de juste valeur des produits dérivés.

3.2. Commentaire sur les comptes sociaux

Sur l'exercice 2008/2009, le chiffre d'affaires s'établit à 134,6 M€, contre 123,6 M€ sur l'exercice précédent, soit une hausse de près de 9 %.

L'activité *Telco* enregistre un chiffre d'affaires de 71,2 M€, contre 48,6 M€ pour l'exercice précédent, soit une hausse de 46 %. L'évolution est liée à la prise en compte d'une année pleine de l'activité reprise à MONTAUBAN (contre 3 mois sur l'exercice précédent), à l'augmentation de l'activité réalisée pour les grands constructeurs en partie compensée par un léger retrait de l'activité de logistique retour réalisée pour compte d'opérateurs.

L'activité *Multimédia* enregistre un chiffre d'affaires de 54,7 M€ contre 65,5 M€ pour l'exercice précédent, soit une baisse de 16%. L'évolution est liée à la cession de l'activité *On Site* en juin 2009, à la fin des activités liées aux technologies analogiques, en partie compensées par les flux de logistique avant-vente pour un grand opérateur.

² À comparer à une perte de 10,2 M€ sur l'exercice précédent intégrant 4,1 M€ de juste valeur de produits dérivés dénoués depuis.

³ À comparer à une perte de 16,6 M€ sur l'exercice précédent, dont 15,7 M€ de charges non récurrentes sans impact sur la trésorerie.

Le chiffre d'affaires inclut également des facturations aux filiales du groupe (frais de « services support », d'utilisation de droits de propriété intellectuelle et autres charges refacturées) pour un montant total de 8,7 M€ (à comparer à 9,5 M€ sur l'exercice précédent).

Le résultat d'exploitation ressort à 5,2 M€ contre 9,4 M€ pour l'exercice précédent, lequel prenait notamment en compte les effets d'une reprise d'activité. Hormis les éléments non récurrents (reprise d'activité et coûts liés à la restructuration financière principalement), le résultat est stable à 6,3 M€.

Le résultat financier ressort à -0,1 M€ contre -14,2 M€ sur l'exercice précédent et comprend :

- (i) des produits financiers (intérêts sur comptes courants pour 0,6 M€ et intérêts sur prêts pour 0,5 M€) ;
- (ii) des charges d'intérêts (5,9 M€ à comparer à 4,9 M€ au 30 septembre 2008) comprenant essentiellement des intérêts sur emprunts (2,6 M€) et comptes courants dus aux filiales (0,7 M€) ;
- (iii) des opérations de financement pour 0,2 M€ ainsi qu'une charge de 2,3 M€ suite au dénouement positif des produits dérivés contestés (56 % des sommes potentiellement dues au 30 septembre 2008) et une reprise de provision sur ces produits de 2,8 M€, soit un impact positif de 0,5 M€ sur les produits dérivés dans les comptes sociaux ;
- (iv) des dotations et reprises aux provisions qui concernent des provisions sur titres de participations (+ 3,5 M€) faisant suite à l'évolution de la valeur d'entreprise diminuée des dettes financières externes et des dettes intra-groupe de chacune des filiales ;
- (v) le résultat négatif de change (2,1 M€), qui concerne des pertes de change pour 1,6 M€ et une provision pour perte de change pour 0,5 M€.

Le résultat exceptionnel (-1,1 M€) comprend principalement des mises au rebut d'immobilisations.

La société bénéficie de déficits fiscaux et n'a donc pas de charge d'impôts sur l'exercice.

Le résultat net passe ainsi de -7,1 M€ au 30 septembre 2008 à +3,5 M€ au 30 septembre 2009.

4. Évènements importants survenus entre le 30 septembre 2009 et la date d'arrêté du rapport de gestion

Le 26 octobre 2009, Monsieur Richard SEURAT a fait part au Conseil d'administration de son souhait de mettre un terme à sa collaboration avec le groupe ANOVO.

Le Conseil d'administration, après avoir coopté Monsieur Gilbert WEILL (Directeur Général de la région Europe du Nord) aux fonctions d'Administrateur et l'avoir nommé Directeur Général Délégué, a le 26 octobre 2009 annoncé qu'il serait nommé Président du Conseil d'administration et Directeur Général le 24 novembre 2009.

Compte tenu de la démission de Monsieur Richard SEURAT de ses fonctions de Président-Directeur Général, le Conseil d'administration du 26 octobre 2009, sur les recommandations du Comité des rémunérations, a décidé dans l'intérêt de la société d'autoriser la conclusion

d'un accord de non-concurrence entre la société et Monsieur Richard SEURAT dont les termes essentiels sont exposés au point 15.10 ci-dessous.

5. Stratégie et perspectives au titre des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2009

Le ralentissement constaté au second semestre 2008/2009 se confirme sur le début de l'exercice en cours. De plus, la décision de BskyB au Royaume-Uni de rapprocher ses flux de son logisticien aura un impact négatif sur le second semestre 2009/2010. Les effets favorables des nouveaux contrats et le déploiement des nouvelles offres devraient partiellement compenser cette baisse. Le groupe anticipe un chiffre d'affaires de l'ordre de 350 M€ et un taux de résultat opérationnel⁴ au dessus de 3,5 % sur l'exercice 2009/2010⁵.

6. Activités de la société et du groupe en matière de recherche et de développement

L'activité de recherche et développement au sein de la société et des filiales du groupe ANOVO concerne l'ensemble des Domaines d'Activité Stratégiques et porte notamment sur :

- (i) *Telco* : la compatibilité électromagnétique des produits numériques grâce à des tests réalisés dans une chambre anéchoïde 3D, dans le cadre du projet *Elopsys* au sein du pôle de compétitivité européen de BRIVE ;
- (ii) *Multimédia* : le traitement au laser des pixels défectueux des panneaux LCD et plasma au sein du centre d'excellence d'ANGERS-BEAUCOUZÉ, en partenariat avec l'École Nationale Supérieure des Arts et Métiers (ENSAM) et sa Société d'Études et de Recherches (SERAM). Les traitements sont réalisés dans une salle blanche de classe 1 000 (avec un espace de classe 100).

Les frais de développement engagés au niveau du groupe concernent essentiellement les travaux sur le logiciel d'*e-tracking* assurés par ANOVO Italia pour le compte du groupe à hauteur de 1,8 M€. 0,9 M€ de frais de développement ont été activés et sont présentés au bilan dans les immobilisations incorporelles.

7. Informations relatives aux questions d'environnement et de personnel

7.1. Informations relatives aux questions environnementales

Dans le domaine environnemental, ANOVO a une démarche volontariste : aujourd'hui 10 sites sont certifiés ISO 14001.

Les risques de pollution sont très faibles dans les métiers d'ANOVO, le groupe exerçant ses activités de prestations de service sur des produits confiés qui transitent par ses usines. Les déchets électroniques résultant des opérations réalisées par le groupe sont confiés à des organismes de la filière accrédités pour leur traitement, en stricte application de la Directive européenne relative aux Déchets d'Équipements Électroniques et Électriques (DEEE) n° 2002/96/CE, transposée en France par le Décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005.

⁴ Avant dépréciation des écarts d'acquisition.

⁵ Ces perspectives ont été établies selon une approche « *bottom-up* » sur la base de remontées des régions dans le cadre du processus budgétaire, revues sur la base de l'expérience de la Direction centrale. Ces perspectives sont fondées sur des données, hypothèses et appréciations du management d'ANOVO ou de ses filiales considérées comme raisonnables mais qui pourraient évoluer ou être modifiées dans le futur, en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel de la société. Les taux de change employés sont des taux de change budgétaires correspondant à la meilleure estimation possible de la Direction pour l'exercice 2009/2010. De plus, la réalisation de certains risques pourrait avoir un impact sur les activités du groupe et sur la réalisation des perspectives énoncées ci-dessus. Aucun changement significatif de la situation commerciale ou financière du groupe n'est intervenu depuis la clôture des comptes.

Hormis la revalorisation des déchets décrite ci-dessus, le groupe n'est pas contraint par des obligations spécifiques à caractère environnemental dans le cadre de son activité.

Le groupe a, par ailleurs, mis en place un programme visant à favoriser la réutilisation des composants, modules et équipements électroniques usagés.

7.2. Informations relatives aux questions sociales

7.2.1. Informations relatives aux questions sociales au niveau du groupe ANOVO

À la clôture de l'exercice 2008/2009, l'effectif du groupe était réparti comme suit.

	Uk	Nordic	Amérique du sud	Belgique	Suisse	France	Pologne	Italie	Espagne	Total
Dirigeants et cadres	3	14	32	2	3	117	7	15	36	229
Employés & ouvriers	699	463	892	35	16	1 135	138	247	474	4 099
Sous-total salariés	702	477	924	37	19	1 252	145	262	510	4 328
Intérimaires	1 041	147	-	-	8	403	11	21	77	1 708
Total par région	1 743	624	924	37	27	1 655	156	283	587	6 036

7.2.2. Informations relatives aux questions sociales au niveau de la société ANOVO

7.2.2.1. Évolution des effectifs (contrats à durée déterminée et indéterminée)

L'effectif de la société à la fin de l'exercice 2008/2009 comprenait 1 143 salariés.

Sur l'ensemble des sites, des contrats à durée indéterminée sont proposés de façon régulière aux personnes ayant démontré compétence, savoir-faire et polyvalence (15 sur l'exercice 2008/2009). Seule une quinzaine de salariés était à la clôture de l'exercice 2008/2009 titulaire d'un contrat à durée déterminée.

La cession des activités *On Site* du site de SOPHIA-ANTIPOLIS a induit une réduction de l'effectif d'une centaine de salariés.

Parallèlement, un partenariat avec les écoles locales est en place afin d'adapter les compétences et connaissances aux besoins futurs identifiés (plusieurs contrats d'apprentissage ou de professionnalisation ont été signés en 2009). De nombreux stagiaires intègrent la société afin d'achever leurs études et proposent un vivier de collaborateurs possibles.

Le *turn over* est inférieur à 5 %.

7.2.2.2. Gestion des compétences et des carrières

Les évolutions et promotions internes sont encouragées : régulièrement, des ouvertures de postes sont proposées au personnel. Tous les candidats sont reçus, évalués selon le même processus de recrutement. Le salarié retenu est alors suivi et accompagné pendant les premiers mois de sa prise de poste (information, formation et bilan réguliers...).

L'outil informatique de pilotage et de gestion des carrières offre une vision claire et précise des profils, diplômes, qualifications du personnel et formations reçues.

Le référentiel fonction / compétences mis en œuvre permet de disposer d'un diaporama des métiers et des compétences, de donner aux collaborateurs une visibilité sur les métiers et les évolutions. Ce référentiel évolue pour permettre un pilotage par métier et l'anticipation des besoins par l'entreprise. Des fiches de fonction ont été établies et ont pour objectif de formaliser les tâches et missions attendues à chaque niveau de l'organisation.

Le parcours de chacun est ainsi analysé et valorisé chaque année par des entretiens d'évaluation systématiques en se référant à la fiche de fonction, ce qui permet d'analyser les écarts entre les compétences requises pour la fonction et les compétences effectives du salarié titulaire de la fonction. La mise en œuvre de dispositifs de corrections est alors possible.

La gestion par les compétences permet de mieux identifier les besoins en formation (clarifier la nature des besoins, harmoniser les demandes, élaborer et structurer le plan de formation à partir de l'analyse des écarts constatés entre le « requis » pour la fonction et le « mis en œuvre » par la personne).

Elle permet aussi l'élargissement des compétences de l'entreprise et une meilleure adéquation des individus aux emplois existants ou se développant dans l'organisation : la mobilité permet d'offrir le plus large éventail possible d'opportunités d'évolutions professionnelles en valorisant la diversité des activités.

Les demandes de mutation individuelle sont généralement acceptées et accompagnées. Cette mobilité professionnelle participe au transfert de compétences et construit la culture de la société.

7.2.2.3. *Organisation du temps de travail*

L'organisation du temps de travail sur les principaux sites de la société est la suivante :

- (i) la société a mis en place depuis 2000, sur le site de BEAUVAIS, un accord d'entreprise sur la réduction du temps de travail, qui ouvre droit au personnel de la production à 6 jours de réduction du temps de travail et 12 jours pour le personnel administratif et les cadres ;
- (ii) sur le site de BRIVE, un accord est également en place depuis 2000, ouvrant droit à réduction du temps de travail par attribution à l'ensemble du personnel de 18 jours de repos dans l'année ;
- (iii) sur le site d'ANGERS-BEAUCOUZÉ, l'accord en vigueur permet à chaque salarié de pouvoir prétendre à 11 jours de réduction du temps de travail, 6 fixés par la direction de l'établissement et 5 à la disposition des salariés.
- (iv) sur le site de MONTAUBAN, le temps de travail hebdomadaire est de 37 heures. Un complément d'activité hebdomadaire au-delà de ces 37 heures permet aux salariés de bénéficier de 3 jours de réduction du temps de travail.

Les heures supplémentaires payées représentent 1,3 % du temps total de travail effectué sur la période ou environ 24 heures supplémentaires par salarié.

7.2.2.4. *Évolution des rémunérations*

L'évolution des rémunérations est abordée chaque année dans le cadre des négociations annuelles obligatoires.

L'accord de participation signé entre les partenaires sociaux de l'entreprise fait appel à une formule dérogatoire de calcul de la réserve spéciale de participation qui peut être plus favorable que les dispositions légales.

L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes fait l'objet d'une analyse comparative détaillée et figure dans un nombre important d'indicateurs du bilan social de la société.

7.2.2.5. Relations professionnelles et bilan des accords collectifs

Les relations professionnelles interviennent à tous les niveaux de l'organisation tant locale que nationale.

Comités d'établissements et Comité central d'entreprise sont régulièrement informés ou consultés quant aux évolutions organisationnelles ou économiques de la société.

7.2.2.6. Conditions d'hygiène et de sécurité

La société, aidée en cela par les différents Comités de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail (CHSCT) locaux, analyse régulièrement les risques potentiels engendrés par les organisations mises en œuvre au sein des différentes activités.

270 salariés soit 1 salarié sur 4 ont reçu une formation à la sécurité (sauveteur secouriste du travail, équipe incendie de première intervention).

Le nombre d'accidents du travail s'élève à 50 pour la période. Ces accidents du travail ont entraîné 631 jours d'arrêt. Le taux de gravité reste faible (0,31).

Au-delà des compétences techniques, d'importantes formations combinant gestuelle et santé, permettent aux nombreux opérateurs d'acquérir les gestes efficaces et de prévenir les risques de maladie professionnelle à moyen terme.

7.2.2.7. Politique de formation

En 2009, la société a consacré 2,1 % de la masse salariale à des actions de formation, représentant 6 361 heures de stages (alors que l'obligation légale est de 1,6 %). Ainsi, plus de 30 % des effectifs ont bénéficié sur l'année d'une ou de plusieurs actions de formation, de perfectionnement ou de remise à niveau. 124 sessions de formations ont, à ce titre, été dispensées.

Ces chiffres illustrent la réelle volonté d'ANOVO de développer la compétence des salariés de l'entreprise tout en leur permettant d'évoluer, notamment, vers des postes à plus forte responsabilité.

Répartition du nombre de stagiaires formés et heures de formation sur 2009

Catégorie socio-professionnelle	Nombre de stagiaires	Heures de formation
Cadres	43	901
Maîtrises chef de ligne	30	566
Employés	38	773
Techniciens	74	1 923
Ouvriers	130	2 198
Total	315	6 361

7.2.2.8. L'emploi et l'insertion des travailleurs handicapés

Sur la quasi-totalité de ses établissements, le nombre de salariés handicapés est conforme ou dépasse l'obligation légale.

De plus, chaque fois que possible, la société fait appel à des centres d'aide par le travail, afin de réaliser des tâches compatibles avec les contraintes de ces établissements (formage de boîtes, entretien des espaces verts).

7.2.2.9. *Les œuvres sociales*

Les œuvres sociales sont gérées par les différents Comités d'établissement locaux. La direction dote chacune de ces institutions de subventions représentant environ 0,7 % de la masse salariale de l'établissement concerné.

8. Analyse des risques

Le groupe a mis en place une méthodologie d'identification de ses risques majeurs impliquant la *Leadership Team* de chacune des régions. Les risques identifiés sont classés par ordre d'importance, le poids relatif de chacun des risques étant une combinaison du chiffrage du risque et de la probabilité d'occurrence. Des mesures appropriées pour diminuer le poids relatif de chacun des risques sont mises en œuvre.

La société n'identifie pas de facteurs de risque significatifs, hormis ceux présentés ci-dessous. Aucun événement majeur n'est intervenu depuis la clôture des comptes qui pourrait modifier l'appréciation de la société sur ces risques.

8.1. Risques relatifs à l'activité

Parmi les risques relatifs aux transactions de l'entreprise avec son environnement, on peut citer les risques liés aux évolutions technologiques, à la concurrence, au portefeuille clients et enfin les risques opérationnels.

8.1.1. Risques liés aux évolutions technologiques

Les risques technologiques sont faibles pour ANOVO. Les évolutions des produits constituent plutôt un avantage concurrentiel pour le groupe dont les métiers se situent à la convergence des technologies de l'image, du son, des accès et de l'échange de données. De façon à conserver cet avantage technologique, le groupe maintient une veille technologique afin d'anticiper les mutations du marché. Une tendance du marché à innover vers des produits jetables aux fonctionnalités réduites constituerait un risque pour l'activité si la commercialisation de ces produits n'était pas accompagnée par un accroissement du parc installé. À l'inverse, une évolution vers une intégration croissante des différents produits à usage domestique constituerait un risque si cette tendance n'était pas accompagnée d'une augmentation des équipements utilisés. Cependant, le phénomène d'accroissement de la réutilisation et du recyclage soutenu par les politiques environnementales européennes et nationales, est une opportunité favorable pour le *business model* du groupe.

8.1.2. Risques liés à la concurrence

ANOVO fait face à plusieurs types de concurrence :

- (i) une concurrence de la part de certains de ses propres clients qui réalisent parfois encore en interne certaines prestations offertes par le groupe ; ces clients ont tendance à se séparer de leurs ateliers soit de fabrication, soit de services dans le cadre de contrats d'*outsourcing* ; ils peuvent parfois augmenter la pression concurrentielle et exercer une pression à la baisse sur les prix, mais en général, cette tendance confirmée à l'*outsourcing* est favorable à l'activité du groupe ;
- (ii) une concurrence des groupes équivalents ou de rayonnement plus régional, qui aujourd'hui ne disposent pas forcément ni de la même couverture géographique, ni de la même couverture en termes d'offre de services et d'agréments ;

- (iii) une concurrence de la part des fabricants sous contrat (EMS⁶) pour le compte des constructeurs, qui cherchent à se diversifier en proposant une offre de service sur les produits qu'ils fabriquent, ces fabricants peu présents en Europe étant toutefois pour la plupart localisés sur le Sud Est asiatique ;
- (iv) enfin, les entreprises de logistique, qui cherchent à offrir un service complet à leurs clients en complétant leur offre de logistique par une offre de services à valeur ajoutée ; cette tendance commence à prendre forme au Royaume-Uni où le groupe discute avec de grands logisticiens pour établir des partenariats.

8.1.3. Risques liés au portefeuille clients

Hormis la sensibilité aux opinions des organismes d'assurance-crédit décrite au point 8.3.1 ci-dessous, les principaux risques clients sont les suivants.

8.1.3.1. *Risques liés aux agréments constructeurs et plus généralement à la stratégie des clients*

Afin d'exercer son activité, le groupe ANOVO dispose d'agréments constructeurs pour les produits sur lesquels il intervient. Ces agréments sont fonction de la stratégie « service après-vente » des constructeurs. Le retrait de tout ou partie de ces agréments par les constructeurs pourrait affecter l'activité et les marges du groupe. Des modifications de la stratégie des clients majeurs du groupe (qui demeurent onéreuses pour le client), notamment en matière de gestion des parcs installés (parcs loués remplacés par des matériels vendus), de gestion du service après-vente (réparation à l'unité remplaçant des échanges contre matériel identique fonctionnel), de localisation des services associés aux ventes (notamment vers l'Europe de l'Est ou à proximité de leur logisticien) pourraient affecter les activités du groupe.

Par ailleurs, des opérations de rapprochement de clients, des arrêts de gammes de produits chez un même client, voire l'arrêt total des activités en Europe d'un fabricant ou d'un distributeur pourraient affecter de manière significative la rentabilité du groupe.

Enfin, l'aversion au risque (prestataire unique, solvabilité du prestataire) des principaux clients peut constituer une cause de retrait des prestations susceptible d'affecter la rentabilité, si le développement commercial ainsi que les mesures déployées pour déspecialiser les sites (et mutualiser l'outil de production) s'avèrent insuffisants.

8.1.3.2. *Risques liés à la concentration du portefeuille clients*

La majorité des clients sont des signatures internationalement reconnues. Le portefeuille est diversifié avec l'arrivée sur le marché européen de grands noms en provenance des pays asiatiques mais aussi de grands distributeurs et opérateurs.

À la clôture de l'exercice 2008/2009, la répartition du chiffre d'affaires réalisé avec les 10 premiers clients était la suivante.

<i>Client</i>	<i>Pourcentage du chiffre d'affaires</i>	<i>Client</i>	<i>Pourcentage du chiffre d'affaires</i>
<i>Client A</i>	9,0%	<i>Client F</i>	4,8%
<i>Client B</i>	7,6%	<i>Client G</i>	4,7%
<i>Client C</i>	7,5%	<i>Client H</i>	4,5%
<i>Client D</i>	6,2%	<i>Client I</i>	3,7%
<i>Client E</i>	5,4%	<i>Client J</i>	3,2%

⁶ *Electronic Manufacturer Services* : prestataires de services de fabrication de produits électroniques en sous-traitance.

Le risque lié à la concentration du portefeuille n'est pas majeur au niveau du groupe mais peut être significatif à l'échelle d'une région.

8.1.3.3. Risque de contrepartie

Parmi les 10 premiers clients du groupe, certains sont plus particulièrement affectés par la crise financière et ont annoncé des pertes significatives. La société n'est pas en mesure de se prononcer sur leur situation financière à la date d'établissement du présent document mais suit la situation via ses assureurs crédit.

8.1.4. Risques opérationnels

8.1.4.1. Risques industriels

Les risques industriels sont limités et bien circonscrits : le risque d'incendie ou d'inondation est maîtrisé sur toutes les usines. De plus, la multiplicité des sites, dans chacune des régions, permet en cas d'avarie d'actionner un plan de reprise d'activité dans un délai très bref. Outre les dispositifs de détection d'intrusions, un gardiennage est assuré pendant les périodes d'inactivité (week-ends et nuits) mais également en journée pour les sites traitant des produits sensibles.

D'une manière générale, l'ensemble des risques industriels, y compris le risque de perte d'exploitation, sont garantis par un programme d'assurances en conformité avec les usages de la profession.

La politique de gestion d'assurances garantissant ce type de risque (dommages / pertes d'exploitation) est centralisée au niveau du siège, pour l'ensemble du groupe, assurant ainsi une optimisation en matière de couverture des risques et de coûts des polices.

Par ailleurs, cette centralisation permet le déploiement d'une politique coordonnée de prévention des risques qui comporte, notamment, des visites régulières des sites, diligentées par le courtier ou les assureurs, émettant des rapports et préconisations pour l'optimisation du contrôle du risque. Une synthèse générale de ces visites a permis de montrer que, globalement, les risques majeurs étaient bien maîtrisés, mais que les actions d'amélioration ponctuelles devaient se poursuivre.

8.1.4.2. Risques liés à la dépendance d'ANOVO envers ses fournisseurs

Le risque fournisseur est faible pour ANOVO, les seuls achats stratégiques étant les pièces détachées, achetées en général directement auprès des fabricants des matériels dont ANOVO assure la maintenance (avec l'agrément des fabricants).

Les autres fournisseurs dans notre activité sont les transporteurs ou logisticiens et les agences de travail temporaire (qui sont inhérentes à notre activité compte tenu de sa saisonnalité et des pics de volumes imposés par les clients). L'accroissement des prestations de proximité au consommateur final englobant l'intervention des services des postes locales rend la société plus sensible au risque social dans l'ensemble des pays d'Europe.

Concernant ces fournisseurs ou prestataires, ANOVO a mis en place un processus d'étude approfondie avant de concrétiser des relations commerciales, afin de limiter les risques éventuels d'interruption brutale des prestations, du fait d'une assise financière insuffisante ou d'un manque de fiabilité commerciale.

L'analyse effectuée sur les deux principales régions montre que les 10 plus gros fournisseurs (hors pièces détachées) représentent pour le Royaume-Uni 6 % du chiffre d'affaires consolidé et pour la France 8 %.

8.1.4.3. *Risques liés à la vitesse de déploiement des nouvelles offres*

Le groupe, de par son savoir-faire acquis et son organisation industrielle, est idéalement positionné pour devenir un acteur clé européen pour les offres nouvelles de Régénération, d'Extensions de garantie et de *Hub* pour les produits *Multimédia*. Tout retard dans le déploiement de ces offres pourrait être pénalisant pour le positionnement futur, la concurrence s'organisant et de nouveaux acteurs émergeant.

8.1.4.4. *Risque informatique*

L'activité du groupe est totalement gérée au travers de systèmes informatiques performants permettant le suivi opérationnel des prestations, le « *reporting* » et la facturation aux clients. Des plans de reprise d'activité sont instaurés dans tous les pays afin de faire face à une situation de crise informatique.

8.1.4.5. *Risques liés au processus de facturation*

La caractéristique de notre activité implique une facturation fondée sur des rapports d'activité ou « *reporting* » indiquant l'intégralité des prestations réalisées pour chaque produit confié (prise de rendez-vous par le centre d'appel, collecte, réception, traitement, emballage, expédition). La facturation est émise, en général, après validation par le client dudit « *reporting* » reportant les prestations réalisées le mois écoulé et selon une tarification du niveau des actes, conformément aux dispositions contractuelles nous liant à nos clients.

La base de la facturation est donc établie par nos équipes et soumise à validation par le client. Celui-ci effectue des contrôles de cohérence ou des audits ponctuels. Cette validation peut, parfois, conduire à certaines divergences dans l'appréciation de la catégorisation des actes, notamment en cas d'évolution du besoin du client. Un risque de contestation du client sur la quantité de pièces changées ou sur le niveau d'intervention requis, peut amener une renégociation de la facture.

La politique contractuelle du groupe vise à obtenir le paiement de la partie non contestée de la facture dans le respect des délais contractuels de paiement, tout en imposant des délais courts de conciliation pour la partie contestée de la facture ; ce risque est donc limité.

8.2. Risques juridiques

Les principaux contentieux en cours ont été provisionnés à hauteur du risque évalué par la société. Conformément aux recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers, la méthode globale de provisionnement est la suivante :

- (i) les litiges provisionnés sont ceux faisant l'objet d'une procédure contentieuse, c'est-à-dire portés devant une juridiction ou un tribunal arbitral ;
- (ii) le montant de la provision correspond au risque analysé, au cas par cas, en fonction du risque maximum, ce risque maximum étant évalué après consultation des conseils internes et externes de la société en tenant compte du fondement juridique de la réclamation, du caractère réaliste des montants réclamés au regard des engagements souscrits et plus généralement du contexte de la réclamation. Le montant de la provision ne correspond donc pas nécessairement aux demandes de la partie adverse.

Le montant global des réclamations ou risques significatifs émanant de tiers (hors risques sociaux) et portés à notre connaissance s'élève à environ 4,6 M€ inscrits en dettes ou

provisions au passif pour 1,4 M€ ; dans le cadre de l'un des différends, nos demandes s'élèvent à 0,8 M€.

Il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont le groupe a connaissance, qui soit en suspens ou dont il soit menacé, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du groupe, à l'exception des réclamations ou risques de réclamations suivantes :

- (i) réclamation de plusieurs actionnaires minoritaires d'une filiale portant sur la mise en œuvre d'un accord que la société conteste ; cette réclamation après analyse avec les conseils de la société, est apparue infondée ; à ce jour aucune procédure n'a été initiée ;
- (ii) réclamation des créanciers obligataires portant sur le remboursement de l'emprunt obligataire ainsi que des dommages-intérêts ; les fondements évoqués par les obligataires pour une telle réclamation paraissent à la société totalement injustifiés ; à ce jour aucune procédure judiciaire n'a été initiée ;
- (iii) mise en jeu de la garantie d'actif et de passif conférée dans le cadre de la cession d'une filiale, considérée comme infondée par la société ;
- (iv) réclamations d'anciens salariés relatives aux conditions de rupture de leur contrat de travail ;
- (v) procédure initiée par le bailleur d'une filiale étrangère concernant une garantie consentie à son profit par la société ; les montants réclamés dans cette procédure sont, selon les estimations de la société, surévalués par rapport aux engagements existants ;
- (vi) litige avec un prestataire informatique relatif à la violation d'une clause de non-concurrence ; la société, après consultation de ses conseils, estime que compte tenu des éléments du dossier, cette procédure ne représente pas un risque significatif sur la situation financière ;
- (vii) découverte d'une fraude interne d'un montant de 2,3 M€ ; l'auteur de la fraude s'est engagé à rembourser les montants détournés ; ses reconnaissances de dettes sont assorties de garanties portant sur des actifs immobiliers et sur des éléments incorporels de fonds de commerce qui laissent penser qu'il n'y a pas lieu de déprécier la créance.

8.3. Risques financiers

8.3.1. Forte sensibilité aux positions des organismes d'assurance crédit

Le groupe exerce ses activités auprès de clients qui peuvent être également fournisseurs de pièces détachées et assurent la solvabilité financière de leur contrepartie auprès d'organismes d'assurance-crédit. Du niveau d'encours ANOVO accordé par ces organismes à leurs clients, dépend la confiance accordée à ANOVO par ces mêmes clients et le niveau de besoin en fonds de roulement nécessaire pour réaliser les prestations ; un encours réduit peut entraîner la mise en place de mesures exceptionnelles et coûteuses de protection contre les impayés. Ce risque affecte pour l'essentiel le besoin en fonds de roulement du groupe et est aujourd'hui limité compte tenu des résultats en amélioration et de la renégociation de la dette senior avec les créanciers bancaires, achevée à la clôture de l'exercice.

8.3.2. Risque de change

La société exerce une activité récurrente de services offrant des prestations réalisées localement par les filiales d'ANOVO, donc dans la même devise que la devise de règlement. Ainsi, le groupe n'est pas exposé au risque de change au travers de ses opérations commerciales directes.

Seules les transactions internes exposent le groupe aux fluctuations de change.

En revanche, le développement international d'ANOVO conduit le groupe à investir afin de développer son activité dans chacune des régions. L'essentiel du financement des investissements ainsi réalisés s'est effectué sur la base d'un financement structuré :

- (i) soit par des capitaux propres ;
- (ii) soit par la dette contractée par la maison-mère.

Le risque de change sur ces investissements n'est pas couvert. Du fait de l'incertitude quant aux échéances de remboursement des créances ou dettes du groupe, la couverture du « risque à terme » est difficile et, par conséquent, souscrire à des instruments de couverture serait une opération spéculative.

Une évolution favorable des taux de change de 10 % par rapport à l'euro aurait les impacts suivants :

En K€	Chf	Clp	Gbp	Nok	Pes	Pln	Sek	Usd	Total
<i>Actifs</i>	1 930	2 628	21 211	2 852	2 326	3 594	8 291	- 24	42 807
<i>Passifs</i>	- 2 513	4 460	23 515	1 819	2 155	3 705	5 549	2 175	40 867
<i>Position nette avant gestion</i>	4 443	-1 833	- 2 304	1 033	171	- 112	2 742	-2 199	1 941
<i>Position Hors-Bilan</i>									
<i>Position nette après gestion</i>	4 443	-1 833	- 2 304	1 033	171	- 112	2 742	-2 199	1 941
<i>Sensibilité à une variation favorable de 10%</i>	495	- 96	155	103	17	72	274	114	1 135

8.3.3. Risque de taux

Au 30 septembre 2009, la dette à taux variable hors produits dérivés (1,9 M€) se décompose comme suit :

En M€	
<i>Dette restructurée</i>	32,1
<i>Autres dettes bancaires</i>	2,9
<i>Dettes de location-financement</i>	16,6
<i>Découverts bancaires et lignes de factoring</i>	4,9
<i>Total</i>	56,5

Au 30 septembre 2009, la société bénéficie d'une couverture à hauteur de 21,3 M€, ce qui représente environ 38 % de sa dette à taux variable.

La juste valeur de ces produits dérivés est communiquée chaque fin de mois par les banques émettrices, pour leurs produits respectifs ainsi que par un cabinet indépendant.

Au 30 septembre 2009, la variation des justes valeurs a été comptabilisée de la manière suivante:

- (i) un profit de 0,3 M€ dans le résultat consolidé du groupe (correspondant à la part inefficace de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés éligibles à la comptabilité de couverture et à la variation du coupon couru) ;
- (ii) et un impact négatif de 1,3 M€ dans les capitaux propres (part efficace).

Les principales caractéristiques des produits dérivés sont présentées ci-dessous :

Synthèse des couvertures de taux existantes au 30 septembre 2009								
Eléments couverts	Montant initial	Montant amorti	Taux reçu	du	au	Caractéristiques de la couverture (taux payé)	Taux effectif	Taux payé maximum
Dette restructurée	25 062 487	16 624 992	Euribor 3 mois	02/08/2007	02/02/2013	Swap taux fixe à 5,85%	5,85%	5,85%
Crédit-bail	5 481 695	4 736 179	Euribor 3 mois	02/07/2007	02/01/2013	Swap taux fixe à 5,85%	5,85%	5,85%
Total	30 544 182	21 361 170						

Les Swap de taux signés sont comptabilisés comme des opérations de couverture, traités en part efficace et non efficace.

Les produits dérivés contestés (voir le document de référence 2007/2008, produits de la banque A) ont été résiliés durant l'exercice, avec un impact positif sur le compte de résultat consolidé de 1,8 M€.

8.3.4. Risque de crédit

La société est exposée au risque de crédit principalement sur les créances clients, ainsi que sur les autres actifs financiers courants et non courants ou en cours de cession. Les éléments de garantie associés sont décrits dans les points correspondants de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice 2008/2009.

8.3.5. Risque de liquidité

En fin d'exercice 2007/2008, le poids du service de la dette et le contexte de crise financière et de resserrement du crédit ont amené la Direction Générale à engager des négociations avec les créanciers de sa dette restructurée afin d'en revoir les modalités pour renforcer la structure financière du groupe et assurer sa pérennité. Les dernières négociations ont abouti à la fin du mois de septembre 2009 à des accords levant l'incertitude pesant sur la pérennité de l'entreprise et prévoyant :

- (i) la réduction de l'échéance de septembre 2009 (initialement fixée à 8,4 M€) à 2,5 M€ ainsi qu'un étalement du solde de la dette restructurée dans des conditions compatibles avec l'exploitation (réduction de 5 M€ de l'échéance annuelle moyenne ainsi portée à 3,3 M€ jusqu'en février 2016 et une échéance *in fine* de 10,7 M€ à laquelle s'ajoutera une rémunération exceptionnelle de 1,6 M€), quel que soit le résultat du vote des actionnaires au projet d'augmentation de capital décrit au point (iii) ci-dessous ;
- (ii) la cession par GENESIS PARTNERS de 7 M€ de créances au groupe ANOVO pour un montant de 2,4 M€ avec un impact direct sur les fonds propres du groupe ;
- (iii) une augmentation de capital d'un montant minimum de 10 M€ ouverte à tous les actionnaires qui sera soumise au vote de l'Assemblée Générale dans le courant de l'exercice 2009/2010, et que GENESIS PARTNERS s'est engagée à garantir à hauteur

de 7,5 M€, afin de financer la croissance d'ANOVO tout en renforçant ses fonds propres.

Au 30 septembre 2009, le groupe a des lignes de crédit non utilisées d'un montant de 12,9 M€ (dont 10,5 M€ de lignes d'affacturage).

8.3.6. Risque sur actions

La société n'a pas pour politique de constituer un portefeuille d'actions. La trésorerie est placée sur des supports sans risque à court terme.

Les actions propres détenues en portefeuille représentent une valeur nette de 4 K€. La société n'a pas de programme de rachat d'actions.

9. Filiales et participations

9.1. Entrées de périmètre

Néant

9.2. Sorties de périmètre

Néant

9.3. Sociétés non consolidées

Les sociétés du groupe sont toutes consolidées (sauf la société CTAV, dont le groupe détient 11,13 %, soit une participation inférieure au seuil minimum imposant la consolidation par mise en équivalence (20 %)).

9.4. Résultat social par région

Les principaux agrégats financiers par région étaient au 30 septembre 2009 les suivants :

En M€	UK	Italie	Espagne	Nordic	Amérique	France	Total
Chiffre d'affaires	109 890	29 106	29 918	49 772	13 525	147 564	379 775
Ebita	6 638	628	-205	1 472	735	7 016	16 284
Résultat de l'exercice	3 579	474	-112	2 260	170	8 692	15 061

9.4.1. Royaume-Uni

Les résultats de l'exercice sont en forte progression suite aux réorganisations industrielles et à la montée en puissance des nouvelles activités.

9.4.2. Italie

La rentabilité est stable par rapport à l'exercice 2007/2008 grâce notamment au déploiement renforcé des activités d'extensions de services auprès des distributeurs et du *On Site*.

9.4.3. Espagne

Les résultats sont à l'équilibre avant prise en compte de frais sur exercices antérieurs (provisions pour retraites). Cette performance encourageante s'explique en particulier par la bonne rentabilité des sites de MADRID et par la diversification du site de MALAGA.

9.4.4. Pays nordiques

Les résultats opérationnels sont en constante amélioration depuis deux exercices notamment du fait de la conquête de nouveaux clients dans le domaine des nouveaux services et de l'optimisation industrielle du site de VÄSTERÅS et ce malgré la baisse des

activités on site liée à la fin du repointage des antennes dans le cadre du passage de l'analogique au numérique.

9.4.5. Amérique du Sud

Les résultats opérationnels sont conformes à l'exercice précédent. Le déménagement de l'activité du Pérou sur un nouveau site industriel a été sans impact négatif sur la rentabilité et devrait permettre une amélioration de la productivité au cours de l'exercice 2009/2010.

9.4.6. France

Le chiffre d'affaires est en croissance du fait de la prise en compte en année pleine des activités de MONTAUBAN. Les résultats opérationnels de l'année sont en repli par rapport à l'exercice précédent qui prenait en compte des effets de reprise d'activité et qui n'intègre l'activité *On Site* que sur le premier semestre.

10. Capital et actionnariat

10.1. Montant du capital à la date d'arrêté du rapport de gestion et évolution du capital social et de la valeur nominale des actions depuis l'ouverture de l'exercice 2008/2009

Au jour de l'arrêté du présent rapport, le capital social d'élève à 5 461 340 €. Il est divisé en 6 826 675 actions d'une valeur nominale de 0,80 €.

Les opérations suivantes, réalisées depuis l'ouverture de l'exercice 2008/2009, ont eu des incidences sur la valeur nominale des actions et le montant du capital social.

- (i) Le 5 décembre 2008, Monsieur Christophe LIENARD, Administrateur et Directeur Général Délégué, a procédé à la levée de 17 options de souscription d'actions, à raison d'un prix d'exercice de 0,58 €. Le capital a ainsi été porté de 54 613 393,20 € divisé en 136 533 483 actions d'une valeur nominale de 0,40 € à 54 613 400 € divisé en 136 533 500 actions d'une valeur nominale de 0,40 €.
- (ii) Conformément aux délibérations de l'Assemblée Générale Mixte du 17 janvier 2008, le Président-Directeur Général, agissant sur délégation du Conseil d'administration du 9 juillet 2008, a par décision du 8 décembre 2008 mis en œuvre une opération de regroupement des 136 533 500 actions d'une valeur nominale de 0,40 € composant le capital social, à raison de 1 action nouvelle pour 20 actions anciennes. La mise en œuvre de cette opération a abouti au transfert des 136 533 500 actions anciennes sur le compartiment des valeurs radiées d'*Euronext PARIS*, et à la création et à l'admission aux négociations sur le compartiment C d'*Euronext PARIS* de 6 826 675 actions regroupées d'une valeur nominale de 8 €, composant le capital social de la société⁷. Pendant la période de regroupement, qui s'achèvera le 29 décembre 2010, les actions non regroupées demeureront admises aux négociations sur le compartiment des valeurs radiées afin de faciliter la négociation des rompus. Passé cette date, les actions anciennes seront radiées de la cote, seront privées de leur droit de vote et verront leur droit aux dividendes suspendu. Elles seront automatiquement regroupées et mises en vente d'office sur le marché. Le produit net de la vente sera tenu à la disposition des intéressés sur un compte bloqué ouvert auprès du mandataire centralisateur de l'opération pendant 10 ans, puis pendant 20

⁷ Les actions regroupées sont en conséquence admises aux négociations sur le compartiment C d'*Euronext PARIS* sous le code ISIN FR0010698217, les actions anciennes transférées sur le compartiment des valeurs radiées d'*Euronext PARIS* demeurant négociées sous le code ISIN FR0004152593.

ans à la Caisse des Dépôts et Consignations, les intéressés pouvant en obtenir paiement sur présentation d'une attestation délivrée par le dépositaire central EUROCLEAR FRANCE⁸. À la date d'arrêté du présent rapport, 99,79 % des actions anciennes avaient été regroupées.

- (iii) Conformément aux délibérations de l'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2009, le Président-Directeur Général, agissant sur délégation du Conseil d'administration du 23 juillet 2009, a par décision du 2 septembre 2009 constaté la réduction du capital social de 54 613 400 € à 5 461 340 € sans incidence sur les fonds propres du groupe, par diminution de la valeur nominale des 6 826 675 actions composant le capital de 8 € à 0,80 €. Les sommes ainsi prélevées sur le capital social ont été affectées au compte de prime d'émission et stipulées indisponibles.

10.2. Autorisations conférées par l'Assemblée Générale au Conseil d'administration d'augmenter ou de réduire le capital social et d'émettre des valeurs mobilières

Les délégations de pouvoir et de compétence dont dispose le Conseil d'administration à la date d'arrêté du présent rapport sont détaillées dans le tableau suivant.

Type de délégation	Nature des titres	Assemblée Générale	Montant nominal maximal	Durée de validité de l'autorisation (en mois)	Utilisation au cours de l'exercice 2008/2009	Durée de validité et d'exercice des titres
Délégation de pouvoir (augmentation de capital réservée aux salariés adhérents à un plan d'épargne d'entreprise)	Actions	17/01/2008	5 % du capital social constaté à l'issue de l'Assemblée Générale Mixte du 17/01/2008	60	Néant	N/A
Délégation de pouvoir (plan d'attribution d'actions gratuites lié aux performances du groupe et des attributaires)	Actions	17/01/2008	3 % du capital social constaté à la date de mise en œuvre	38	Néant	N/A
Délégation de compétence (augmentation de capital réservée aux salariés adhérents à un plan d'épargne d'entreprise)	Actions	30/06/2009	10 % du capital social constaté à la date de mise en œuvre, diminué le cas échéant du montant nominal de l'augmentation de capital réservée aux salariés adhérents à un plan d'épargne d'entreprise réalisée en application de la délégation de pouvoir consentie par l'Assemblée Générale Mixte du 17/01/2008	26	Néant	N/A

10.3. Titres donnant accès au capital

À la date d'arrêté du présent rapport :

- (i) 4 249 obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (« OCEANE ») étaient en circulation, lesdites OCEANE donnant droit à leurs porteurs, par conversion ou échange, à 1 062 actions regroupées⁹ ;
- (ii) 5 270 126 options de souscription d'actions demeuraient en circulation, donnant droit à leurs porteurs, par souscription, à 263 506 actions regroupées¹⁰.

⁸ Les opérations de regroupement ont fait l'objet de la publication d'un avis de regroupement au *Bulletin des Annonces Légales Obligatoires* du 12 décembre 2008 et disponible sur le site Internet de la société.

⁹ Après ajustement de la parité de conversion et d'échange ayant fait suite à la mise en œuvre des opérations de regroupement, annoncé par insertion au *Bulletin des Annonces Légales Obligatoires* du 12 décembre 2008 d'un avis de regroupement et d'ajustement des droits des porteurs d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes et d'options de souscription d'actions. L'ajustement de la parité de conversion ou d'échange, réalisée conformément aux dispositions de l'article 2.5.7.3. (2) de la note d'opération afférente à l'émission des OCEANE, visée par la Commission des Opérations de Bourse sous le numéro 01-295 le 29 mars 2001, a porté la parité de conversion ou d'échange à 0,250 action regroupée pour 1 OCEANE, les règles d'arrondi étant appliquées conformément aux dispositions de l'article 2.5.7.3. de ladite note d'opération.

Au jour de l'arrêté du présent rapport l'ensemble des titres donnant accès au capital émis par ANOVO étaient hors de la monnaie.

10.4. Mouvements sur actions propres

Aucun programme de rachat n'a été mis en œuvre au cours de l'exercice 2008/2009 et le Conseil d'administration n'est, au jour de l'arrêté du présent rapport, titulaire d'aucune autorisation de procéder au rachat des actions de la société.

Au jour de l'arrêté du présent rapport, la société était détentrice de 1 034 actions regroupées et 18 actions non regroupées¹¹ acquises dans le cadre d'anciens programmes de rachat d'actions.

10.5. Répartition de l'actionnariat

Compte tenu de la coexistence des actions regroupées et non regroupées au cours de la période de regroupement (du 29 décembre 2008 au 29 décembre 2010), et afin de préserver la règle de la proportionnalité du droit de vote à la quotité du capital représentée par chaque action, le nombre de droits de vote attachés à chaque catégorie d'actions est calculé comme suit au cours de la période de regroupement :

- (i) toute action non regroupée à droit de vote simple donne droit à 1 droit de vote ;
- (ii) toute action non regroupée à droit de vote double¹² donne droit à 2 droits de vote ;
- (iii) toute action regroupée à droit de vote simple donne droit à 20 droits de vote ;
- (iv) toute action regroupée à droit de vote double donne droit à 40 droits de vote.

10.5.1. Participations directes ou indirectes sujettes à déclaration et participations d'autocontrôle à la date d'arrêté du rapport de gestion

Au jour de l'arrêté du présent rapport :

- (i) un actionnaire, Monsieur Jean BERGER DE LA VILLARDIERE, par ailleurs Administrateur de la société suite aux délibérations de l'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2009, était détenteur de 880 000 actions regroupées représentant 17 600 000 droits de vote, soit 12,89 % du capital et 12,86 % des droits de vote ;
- (ii) la société n'avait connaissance d'aucune autres participation directe ou indirecte sujette à déclaration de l'un des seuils prévus à l'article L. 233-7 du Code de commerce ni d'aucune participation d'autocontrôle au sens de l'article L. 233-12 du Code de commerce.

¹⁰ Après ajustement de la parité de souscription ayant fait suite à la mise en œuvre des opérations de regroupement, annoncé par insertion au *Bulletin des Annonces Légales Obligatoires* du 12 décembre 2008 d'un avis de regroupement et d'ajustement des droits des porteurs d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes et d'opérations de souscription d'actions. L'ajustement de la parité de souscription, réalisée conformément aux dispositions légales et réglementaires, a porté la parité de souscription à 0,05 action pour 1 option de souscription d'actions.

¹¹ Dont 1 action non regroupée transférée à la société à la suite de la résiliation de plein droit du contrat de prêt de consommation portant sur 1 action non regroupée dont bénéficiait Monsieur Michael GOLLNER en sa qualité d'Administrateur de la société résultant de la démission de ce dernier de ses fonctions d'Administrateur en date du 6 décembre 2008.

¹² Conformément aux dispositions des statuts, un droit de vote double est attribué à tout actionnaire justifiant d'une inscription nominative de ses titres dans le registre de la société depuis au moins 4 ans.

10.5.2. Situation de l'actionnariat nominatif à la date d'arrêté du rapport de gestion

À la date d'arrêté du présent rapport, la société comptait 144 162 actions regroupées et 267 actions non regroupées (dont 1 action propre) inscrites au nominatif pur ou administré, représentant 3 211 832 droits de vote.

10.5.3. Évolution de la structure de l'actionnariat depuis l'ouverture de l'exercice 2008/2009

Au cours de l'exercice 2008/2009, la société a recueilli et le cas échéant rendu publiques les informations suivantes.

- (i) À l'occasion de l'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2009, 722 actionnaires ou intermédiaires inscrits pour le compte d'actionnaires non-résidents, titulaires de 2 838 313 actions regroupées et 81 actions non regroupées (soit un quorum de 41,58 % des actions ayant le droit de vote), auxquelles étaient attachés 57 084 620 droits de vote, étaient présents, représentés ou ont voté par correspondance.
- (ii) Monsieur Jean BERGER DE LA VILLARDIERE a procédé aux déclarations de franchissement de seuils et d'intention suivantes :
 - a. déclaration du franchissement en hausse du seuil de 5 % du capital et des droits de vote le 3 mars 2009 et de la détention de 346 000 actions regroupées représentant 6 920 000 droits de vote, soit 5,07 % du capital et 5,05 % des droits de vote¹³ ;
 - b. déclaration du franchissement en hausse du seuil de 10 % du capital le 27 mars 2009 et de la détention de 683 000 actions regroupées représentant 13 660 000 droits de vote, soit 10,005 % du capital et 9,98 % des droits de vote¹⁴ ;
 - c. déclaration du franchissement en hausse du seuil de 10 % des droits de vote le 31 mars 2009 et de la détention de 685 110 actions regroupées représentant 13 702 200 droits de vote, soit 10,04 % du capital et 10,01 % des droits de vote¹⁵ ;
 - d. déclaration d'intention du 9 avril 2009 faisant suite au franchissement en hausse du seuil de 10 % du capital (le 27 mars 2009) et des droits de vote (le 31 mars 2009)¹⁶.
- (iii) Divers actionnaires agissant de concert ont procédé aux déclarations de franchissement de seuil, d'action de concert et d'intention suivantes :
 - a. déclaration de franchissement en hausse du seuil de 5 % du capital et des droits de vote par 11 actionnaires agissant de concert le 11 mars 2009 et de détention de 442 050 actions regroupées représentant 9 141 000 droits de

¹³ Décision et Information AMF 209C0380 du 9 mars 2009 ; le nombre de droits de vote déclaré a été corrigé par la société à la suite d'une inexactitude au sein de la déclaration de franchissement de seuil.

¹⁴ Décision et Information AMF 209C0465 du 27 mars 2009 ; le nombre de droits de vote déclaré a été corrigé par la société à la suite d'une inexactitude au sein de la déclaration de franchissement de seuil.

¹⁵ Décision et Information AMF 209C0479 du 31 mars 2009 ; le nombre de droits de vote déclaré a été corrigé par la société à la suite d'une inexactitude au sein de la déclaration de franchissement de seuil.

¹⁶ Décision et Information AMF 209C0520 du 9 avril 2009.

vote, soit 6,48 % du capital et 6,68 % des droits de vote, et déclaration d'intention du même jour¹⁷ ;

- b. déclaration de franchissement en hausse du seuil de 10 % du capital et des droits de vote par 39 actionnaires incluant les 11 membres du concert susvisé le 18 mars 2009 et de détention de 737 317 actions regroupées représentant 15 046 340 droits de vote, soit 10,80 % du capital et 10,99 % des droits de vote, et déclaration d'intention du même jour complétée par une déclaration d'intention du 20 mars 2009¹⁸ ;
- c. déclaration de franchissement en hausse du seuil de 15 % du capital et des droits de vote par le même concert rejoint par 17 autres actionnaires le 11 juin 2009 et de détention de 1 031 425 actions regroupées représentant 20 928 500 droits de vote, soit 15,11 % du capital et 15,28 % des droits de vote, et déclaration d'intention du même jour¹⁹.

Au jour de l'arrêté du présent rapport :

- (i) le concert susvisé, constitué le 11 mars 2009 en application d'un protocole d'action de concert d'une durée de 6 mois, est aujourd'hui dissout en raison de l'échéance du terme dudit protocole ; jusqu'à cette date, aucun concertiste ne déclarait détenir une participation directe ou indirecte sujette à déclaration dans les termes de l'article L. 233-7 du Code de commerce (supérieure à 5 % du capital ou des droits de vote), et aucune déclaration de franchissement de seuil n'a été depuis lors portée à la connaissance de la société ;
- (ii) Monsieur Jean BERGER DE LA VILLARDIERE, nommé Administrateur par l'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2009, détenait 880 000 actions regroupées représentant 17 600 000 droits de vote, soit 12,89 % du capital et 12,86 % des droits de vote²⁰.

La société a mis en œuvre au cours de l'exercice 2008/2009 4 procédures d'identification de l'actionnariat au porteur auprès du dépositaire central EUROCLEAR FRANCE, dont aucune n'a révélé l'inscription en compte d'un actionnaire ou d'un intermédiaire inscrit pour le compte d'un actionnaire non-résident détenant une participation sujette à déclaration dans les termes de l'article L. 233-7 du Code de commerce (supérieure à 5 % du capital ou des droits de vote) qui n'aurait pas par ailleurs été portée à la connaissance du public et de la société conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables.

¹⁷ Décision et Information AMF 209C0396 du 12 mars 2009, rectifiée par Décision et Information AMF 209C0431 du 20 mars 2009.

¹⁸ Décision et Information AMF 209C0432 du 20 mars 2009.

¹⁹ Décision et Information AMF 209C0849 du 12 juin 2009.

²⁰ Les opérations réalisées sur les titres de la société par Monsieur Jean BERGER DE LA VILLARDIERE depuis sa nomination en qualité d'Administrateur sont détaillées au point 10.5.4.

10.5.4. Transactions sur les titres de la société réalisées au cours de l'exercice 2008/2009 par les mandataires sociaux et les personnes visées à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier

Monsieur Jean BERGER DE LA VILLARDIERE a depuis sa nomination en qualité d'Administrateur en date du 30 juin 2009 déclaré plusieurs transactions conformément aux articles L. 621-18-2 du Code monétaire et financier et 223-22 à 26 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers. Aucune autre transaction n'a été déclarée depuis l'ouverture de l'exercice 2008/2009 au titre des textes précités.

Mois	Sens des opérations	Nombre d'opérations	Nature de l'instrument financier	Nombre cumulé de titres	Fourchette de prix unitaire (€)	
Juin 2009 ⁽¹⁾	Cession	-	N/A	-	-	-
	Acquisition	1	Actions regroupées	7 877	-	4,52
Juillet 2009 ⁽²⁾	Cession	-	N/A	-	-	-
	Acquisition	2	Actions regroupées	3 623	4,00	à 4,01
Août 2009 ⁽³⁾	Cession	4	Actions regroupées	2 565	4,48	à 4,69
	Acquisition	-	N/A	-	-	-
Août 2009 ⁽⁴⁾	Cession	10	Actions regroupées	71 131	4,09	à 4,66
	Acquisition	-	N/A	-	-	-
Octobre 2009 ⁽⁵⁾	Cession	1	Actions regroupées	26	-	5,17
	Acquisition	4	Actions regroupées	65 500	5,08	à 5,89

(1) D&I AMF 209D4990.

(2) D&I AMF 209D4991 et 209D4992.

(3) D&I AMF 209D4993, 209D4994, 209D4995 et 209D4996.

(4) D&I AMF 209D4989, 209D4997, 209D4998, 209D4999, 209D5000, 209D5001, 209D5002, 209D5003, 209D5132 et 209D5133.

(5) D&I AMF 209D5509, 209D5510, 209D5511, 209D5512 et 209D6044.

10.5.5. Situation comparée de l'actionnariat identifié à la clôture des trois derniers exercices

Actionnaire	Situation au 30/09/2009					Situation au 30/09/2008				Situation au 30/09/2007			
	Nombre d'actions regroupées	Nombre d'actions non regroupées	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote	Nombre d'actions non regroupées	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote	Nombre d'actions non regroupées	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
GOLDMAN SACHS INTERNATIONAL										6 621 548	4,85%	6 621 548	4,84%
PARVUS ASSET MANAGEMENT										9 176 109	6,72%	9 176 109	6,70%
CYCLADIC CAPITAL										10 849 401	7,95%	10 849 401	7,93%
Concert déclaré le 12 juin 2009													
Mandataires sociaux	818 599	22	11,99%	16 372 875	11,96%	1 552 663	1,14%	1 553 548	1,13%	1 552 663	1,14%	1 553 548	1,13%
Dont Jean BERGER DE LA VILLARDIERE	814 526	-	11,93%	16 290 520	11,90%								
Autres actionnaires nominatifs	161 097	226	2,36%	3 633 679	2,65%	521 853	0,38%	919 416	0,67%	518 493	0,38%	915 941	0,67%
Total actionnaires nominatifs	162 571	268	2,38%	3 664 073	2,68%	522 741	0,38%	921 189	0,67%	519 381	0,38%	917 714	0,67%
Dont mandataires sociaux	1 474	41	0,02%	30 394	0,02%	888	0,00%	1 773	0,00%	888	0,00%	1 773	0,00%
Dont actions propres	-	1	0,00%	-	0,00%								
Auto-détention	1 034	18	0,02%	-	0,00%	20 717	0,02%	-	0,00%	20 717	0,02%	-	0,00%
Sous-total actionnaires identifiés	980 730	266	14,37%	20 006 554	14,61%	2 095 233	1,53%	2 472 964	1,81%	28 738 931	21,05%	29 116 547	21,27%
Flottant	5 845 932	-	85,63%	116 918 634	85,39%	134 438 250	98,47%	134 438 250	98,19%	107 794 552	78,95%	107 773 835	78,73%
Total	6 826 675	-	100,00%	136 925 188	100,00%	136 533 483	100,00%	136 911 214	100,00%	136 533 483	100,00%	136 890 382	100,00%

10.6. Éléments de calcul et résultats de l'ajustement des bases de conversion et des conditions de souscription ou d'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital ou des options de souscription ou d'achat d'actions

Au cours de l'exercice 2008/2009, la société a procédé aux ajustements suivants des bases de conversion des OCEANE et des conditions d'exercice des options de souscription d'actions, liés à la mise en œuvre, le 29 décembre 2008, des opérations de regroupement des actions à raison de 1 action nouvelle pour 20 actions anciennes, conformément aux délibérations de l'Assemblée Générale Mixte du 17 janvier 2008. Ces ajustements ont fait l'objet d'un avis de regroupement et d'ajustement des droits des porteurs d'OCEANE et d'options de souscription d'actions publié au *Bulletin des Annonces Légales Obligatoires* du 12 décembre 2008.

- (i) Conformément aux dispositions de l'article 2.5.7.3. (2) de la note d'opération afférente à l'émission des OCEANE, visée par la Commission des Opérations de Bourse sous le numéro 01-295 le 29 mars 2001, la parité de conversion ou d'échange des OCEANE a été ajusté en multipliant le ratio d'attribution existant (1 OCEANE donnant droit par conversion ou échange à 5 actions non regroupées) par le rapport *Nombre d'actions après opération/Nombre d'actions avant opération*, soit un nouveau ratio d'attribution de 1 OCEANE donnant droit par conversion ou échange à 0,25 action regroupée, les règles d'arrondi ayant été appliquées conformément aux stipulations de l'article 2.5.7.3. de la note d'opération susvisée ; conformément à l'article 2.5.8. de la note d'opération susvisée, lorsque le nombre d'actions susceptible d'être obtenu par présentation d'une OCEANE à la conversion n'est pas un nombre entier, le porteur d'OCEANE pourra demander qu'il lui soit délivré soit le nombre d'actions immédiatement inférieur, auquel cas il lui sera versé en espèces une somme égale à la valeur de la fraction d'action supplémentaire, évaluée sur la base du premier cours coté sur le marché le dernier jour de bourse de la période d'exercice au cours de laquelle l'action ANOVO est cotée, soit le nombre d'actions immédiatement supérieur, à la condition de verser à la société une somme égale à la valeur de la fraction supplémentaire ainsi demandée, évaluée sur la base exposée ci-avant.
- (ii) Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, les droits des porteurs d'options de souscription d'actions ont été ajustés en multipliant le ratio de souscription existant (1 option de souscription donnant droit à la souscription de 1 action non regroupée) par le rapport *Nombre d'actions après opération/Nombre d'actions avant opération*, soit un nouveau ratio de souscription de 1 option de souscription donnant droit à la souscription de 0,05 action regroupée, les règles d'arrondi étant appliquées conformément aux dispositions légales et réglementaires.

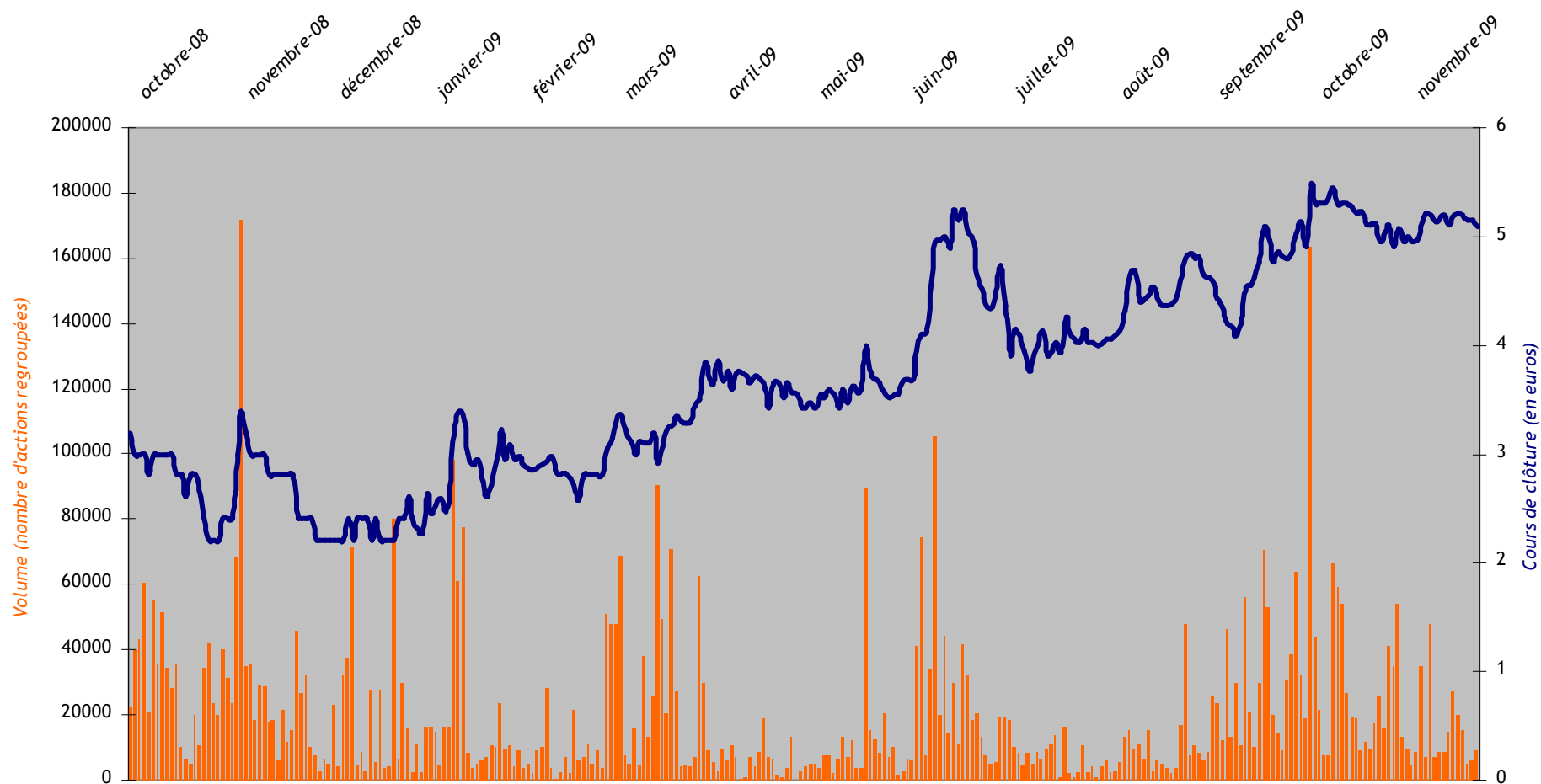
10.7. Actionnariat salarié

Au jour de l'arrêté du présent rapport, l'actionnariat salarié de la société n'est pas identifié au-delà des salariés titulaires d'options de souscription d'actions et des salariés détenteurs d'actions inscrites au nominatif pur ou administré.

Au jour de l'arrêté du présent rapport, le Conseil d'administration dispose d'une délégation de pouvoir et d'une délégation de compétence respectivement accordées par les Assemblées Générales Mixtes du 17 janvier 2008 et du 30 juin 2009, à l'effet de mettre en œuvre des augmentations de capital réservées aux salariés de la société adhérents à un plan d'épargne d'entreprise et aux salariés de ses filiales, qui n'ont pas été utilisées.

Des négociations avec les instances représentatives du personnel de la société sont en passe d'être ouvertes quant à la constitution d'un fonds commun de placement d'entreprise (« FCPE ») relevant de la catégorie des FCPE investis en titres cotés de l'entreprise, qui permettra la réalisation d'une première augmentation de capital réservée aux salariés de la société adhérents à un plan d'épargne d'entreprise au titre de l'une des délégations susvisées. Ces mêmes négociations porteront également sur les modalités de la mise en place d'un nouveau plan d'épargne d'entreprise applicable à l'ensemble des établissements de la société. Ce plan d'épargne d'entreprise a vocation à accueillir le FCPE susvisé, qui s'ajoutera aux fonds communs de placement dits « multi-entreprises » existants dans le cadre de l'accord de participation en vigueur au sein de la société.

10.8. Évolution du cours de bourse depuis l'ouverture de l'exercice 2008/2009²¹



²¹ Données issues des cours de clôture et des volumes pour la période du 1^{er} octobre au 23 novembre 2009. Les cotations et les volumes afférents à la période précédant la mise en œuvre des opérations de regroupement (29 décembre 2008) ont été ajustés en considération de la parité de regroupement de 1 action nouvelle pour 20 actions anciennes.

11. Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

11.1. Structure du capital de la société

La structure du capital est détaillée aux points 10.1 à 10.7 ci-dessus. La société n'identifie pas d'incidence significative de celle-ci en cas d'offre publique.

11.2. Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou clauses de conventions portées à la connaissance de la société en application de l'article L. 233-11 du Code de commerce

Les statuts de la société ne comportent aucune restriction à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions.

Par ailleurs :

- (i) aucune clause de convention n'a été portée à la connaissance de la société en application de l'article L. 233-11 du Code de commerce depuis l'ouverture de l'exercice 2008/2009 ;
- (ii) aucune clause de convention n'a été portée à la connaissance de la société en application de l'article L. 233-11 au cours des exercices précédents.

11.3. Participations directes ou indirectes dans le capital dont la société a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12 du Code de commerce

Les participations directes ou indirectes dans le capital sujettes à déclaration en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 du Code de commerce sont détaillées au point 10.5 ci-dessus.

11.4. Liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et description de ceux-ci

La société n'a émis aucun titre comportant des droits de contrôle spéciaux depuis l'ouverture de l'exercice 2008/2009.

Par ailleurs, aucun titre comportant des droits de contrôle spéciaux n'est en circulation au jour de l'arrêté du présent rapport.

11.5. Mécanismes de contrôle prévus par un éventuel système d'actionnariat du personnel quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier

Ainsi qu'il est précisé au point 10.7 ci-dessus, la société n'a, au jour de l'arrêté du présent rapport, mis en place aucun système d'actionnariat du personnel.

11.6. Accords entre actionnaires dont la société a connaissance pouvant entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote

Le protocole d'action de concert conclu entre certains actionnaires le 11 mars 2009 étant expiré au jour de l'arrêté du présent rapport²², la société n'a connaissance, au jour de l'arrêté du présent rapport, d'aucun accord entre actionnaires pouvant entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote.

11.7. Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'administration ainsi qu'à la modification des statuts

Les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'administration sont conformes à aux dispositions légales et réglementaires en vigueur,

²² Voir point 10.5.3 ci-dessus.

ainsi qu'au Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées publié par l'AFEP et le MEDEF en décembre 2008. Elles sont exposées au point 1.2.1 du rapport du Président du Conseil d'administration sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et les procédures de contrôle interne mises en place par la société. Sauf le respect par la société des dispositions du Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées relatives à la proportion des Administrateurs indépendants au sein du Conseil d'administration, qui ne revêtent aucun caractère juridiquement contraignant, la société n'identifie pas d'incidence significative de ces règles en cas d'offre publique.

Par ailleurs, les règles applicables à la modification des statuts sont conformes aux dispositions légales et réglementaires applicables. La modification des statuts, à l'exception des hypothèses expressément envisagées par la loi, relève de la compétence exclusive de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui statue aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'article L. 225-96 du Code de commerce. La société n'identifie en conséquence aucune incidence significative de ces règles en cas d'offre publique.

11.8. Pouvoirs du Conseil d'administration, en particulier l'émission ou le rachat d'actions

Les pouvoirs du Conseil d'administration sont conformes aux dispositions légales et réglementaires applicables. La société n'identifie aucune incidence significative de ceux-ci en cas d'offre publique.

Par ailleurs :

- (i) les délégations de pouvoir et de compétence conférées par l'Assemblée Générale au Conseil d'administration à l'effet de procéder à des augmentations de capital sont détaillées au point 10.2 ci-dessus, et n'ont au jour de l'arrêté du présent rapport pas été mises en œuvre, la société n'identifiant aucune incidence significative de celles-ci en cas d'offre publique ;
- (ii) le Conseil d'administration ne dispose au jour de l'arrêté du présent rapport d'aucune autorisation de procéder au rachat des actions de la société, ainsi qu'il est exposé au point 10.4 ci-dessus.

11.9. Accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société et dont la divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, ne porte pas gravement atteinte à ses intérêts

Les contrats commerciaux des 10 principaux clients de la société ANOVO SA comportent pour 5 d'entre eux des clauses donnant la faculté auxdits clients de résilier les accords en cas de changement de contrôle. Ces clauses sont majoritairement d'application restreinte (applicables seulement en cas de prise de contrôle par un concurrent de ces clients ou si la prise de contrôle a un impact négatif pour celui-ci). En effet, ces clients, opérant sur des marchés fortement concurrentiels, souhaitent se protéger de leurs concurrents.

11.10. Accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'administration ou les salariés s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique

Les informations relatives aux indemnités de départ bénéficiant à Monsieur Richard SEURAT en sa qualité de Président-Directeur Général et à Monsieur Christophe LIENARD en sa qualité de Directeur Général Délégué sont exposées au point 15.10 ci-dessous.

La société n'identifie, au jour de l'arrêté du présent rapport, aucun autre accord prévoyant des indemnités pour des membres du Conseil d'administration ou des salariés et qui soit susceptible d'avoir une incidence significative en cas d'offre publique.

12. Affectation du résultat et dividendes versés au titre des trois derniers exercices, charges non fiscalement déductibles

12.1. Projet d'affectation du résultat de l'exercice 2008/2009

Compte tenu de l'existence de pertes antérieures inscrites en compte de report à nouveau débiteur pour un montant de -7 106 392,55 €, le résultat net de l'exercice, soit 3 451 359,82 € sera, conformément aux dispositions de l'article L. 232-11, imputé sur le report à nouveau débiteur constaté au titre des exercices précédents. Le Conseil d'administration du 24 novembre 2009 a, en conséquence, décidé de proposer à l'Assemblée Générale d'affecter comme suit le résultat de l'exercice 2008/2009 :

<i>Nature</i>	<i>Montant (€)</i>
Résultat net de l'exercice (bénéfice) à affecter	3 451 359,82
<i>Pertes antérieures inscrites en report à nouveau débiteur - 7 106 392,55</i>	
Montant affecté à l'apurement du report à nouveau débiteur	3 451 359,82
Report à nouveau débiteur après affectation du résultat	- 3 655 032,73

12.2. Dividendes versés au titre des trois derniers exercices

Aucun dividende n'a été versé au titre des exercices 2005/2006, 2006/2007 et 2007/2008.

12.3. Charges non fiscalement déductibles de l'exercice 2008/2009

Le montant global des dépenses et charges non fiscalement déductibles des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés au titre de l'article 39-4 du Code général des impôts s'élève à 67 383 €.

La charge d'impôt y afférente s'élève à 22 461 €.

13. Tableau des résultats des cinq derniers exercices d'ANOVO SA

	30/09/2005	30/09/2006	30/09/2007	30/09/2008	30/09/2009
Capital en fin d'exercice (en milliers d'euros)					
Capital social	63 097	68 097	68 267	54 613	5 461
Actions ordinaires ⁽¹⁾	124 027 992	134 900 097	136 135 150	136 134 985	6 806 056
Actions à droit de vote double ⁽¹⁾	2 165 491	1 293 386	398 333	398 498	20 619
Total actions ⁽¹⁾	126 193 483	136 193 483	136 533 483	136 533 483	6 826 675
Nombre maximal d'actions futures à créer ^{(1) (2)}	41 279 245	31 646 348	10 013 094	-	-
Opérations et résultat de l'exercice (en milliers d'euros)					
Chiffre d'affaires hors taxes	85 043	90 955	93 225	123 591	134 621
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	3 934	6 855	4 096	8 838	1 009
Impôt sur les bénéfices	- 56	- 44	-	-	-
Participation des salariés due au titre de l'exercice	- 774	- 642	- 541	- 1 102	- 546
Résultat après impôt, participation des salariés	982	373	3 314	7 106	3 451
Résultat distribué	-	-	-	-	-
Résultat par action (en euros)					
Résultat après impôt, participation	0,008	0,003	0,024	0,052	0,506
Dividende attribué à chaque action	-	-	-	-	-
Personnel (en milliers d'euros)					
Effectif moyen des salariés	748	844	1 098	1 239	1 208
Masse salariale sur l'exercice	23 736	23 478	27 006	34 436	34 976
Sommes versées au titre des avantages sociaux	9 068	9 893	11 421	14 771	14 681

(1) Au 30 septembre 2009, les informations portant sur le nombre d'actions sont présentées après la mise en œuvre, le 29 décembre 2008, des opérations de regroupement des titres à raison de 1 action nouvelle pour 20 actions anciennes.

(2) Au 30 septembre 2008 et au 30 septembre 2009, l'ensemble des instruments dilutifs en circulation (obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes et options de souscription d'actions) étaient hors de la monnaie.

14. Composition du Conseil d'administration

14.1. Évolution de la composition du Conseil d'administration au cours de l'exercice 2008/2009

14.1.1. Renouvellement de la Direction Générale et de la Présidence du Conseil d'administration au cours de l'exercice 2008/2009

Le Conseil d'administration, dans ses séances du 19 novembre 2008 et du 12 février 2009 :

- (i) a décidé de renouveler le mandat de Directeur Général de Monsieur Richard SEURAT et le mandat de Directeur Général Délégué de Monsieur Christophe LIENARD, qui arrivaient à échéance, pour une durée de 3 ans²³, et
- (ii) a décidé de renouveler le mandat de Président du Conseil d'administration de Monsieur Richard SEURAT qui arrivait à échéance, pour la durée de son mandat

²³ Le Conseil d'administration du 12 février 2009 a décidé de fixer la durée du mandat de Directeur Général Délégué de Monsieur Christophe LIENARD à 3 ans à compter du 19 novembre 2008. Auparavant, le Directeur Général Délégué exerçait ses fonctions pour la durée des fonctions du Directeur Général.

d'Administrateur le cas échéant renouvelé par l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2007/2008.

14.1.2. Évolution de la composition du Conseil d'administration au cours de l'exercice 2008/2009

Au cours de l'exercice 2008/2009 :

- (i) Monsieur Michael Stewart GOLLNER, Administrateur indépendant et Président du Comité stratégie, a présenté sa démission de son mandat d'Administrateur et a en conséquence quitté ses fonctions de Président du Comité stratégie le 6 décembre 2008, et
- (ii) Monsieur Alan John SUTTON, Administrateur et membre du Comité d'audit, a présenté sa démission de son mandat d'Administrateur et a en conséquence quitté ses fonctions de membre du Comité d'audit le 17 mars 2009.

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 30 juin 2009 a renouvelé les mandats des Administrateurs sortants et a nommé de nouveaux Administrateurs. Elle a ainsi :

- (i) renouvelé, pour une durée de 3 ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2011, les mandats d'Administrateur de Messieurs Richard SEURAT et Christophe LIENARD, confortant ces derniers dans leurs fonctions respectives de Président-Directeur Général et de Directeur Général Délégué, et de Jean-Jacques DAMLAMIAN, Pierre HESSLER et Jean-François PREVOST ;
- (ii) nommé aux fonctions d'Administrateur Monsieur Jean BERGER DE LA VILLARDIÈRE, Monsieur Christian GUILBERT et la société GENESIS PARTNERS (ayant pour représentant permanent aux fonctions d'Administrateur Monsieur Pascal WAGNER), dont les candidatures avaient été soumises à l'Assemblée Générale dans le cadre des opérations de restructuration financière qui lui étaient proposées, et Monsieur Emmanuel BROSSARD-RUFFEY, dont la candidature était soumise à l'Assemblée Générale au terme de projets de résolutions déposés conformément à l'article L. 225-105 alinéa 2 du Code de commerce par la société AEBI HOLDING au nom de divers actionnaires agissant alors de concert.

Le Conseil d'administration ainsi renouvelé et nouvellement composé a le 30 juin 2009 confirmé les mandats de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général de Monsieur Richard SEURAT, et le mandat de Directeur Général Délégué de Monsieur Christophe LIENARD.

Le 10 septembre 2009, Monsieur Christian GUILBERT et la société GENESIS PARTNERS (ayant pour représentant permanent aux fonctions d'Administrateur Monsieur Pascal WAGNER) ont présenté leur démission de leurs fonctions d'Administrateur, afin de favoriser une issue rapide des négociations alors menées par la société avec les créanciers de sa dette senior. Le Conseil d'administration, dans sa séance du même jour, a décidé, compte tenu de l'apport de Monsieur Pascal WAGNER aux travaux du Conseil d'administration, de coopter ce dernier aux fonctions d'Administrateur pour la durée restant à courir du mandat de Monsieur Christian GUILBERT²⁴.

²⁴ Monsieur Pascal WAGNER, à la suite de cette cooptation, a démissionné de ses fonctions de représentant permanent de la société SAINT GERMAIN PARTICIPATIONS au Conseil d'administration de la société GENESIS PARTNERS, à effet du 16 septembre 2009.

14.1.3. Évolutions postérieures à la clôture de l'exercice 2008/2009

Monsieur Richard SEURAT, Président-Directeur Général, a fait part au Conseil d'administration du 26 octobre 2009 de son intention de mettre fin à sa collaboration avec le groupe ANOVO, et a informé le Conseil d'administration de son intention de présenter, au plus tard le 24 novembre 2009, sa démission de l'ensemble de ses mandats. Après 7 années passées à restructurer le groupe, Monsieur Richard SEURAT a en effet estimé que la mission qui lui avait été confiée était accomplie. Le rééchelonnement de la dette senior offre désormais au groupe la visibilité qui lui était nécessaire. Il a en conséquence proposé au Conseil d'administration que Monsieur Gilbert WEILL, Directeur de la région Europe du Nord (Royaume-Uni et pays nordiques) lui succède aux fonctions de Président-Directeur Général.

Le Conseil d'administration du 26 octobre 2009, faisant suite à la proposition de Monsieur Richard SEURAT, a demandé à ce dernier de poursuivre l'exercice de ses mandats jusqu'au 24 novembre 2009, a coopté Monsieur Gilbert WEILL aux fonctions d'Administrateur pour la durée restant à courir du mandat de la société GENESIS PARTNERS, et l'a nommé Directeur Général Délégué jusqu'au Conseil d'administration appelé à statuer sur les comptes de l'exercice 2008/2009.

14.2. Composition du Conseil d'administration au jour de l'arrêté du rapport de gestion

Au jour de l'arrêté du présent rapport, le Conseil d'administration est donc composé de 9 Administrateurs, dont 4 qualifiés d'indépendants par le Conseil d'administration au regard des critères exposés plus haut :

- (i) Richard SEURAT, Président-Directeur Général ;
- (ii) Jean BERGER DE LA VILLARDIERE, Administrateur ;
- (iii) Emmanuel BROSSARD-RUFFEY, Administrateur indépendant ;
- (iv) Jean-Jacques DAMLAMIAN, Administrateur indépendant ;
- (v) Pierre HESSLER, Administrateur indépendant ;
- (vi) Christophe LIENARD, Administrateur et Directeur Général Délégué ;
- (vii) Jean-François PREVOST, Administrateur indépendant ;
- (viii) Pascal WAGNER, Administrateur ;
- (ix) Gilbert WEILL, Administrateur et Directeur Général Délégué.

La composition du Conseil d'administration au jour de la rédaction du présent rapport est détaillée dans le tableau qui suit.

Nom, prénom et adresse	Nature du mandat	Nomination et renouvellement	Date d'échéance du mandat	Autres mandats et fonctions exercées	Participation dans le capital, OCEANE, options de souscription d'actions et actions gratuites au 24/11/2009
				(*) Société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé en France ou un marché équivalent à l'étranger	
Richard SEURAT 15 boulevard Saint Germain 75005 PARIS	Directeur Général	Conseils d'administration	Démission le 24/11/2009	Mandats au sein du groupe ANOVO au 30/09/2009	Actions regroupées
		04/02/2003		Néant	616
		30/11/2005			
		19/11/2008			
	Président du Conseil d'administration	Conseils d'administration	Démission le 24/11/2009	Mandats et fonctions hors groupe ANOVO au 30/09/2009	Actions non regroupées
		28/10/2004		Néant à la connaissance de la société	Néant
		30/11/2005			
		19/11/2008			
	Administrateur	Conseil d'administration	Démission le 24/11/2009	Mandats et fonctions hors groupe ANOVO au cours des 5 derniers exercices	OCEANE
		27/03/2003		GENESIS PARTNERS (France), Administrateur (12/2008 à 05/2009)	Néant
		Assemblées Générales			
		30/01/2004 (ratification)			
		17/01/2006			
		30/06/2009			
					Options de souscription d'actions ⁽¹⁾
					1 533 904
					Actions gratuites
					Néant

Nom, prénom et adresse	Nature du mandat	Nomination et renouvellement	Date d'échéance du mandat	Autres mandats et fonctions exercées	Participation dans le capital, OCEANE, options de souscription d'actions et actions gratuites au 24/11/2009
				(*) Société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé en France ou un marché équivalent à l'étranger	
Jean BERGER DE LA VILLARDIERE 5 bis boulevard Richard Wallace 92200 NEUILLY SUR SEINE	Administrateur	Assemblée Générale	Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011	Mandats au sein du groupe ANOVO au 30/09/2009	Actions regroupées
		30/06/2009		Néant	880 000
		Mandats et fonctions hors groupe ANOVO au 30/09/2009		Mandats et fonctions hors groupe ANOVO au cours des 5 derniers exercices	Actions non regroupées
		JEANVAL (France), Gérant (11/03/2005)		GLOBAL TECHNOLOGIES (France), Président (10/2007 à 05/2008)	Néant
		VIMALO (France), Gérant (23/06/2008)		IRIS COMPUTER (France), Gérant (11/1993 à 05/2008)	
		LE POOL (France), Co-Gérant (03/01/2002)		ITSS (France), Gérant (02/2004 à 05/2008)	
		Mandats et fonctions hors groupe ANOVO au cours des 5 derniers exercices		CLEMENT SA (France), Président du Conseil d'administration (03/2004 à 05/2008)	OCEANE
		NEWCHIPS TECHNOLOGY (France), Président (10/2007 à 05/2008)		INITIATIVES ET DEVELOPPEMENTS (France), Administrateur et membre du Comité de Direction (10/2007 à 05/2008)	Néant
					Options de souscription d'actions
					Néant
					Actions gratuites
					Néant

(1) Conformément aux stipulations du règlement des plans d'options de souscription d'actions, les options de souscription non levées à la date de cessation des fonctions du bénéficiaire au sein du groupe sont définitivement perdues.

				Autres mandats et fonctions exercées	Participation dans le capital, OCEANE, options de souscription d'actions et actions gratuites au 24/11/2009
Nom, prénom et adresse	Nature du mandat	Nomination et renouvellement	Date d'échéance du mandat	(*) Société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé en France ou un marché équivalent à l'étranger	
Emmanuel BROSSARD-RUFFEY 20 rue Victor Bart 78000 VERSAILLES	Administrateur indépendant	Assemblée Générale 30/06/2009	Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011	Mandats au sein du groupe ANOVO au 30/09/2009	Actions regroupées
				Néant	1 420
				Mandats et fonctions hors groupe ANOVO au 30/09/2009	Actions non regroupées
				EUROB2C (France), Administrateur (03/1999)	Néant
				Mandats et fonctions hors groupe ANOVO au cours des 5 derniers exercices	OCEANE
Néant à la connaissance de la société	Néant				
	Options de souscription d'actions				
	Néant				
	Actions gratuites				
	Néant				

				Autres mandats et fonctions exercées	Participation dans le capital, OCEANE, options de souscription d'actions et actions gratuites au 24/11/2009
Nom, prénom et adresse	Nature du mandat	Nomination et renouvellement	Date d'échéance du mandat	(*) Société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé en France ou un marché équivalent à l'étranger	
Jean-Jacques DAMLAMIAN 51 rue Emmanuel Sarty 92140 CLAMART	Administrateur indépendant	Conseil d'administration	Assemblée Générale	Mandats au sein du groupe ANOVO au 30/09/2009	Actions regroupées
		15/05/2007	statuant sur les comptes	Néant	Néant
		Assemblées Générales	de l'exercice clos le		
		17/01/2008 (ratification)	30/09/2011	Mandats et fonctions hors groupe ANOVO au 30/09/2009	Actions non regroupées
		30/06/2009		QOSMOS (France), Président du Conseil de surveillance (12/2005)	1
				CONVENANCE SARL (France), Consultant (06/2004)	
				E-BLINK (France), Administrateur (02/2009)	OCEANE
				ORANGE ARMENIE (Arménie), Administrateur (06/2009)	Néant
				Mandats et fonctions hors groupe ANOVO au cours des 5 derniers exercices	Options de souscription d'actions
				PALM Inc. (USA) (*), Administrateur (09/2000 à 07/2005)	Néant
					Actions gratuites
					Néant

Nom, prénom et adresse	Nature du mandat	Nomination et renouvellement	Date d'échéance du mandat	Autres mandats et fonctions exercées	Participation dans le capital, OCEANE, options de souscription d'actions et actions gratuites au 24/11/2009
				(*) Société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé en France ou un marché équivalent à l'étranger	
Pierre HESSLER 23 rue Oudinot 75007 PARIS	Administrateur indépendant	Conseil d'administration	Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011	Mandats au sein du groupe ANOVO au 30/09/2009	Actions regroupées
		14/09/2004		Néant	Néant
		Assemblées Générales		Mandats et fonctions hors groupe ANOVO au 30/09/2009	Actions non regroupées
		18/01/2005 (ratification)		CAP GEMINI (France) (*), Censeur (07/2002)	1
		17/01/2006		BUREAU VERITAS (France) (*), Administrateur (06/2009)	
		30/06/2009		ACTIDEAS (France), Gérant	OCEANE
					Néant
				Mandats et fonctions hors groupe ANOVO au cours des 5 derniers exercices	Options de souscription d'actions
				BUREAU VERITAS (France) (*), Président du Conseil de surveillance (06/2002 à 06/2005)	Néant
				BUREAU VERITAS (France) (*), Vice-Président du Conseil de surveillance (06/2005 à 06/2009)	
				CAP GEMINI (France) (*), Administrateur (05/1996 à 07/2002), Directeur Général Délégué (05/2000 à 07/2002)	Actions gratuites
				CAP GEMINI SOFTWARE DESIGN & MANAGEMENT (Allemagne), Président du Conseil de surveillance	Néant
				9 FEVRIER MINUIT MOINS LE QUART (France), Gérant	

Nom, prénom et adresse	Nature du mandat	Nomination et renouvellement	Date d'échéance du mandat	Autres mandats et fonctions exercées	Participation dans le capital, OCEANE, options de souscription d'actions et actions gratuites au 24/11/2009
				(*) Société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé en France ou un marché équivalent à l'étranger	
Christophe LIENARD 19 rue de la Préfecture 60000 BEAUVAIS	Directeur Général Délégué	Conseils d'administration	19/11/2011	Mandats au sein du groupe ANOVO au 30/09/2009	Actions regroupées
		04/02/2003		ANOVO POLSKA (Pologne), Président du Conseil d'administration (07/2003)	2 017
		30/11/2005		ANOVO ITALIA (Italie), Président du Conseil d'administration (11/2004)	
		19/11/2008		A NOVO SUISSE (Suisse), Président du Conseil d'administration (01/2005)	Actions non regroupées
		30/06/2009 (confirmation)		ANOVO INTERNATIONAL (Suisse), Président du Conseil d'administration (11/2004)	20
				A NOVO LOGITEC (Belgique), Administrateur Délégué (09/2006)	
				A NOVO SERVITEC (Belgique), Administrateur Délégué (09/2006)	OCEANE
				SCI LES CAILLOUX D'ANNEQUIN (France), Gérant (10/2000)	Néant
				SCI ROBERT (France), Gérant (10/2000)	
				SCI D'ARTAGNAN (France), Gérant (07/2008)	Options de souscription d'actions
				ANOVO FAMILY (France), Gérant (09/2002)	740 611
				Mandats et fonctions hors groupe ANOVO au 30/09/2009	Actions gratuites
				Néant à la connaissance de la société	Néant
				Mandats et fonctions hors groupe ANOVO au cours des 5 derniers exercices	
				Néant à la connaissance de la société	

Nom, prénom et adresse	Nature du mandat	Nomination et renouvellement	Date d'échéance du mandat	Autres mandats et fonctions exercées	Participation dans le capital, OCEANE, options de souscription d'actions et actions gratuites au 24/11/2009
				(*) Société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé en France ou un marché équivalent à l'étranger	
Jean-François PREVOST La Thymiane Chemin de Bonne Grâce Le Lançon 83110 SANARY SUR MER	Administrateur indépendant	Conseil d'administration	Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le	Mandats au sein du groupe ANOVO au 30/09/2009	Actions regroupées
		15/12/2003	30/09/2011	Néant	10
		Assemblées Générales		Mandats et fonctions hors groupe ANOVO au 30/09/2009	Actions non regroupées
		30/03/2004 (ratification) 17/01/2006 30/06/2009		LEON DE BRUXELLES (France), Administrateur et Président du Comité d'audit (06/2006) Mandats et fonctions hors groupe ANOVO au cours des 5 derniers exercices COFICINE (France), Administrateur (1999 à 2005)	Néant OCEANE Néant Options de souscription d'actions Néant Actions gratuites Néant

Nom, prénom et adresse	Nature du mandat	Nomination et renouvellement	Date d'échéance du mandat	Autres mandats et fonctions exercées	Participation dans le capital, OCEANE, options de souscription d'actions et actions gratuites au 24/11/2009
				(*) Société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé en France ou un marché équivalent à l'étranger	
Pascal WAGNER La Gaillarderie 29 78590 NOISY LE ROI	Administrateur	Conseil d'administration	Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le	Mandats au sein du groupe ANOVO au 30/09/2009	Actions regroupées
		10/09/2009 (sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale)	30/09/2011	Néant	10
				Mandats et fonctions hors groupe ANOVO au 30/09/2009	Actions non regroupées
				Néant à la connaissance de la société	Néant
				Mandats et fonctions hors groupe ANOVO au cours des 5 derniers exercices	OCEANE
				GENESIS PARTNERS (France), Représentant permanent de la société SAINT GERMAIN PARTICIPATIONS au Conseil d'administration (12/2008 au 16/09/2009)	Néant
				STEF-TFE (France) (*), Secrétaire Général (10/1998 à 03/2009)	Options de souscription d'actions
				Cie MERIDIONALE DE NAVIGATION (France), Administrateur (09/2006 à 04/2009)	Néant
				STIM D'ORBIGNY (France), Administrateur (12/1991 à 03/2009)	Actions gratuites
				CHAI DE LA TRANSAT (France), Représentant permanent de la société STEF-TFE au Conseil d'administration (12/1986 à 05/2009)	
				IMMOSTEF (France), Président-Directeur Général (04/2004 à 03/2009)	
				ATLANTIQUE DEVELOPPEMENT (France), Président-Directeur Général (06/2002 à 03/2009)	
				ENTREPOTS FRIGORIFIQUES DU LEON (France), Administrateur (06/1995 à 04/2009)	Néant
				ATLANTIQUE ASSOCIES (France), Gérant (12/1991 à 03/2009)	
				ATLANTIQUE MANAGEMENT (France), Gérant (12/1995 à 03/2009)	

				Autres mandats et fonctions exercées		Participation dans le capital, OCEANE, options de souscription d'actions et actions gratuites au 24/11/2009	
Nom, prénom et adresse	Nature du mandat		Nomination et renouvellement	Date d'échéance du mandat		(*) Société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé en France ou un marché équivalent à l'étranger	
Gilbert WEILL 31 rue des Peupliers 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT	Directeur Général	Conseil d'administration	24/11/2009		Mandats au sein du groupe ANOVO au 24/11/2009		Actions regroupées
	Délégué	26/10/2009			A NOVO HOLDINGS (Royaume-Uni), Administrateur (07/2008) A NOVO UK (Royaume-Uni), Administrateur (07/2008)		438
	Administrateur	Conseil d'administration 26/10/2009 (sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale)	Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30/09/2011	ANOVO NORDIC (Suède), Président-Directeur Général (02/2007) ENGSTRÖM TELECOM (Suède), Président-Directeur Général (02/2007) A NOVO NORGE (Norvège), Président du Conseil d'administration (02/2007) A NOVO COMLINK ESPANA (Espagne), Président du Conseil d'administration (12/2004)		Actions non regroupées	
						Néant	
						OCEANE	
						Néant	
					Mandats et fonctions hors groupe ANOVO au 24/11/2009		
					Néant à la connaissance de la société		Options de souscription d'actions
							350 000
					Mandats et fonctions hors groupe ANOVO au cours des 5 derniers exercices		
				GENESIS PARTNERS (France), Administrateur (12/2008 à 05/2009)		Actions gratuites	
						Néant	

15. Rémunération des mandataires sociaux

15.1. Synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social²⁵

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social ⁽¹⁾		
En K€	Exercice 2007/2008	Exercice 2008/2009
SEURAT Richard, Président-Directeur Général		
Rémunérations dues au titre de l'exercice ⁽²⁾	704,2	797,8
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice ⁽³⁾	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice ⁽⁴⁾	-	-
Total	704,2	797,8
En K€	Exercice 2007/2008	Exercice 2008/2009
LIENARD Christophe, Directeur Général Délégué et Administrateur		
Rémunérations dues au titre de l'exercice ⁽²⁾	379,8	442,7
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice ⁽³⁾	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice ⁽⁴⁾	-	-
Total	379,8	442,7

(1) Les éléments de rémunération sont présentés sur une base brute avant charges sociales et avant impôt.

(2) Le détail des rémunérations dues au titre de l'exercice 2008/2009 est exposé au point 15.2 ci-dessous. Il est précisé qu'aucun des dirigeants mandataires sociaux de la société n'a perçu ou ne perçoit de manière directe ou indirecte de rémunération liée aux prestations de services réalisées par la société ou par ses filiales.

(3) Les informations relatives aux options de souscription d'actions attribuées au cours de l'exercice 2008/2009 sont détaillées au point 15.4 ci-dessous.

(4) Les informations relatives aux actions de performance attribuées au cours de l'exercice 2008/2009 sont détaillées au point 15.6 ci-dessous.

15.2. Récapitulatif des rémunérations de chaque mandataire social²⁶

15.2.1. Règles applicables à la fixation des rémunérations fixes des dirigeants mandataires sociaux

La part fixe de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux, c'est-à-dire le Président-Directeur Général et le Directeur Général Délégué, est déterminée par le Conseil d'administration sur les recommandations du Comité des rémunérations au vu de l'évolution de la situation financière de l'entreprise, du respect des perspectives annoncées au marché et du bon déploiement de la stratégie validée par le Comité stratégie au cours de l'exercice.

Les décisions tenant à l'augmentation de la part fixe de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux sont adoptées suivant les mêmes règles. La situation des dirigeants mandataires sociaux est revue annuellement par le Comité des rémunérations et le Conseil d'administration, qui déterminent s'il y a lieu d'augmenter la part fixe de cette rémunération pour l'exercice en cours.

²⁵ Non applicable à Monsieur Gilbert WEILL, qui n'a accédé aux fonctions de dirigeant mandataire social que postérieurement à la clôture de l'exercice 2008/2009.

²⁶ Non applicable à Monsieur Gilbert WEILL, qui n'a accédé aux fonctions de dirigeant mandataire social que postérieurement à la clôture de l'exercice 2008/2009.

15.2.2. Règles applicables à la fixation des rémunérations variables des dirigeants mandataires sociaux

15.2.2.1. Fixation de la part variable de la rémunération du Directeur Général

La part variable de la rémunération du Directeur Général est calculée sur la base d'un pourcentage maximum de 62,5 % de la rémunération brute fixe, correspondant à la réalisation de 100 % des objectifs fixés, lors du Conseil d'administration statuant sur les comptes de l'exercice précédent, par le Comité des rémunérations dans une lettre d'objectifs adressée au Directeur Général. La réalisation incomplète ou l'absence de réalisation de ces objectifs, constatée par le Comité des rémunérations, aboutit à l'ajustement à la baisse ou à l'absence totale de part variable pour l'exercice concerné. 50 % du montant de la part variable reposent sur la réalisation d'objectifs quantitatifs basés sur les résultats et les indicateurs clés du groupe ; 50 % du montant de la part variable reposent sur la réalisation d'objectifs qualitatifs prédéfinis.

15.2.2.2. Fixation de la part variable du Directeur Général Délégué

La part variable de la rémunération du Directeur Général Délégué est calculée sur la base d'un pourcentage maximum de 50 % de la rémunération brute fixe, correspondant à la réalisation de 100 % des objectifs fixés, lors du Conseil d'administration statuant sur les comptes de l'exercice précédent, par le Directeur Général dans une lettre d'objectifs revue par le Comité des rémunérations. La réalisation incomplète ou l'absence de réalisation de ces objectifs, constatée par le Comité des rémunérations, aboutit à l'ajustement à la baisse ou à l'absence totale de part variable pour l'exercice concerné. 50 % du montant de la part variable reposent sur la réalisation d'objectifs quantitatifs basés en partie sur les résultats et indicateurs clés du groupe, et en partie sur les résultats et les indicateurs clés de la région France ; 50 % du montant de la part variable reposent sur la réalisation d'objectifs qualitatifs prédéfinis.

15.2.3. Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque mandataire social

Conformément à la recommandation de l'Autorité des Marchés Financiers du 22 décembre 2008 relative à l'information à donner dans les documents de référence sur les rémunérations des mandataires sociaux, le tableau qui suit opère une distinction entre les montants dus au titre d'un exercice et les montants versés au cours du même exercice. Les montants dus au titre d'un exercice correspondent aux éléments de rémunération afférents à l'exercice de fonctions de mandataire social au cours dudit exercice. Les montants versés au cours d'un exercice correspondent aux éléments de rémunérations versés à un mandataire social entre le 1^{er} octobre et le 30 septembre de l'exercice concerné.

La part variable de la rémunération des mandataires sociaux au titre d'un exercice N étant arrêtée au cours de l'exercice qui suit (N+1) à l'occasion du Conseil d'administration statuant sur les comptes de l'exercice N+1, elle est présentée comme étant due au titre de l'exercice N, mais sera versée au cours de l'exercice N+1.

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social ⁽¹⁾

En K€	Exercice 2007/2008		Exercice 2008/2009	
	Montants dus au titre de l'exercice	Montants versés au cours de l'exercice	Montants dus au titre de l'exercice	Montants versés au cours de l'exercice
SEURAT Richard				
Président-Directeur Général				
Rémunération fixe ⁽²⁾	485,1	485,1	485,1	485,1
Rémunération variable ⁽³⁾	200,0	-	303,2	200,0
Rémunération exceptionnelle ⁽⁴⁾	-	-	-	-
Jetons de présence ⁽⁵⁾	-	-	-	-
Avantages en nature ⁽⁶⁾	19,1	19,1	9,5	9,5
Total	704,2	504,2	797,8	694,6
LIENARD Christophe				
Directeur Général Délégué et Administrateur				
Rémunération fixe ⁽²⁾	289,8	289,8	289,8	289,8
Rémunération variable ⁽³⁾	72,5	-	144,9	72,5
Rémunération exceptionnelle ⁽⁴⁾	-	-	-	-
Jetons de présence ⁽⁵⁾	-	-	-	-
Avantages en nature ⁽⁶⁾	17,6	17,6	8,0	8,0
Total	379,8	307,4	442,7	370,3

(1) Les éléments de rémunérations sont présentés sur une base brute avant charges sociales et avant impôt.

(2) Les règles applicables à la fixation des rémunérations fixes des dirigeants mandataires sociaux sont exposées au point 15.2.1 ci-dessus.

(3) Les règles applicables à la fixation des rémunérations variables des dirigeants mandataires sociaux sont exposées au point 15.2.2 ci-dessus.

(4) Les informations relatives aux rémunérations exceptionnelles des dirigeants mandataires sociaux sont exposées au point 15.10 ci-dessous.

(5) Les informations relatives aux jetons de présence sont détaillées au point 15.3 ci-dessous. Conformément aux délibérations du Conseil d'administration, les mandataires sociaux dirigeants (Président-Directeur Général et Directeurs Généraux Délégués) ne perçoivent pas de jetons de présence au titre de leurs mandats d'Administrateur.

(6) Les avantages en nature calculés sont liés à la mise à disposition des dirigeants mandataires sociaux de la société de véhicules de la société ainsi qu'aux réintégrations sociales consécutives à des dépassements de plafonds de déductibilité au titre de la prévoyance. De plus, la société prend en charge des primes afférentes à une garantie perte d'emploi chefs d'entreprise et mandataires sociaux GAN/GSC (17 K€ par an et par dirigeant mandataire social sur l'exercice 2008/2009).

15.3. Jetons de présence et autres rémunérations perçues par les mandataires sociaux non dirigeants

Tableau sur les jetons de présence et les autres rémunérations perçues par les mandataires sociaux non dirigeants

En K€	Montants versés au titre de l'exercice 2007/2008	Montants versés au titre de l'exercice 2008/2009
BERGER DE LA VILLARDIERE Jean (période du 30/06/2009 au 30/09/2009)		
Jetons de présence	-	9,1
Autres rémunérations	-	-
BROSSARD-RUFFEY Emmanuel (période du 30/06/2009 au 30/09/2009)		
Jetons de présence	-	7,9
Autres rémunérations	-	-
DAMLAMIAN Jean-Jacques		
Jetons de présence	22,8	34,8
Autres rémunérations	-	-
GENESIS PARTNERS, représentée par Pascal WAGNER (période du 30/06/2009 au 10/09/2009) (2)		
Jetons de présence	-	-
Autres rémunérations	-	-
GOLLNER Michael Stewart (période du 01/10/2008 au 06/12/2008)		
Jetons de présence	24,0	9,4
Autres rémunérations	-	-
GUILBERT Christian (période du 30/06/2009 au 10/09/2009) ⁽¹⁾		
Jetons de présence	-	-
Autres rémunérations	-	-
HESSLER Pierre		
Jetons de présence	20,4	36,0
Autres rémunérations	-	-
PREVOST Jean-François		
Jetons de présence	42,0	52,8
Autres rémunérations	-	-
SUTTON Alan John (période du 01/10/2008 au 17/03/2009)		
Jetons de présence	26,4	24,7
Autres rémunérations	-	-
WAGNER Pascal (période du 10/09/2009 au 30/09/2009) ⁽²⁾		
Jetons de présence perçus en qualité de représentant permanent de la société GENESIS PARTNERS	-	4,8
Jetons de présence perçus en qualité d'Administrateur	-	3,1
Autres rémunérations	-	-
Total	135,6	182,5

(1) Monsieur Christian GUILBERT a renoncé à la perception de ses jetons de présence pour la période au titre de laquelle il a exercé des fonctions d'Administrateur.

(2) À la demande de la société GENESIS PARTNERS et pour la période au titre de laquelle cette dernière a exercé des fonctions d'Administrateur, les jetons de présence auxquels celle-ci pouvait prétendre ont été directement versés à son représentant permanent aux fonctions d'Administrateur, Monsieur Pascal WAGNER, ce dernier ne percevant sur cette période aucune autre rémunération de la société au titre de ses fonctions de représentant permanent de la société GENESIS PARTNERS aux fonctions d'Administrateur.

Conformément aux délibérations du Conseil d'administration du 23 juillet 2009, confirmant les délibérations du Conseil d'administration du 21 novembre 2007 et du 19 novembre 2008, seuls les Administrateurs non-dirigeants perçoivent des jetons de présence, à raison :

- (i) d'une somme forfaitaire de 12 000 € par exercice, versée dans le mois suivant la clôture de l'exercice concerné, et ajustée le cas échéant au *pro rata* de la durée des fonctions effectivement exercées au cours de l'exercice concerné ;
- (ii) d'une somme de 1 200 € par présence à une réunion du Conseil d'administration ou d'un Comité spécialisé, ou à une réunion préparatoire à une séance du Conseil d'administration ou d'un Comité spécialisé, versée à l'issue de la réunion concernée.

Le paiement des jetons de présence est réalisé dans les limites de l'enveloppe globale annuelle de 200 000 € allouée au Conseil d'administration à titre de jetons de présence par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mars 2004.

Le Conseil d'administration reverra le mode de répartition de l'enveloppe globale entre ses membres au cours de l'exercice 2009/2010.

- 15.4. Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social par la société et par toute société du groupe (rapport du Conseil d'administration sur les options de souscription d'actions au titre de l'article L. 225-184 du Code de commerce)

Néant.

- 15.5. Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par chaque dirigeant mandataire social (rapport du Conseil d'administration sur les options de souscription d'actions au titre de l'article L. 225-184 du Code de commerce)

Options de souscription d'actions levées durant l'exercice par chaque mandataire social				
	Plan	Date du Conseil d'administration	Nombre d'options levées durant l'exercice	Prix d'exercice (€)
LIENARD Christophe ⁽¹⁾	1	27/03/2003	17	0,58

(1) Levée d'options de souscription réalisée le 5 décembre 2008 préalablement à la mise en œuvre des opérations de regroupement et ajustement du ratio d'attribution ; la souscription a donc porté sur 17 actions non regroupées.

- 15.6. Actions de performance attribuées à chaque mandataire social durant l'exercice (rapport du Conseil d'administration sur les actions gratuites au titre de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce)²⁷

Néant.

- 15.7. Actions de performance devenues disponibles durant l'exercice (rapport du Conseil d'administration sur les actions gratuites au titre de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce)

Néant.

²⁷ Il est précisé que l'Assemblée Générale Mixte du 17 janvier 2008 a voté le principe d'une attribution gratuite d'actions au bénéfice de certains mandataires sociaux et salariés, qui n'a à ce jour pas été mise en œuvre.

15.8. Historique des attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions

Information sur les options de souscription d'actions ⁽¹⁾					
Assemblée Générale Mixte du 19 mars 2001	Plan 1	Plan 2	Plan 3	Plan 4	Plan 5
Conseil d'administration	27/03/2003	30/10/2003	19/07/2004	24/06/2005	30/12/2005
Nombre total d'actions pouvant être souscrites (0,05 action pour 1 option) ^{(2) (3)}	148 000	141 000	167 250	149 250	97 317
Dont par les mandataires sociaux	27 500	30 000	42 500	45 000	43 726
SEURAT Richard ⁽⁵⁾	17 500	22 500	27 500	25 000	24 195
LIENARD Christophe	10 000	5 000	10 000	15 000	12 031
WEILL Gilbert	-	2 500	5 000	5 000	7 500
Point de départ d'exercice des options	27/03/2005	30/10/2005	19/07/2006	24/06/2007	30/12/2007
Date d'expiration	27/03/2009	30/10/2009	19/07/2011	24/06/2012	30/12/2012
Prix d'exercice de l'option (en €) ⁽⁴⁾	0,58	0,72	0,93	1,06	0,92
Prix de souscription par action (en €) ⁽³⁾	11,60	14,40	18,60	21,20	18,40
Modalités d'exercice: maturité par tiers chaque année					
Première tranche	27/03/2005	30/10/2005	19/07/2006	24/06/2007	30/12/2007
Deuxième tranche	27/03/2006	30/10/2006	19/07/2007	24/06/2008	30/12/2008
Troisième tranche	27/03/2007	30/10/2007	19/07/2008	24/06/2009	30/12/2009
Nombre d'actions souscrites au 24/11/2009 ⁽³⁾	17 001	-	-	-	-
Nombre cumulé d'options de souscription d'actions annulées ou caduques au 24/11/2009	2 619 983	2 820 000	1 330 000	1 095 000	581 214
Options de souscription d'actions restantes au 24/11/2009	-	-	2 015 000	1 890 000	1 365 126

(1) Aucun autre instrument financier donnant accès au capital social n'a été attribué à l'occasion d'opérations réservées aux mandataires sociaux. Les instruments financiers détenus par les mandataires sociaux à la date de rédaction du présent rapport sont détaillés de manière exhaustive au point 14.2 ci-dessus.

(2) Nombre total d'actions pouvant être souscrites à l'ouverture du plan.

(3) Suite à la mise en œuvre des opérations de regroupement des actions de la société le 29 décembre 2008, à raison de 1 action nouvelle pour 20 actions anciennes, la parité de souscription des options de souscription d'actions en circulation a été ajustée dans les formes prévues par la loi et par le règlement du plan d'options. À compter de cette date, chaque option de souscription d'actions donne droit à la souscription de 0,05 action regroupée. Le nombre total d'actions pouvant être souscrites et le nombre d'actions souscrites sont en conséquence indiqués en actions regroupées après prise en compte de l'ajustement de la parité de souscription.

(4) Sur la base de 80 % de la moyenne des cours constatés sur les 20 séances de bourse précédant la décision d'attribution.

(5) Conformément aux stipulations du règlement des plans d'options de souscription d'actions, les options de souscription non levées à la date de cessation des fonctions du bénéficiaire au sein du groupe sont définitivement perdues.

- 15.9. Options de souscription ou d'achat d'actions consenties aux 10 premiers salariés non mandataires sociaux attributaires et options levées par ces derniers (rapport du Conseil d'administration sur les options de souscription d'actions au titre de l'article L. 225-184 du Code de commerce)

Néant.

- 15.10. Informations relatives aux contrats de travail, régimes de retraite complémentaires, indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions et indemnités relatives à une clause de non-concurrence bénéficiant aux dirigeants mandataires sociaux

	Contrat de travail		Régime de retraite complémentaire (autre que régime de droit commun des salariés)		Garantie perte d'emploi chef d'entreprise / mandataires sociaux GAN/GSC		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement des fonctions		Indemnités relatives à une clause de non-concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
SEURAT Richard <i>Président du Conseil d'administration</i> <i>Du 28/10/2004 au 24/11/2009</i> <i>Directeur Général</i> <i>Du 04/02/2003 au 24/11/2009</i>		x		x	x		x ^{(1) (3)}		x ⁽²⁾	
LIENARD Christophe <i>Directeur Général Délégué</i> <i>Du 04/02/2003 au 19/11/2011</i>		x		x	x		x ⁽¹⁾			x
WEILL Gilbert <i>Directeur Général Délégué</i> <i>Du 26/10/2009 au 24/11/2009</i>	x			x		x		x		x

(1) L'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2009, saisie dans les termes de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce de l'approbation des indemnités de départ bénéficiant à Monsieur Richard SEURAT et Monsieur Christophe LIENARD en leurs qualités respectives de Président-Directeur Général et de Directeur Général Délégué, a refusé d'approuver le principe de ces indemnités.

Le Conseil d'administration du 5 décembre 2008, sur les recommandations du Comité des rémunérations, avait procédé à la mise en conformité des indemnités de départ existantes, bénéficiant à Monsieur Richard SEURAT en qualité de Directeur Général et à Monsieur Christophe LIENARD en qualité de Directeur Général Délégué, avec les dispositions nouvelles de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce issues de la Loi TEPA n° 2007-1223 du 21 août 2007 et les recommandations AFEP/MEDEF d'octobre 2008 relatives à la rémunération des dirigeants mandataires sociaux de sociétés cotées. Il avait ainsi limité les hypothèses dans lesquelles ces indemnités pouvaient être versées, confirmé le plafonnement de leur montant à 24 mois de rémunération brute, soumis leur versement à la constatation de la réalisation de conditions de performance de leurs bénéficiaires et, par dérogation aux dispositions de l'article 20.2.4 du Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées, prévu un minimum

d'indemnisation de 6 mois de rémunération brute compte tenu de l'ancienneté des deux bénéficiaires au sein du groupe.

Ces engagements ne sont pas applicables en cas de démission. Ils n'ont fait l'objet d'aucune mise en œuvre au cours de l'exercice 2008/2009 ou depuis sa clôture.

(2) Compte tenu de la démission de Monsieur Richard SEURAT de ses fonctions de Président-Directeur Général, le Conseil d'administration du 26 octobre 2009, sur les recommandations du Comité des rémunérations, a décidé dans l'intérêt de la société d'autoriser la conclusion d'un accord de non-concurrence entre la société et Monsieur Richard SEURAT dont les termes essentiels sont les suivants : (i) Monsieur Richard SEURAT s'engage à ne pas exercer d'activités concurrentes à celles exercées par le groupe ANOVO et à ne pas débaucher de salariés d'ANOVO, et ce pendant une période de 2 ans à compter de la date de cessation de ses fonctions ; (ii) en contrepartie, Monsieur Richard SEURAT percevra sur 2 ans une indemnité annuelle, égale à 50 % de la moyenne des rémunérations brutes annuelles, parts variables incluses, perçues au cours des 24 mois précédant la cessation de ses fonctions, dont le versement sera mensualisé²⁸.

(3) Compte tenu de la démission de Monsieur Richard SEURAT de l'ensemble de ses mandats, annoncée le 26 octobre 2009.

15.11. Prêts et garanties accordés par la société aux mandataires sociaux

Néant.

Le Conseil d'administration

²⁸ La part variable de la rémunération de Monsieur Richard SEURAT au titre de l'exercice 2008/2009 est réputée perçue pour le calcul de l'indemnité relative audit engagement de non-concurrence.

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2009**

MAUPARD FIDUCIAIRE

18, rue Jean Mermoz

75008 Paris

SA au capital de € 350.050

ERNST & YOUNG et Autres

41, rue Ybry

92576 Neuilly-sur-Seine Cedex

SAS à capital variable

Commissaire aux Comptes

Membre de la compagnie régionale de Paris

Commissaire aux comptes

Membre de la compagnie régionale de Versailles

« Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2009 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société ANOVO, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 4.1 de l'annexe qui expose les hypothèses retenues par la direction dans le cadre de la réalisation des tests de dépréciation des écarts d'acquisition ainsi que la sensibilité du test à la réalisation de ces hypothèses ;
- la note 2.2 de l'annexe qui expose la modification apportée dans la présentation de l'information sectorielle.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Écarts d'acquisition

Votre société procède à des tests de dépréciation de ses écarts d'acquisition selon les modalités décrites dans les notes 2.7.1, 2.7.4 et 4.1 de l'annexe et constate, le cas échéant, une dépréciation.

Nos travaux ont consisté à examiner les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation, à s'assurer du caractère raisonnable des hypothèses retenues pour l'élaboration des données prévisionnelles, à revoir les calculs effectués par votre société et à vérifier l'évaluation des écarts d'acquisition qui en résulte.

Changement de méthode

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés de la correcte application du changement de méthode comptable mentionné ci-dessus et de la présentation qui en a été faite.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 9 décembre 2009. »

Les Commissaires aux Comptes

MAUPARD FIDUCIAIRE

ERNST & YOUNG et Autres

Dominique Bonnet

Any Antola

COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2009

1. Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	notes	30/09/2009	30/09/2008
Chiffre d'affaires	6.1	365 465	349 668
Coût des matières consommées		(108 336)	(94 082)
Coût variable de production		(145 785)	(151 756)
Marge commerciale		111 344	103 829
Coût fixe de production		(58 090)	(59 514)
Marge brute		53 254	44 314
Coût Commercial		(2 055)	(2 376)
Frais administratifs		(34 020)	(33 533)
Autres produits et charges opérationnels	6.3	(3 221)	3 040
Résultat sur cession de participation		4	
Dépréciation des écarts d'acquisition			(7 714)
Résultat opérationnel		13 962	3 732
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	6.4	313	425
Coût de l'endettement financier brut	6.4	(5 084)	(5 752)
Coût de l'endettement financier net		(4 771)	(5 328)
Autres produits et charges financiers	6.5	6 046	(4 885)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		69	(15)
Impôts sur les résultats	6.6	(3 443)	(1 329)
Résultat net des activités poursuivies		11 864	(7 825)
Résultat net des activités abandonnées	6.7		(8 758)
Résultat net de l'ensemble consolidé		11 864	(16 582)
Résultat net - Part des minoritaires		(9)	(22)
Résultat net - Part du groupe		11 854	(16 604)
<hr/>			
Nombre moyen pondéré d'actions		6 825 639	136 512 766
Résultat net des activités poursuivies - Part du groupe		11 854	(7 846)
Résultat par action des activités poursuivies (en euros)		1,7367	-0,0575
<hr/>			
Nombre moyen pondéré d'actions ajusté pour le résultat dilué par actions		6 825 639	136 512 766
Résultat net des activités poursuivies - Part du groupe		11 854	(7 846)
Résultat dilué par action des activités poursuivies (en euros)		1,7367	-0,0575
<hr/>			
Nombre moyen pondéré d'actions		6 825 639	136 512 766
Résultat net des activités abandonnées - Part du groupe			(8 758)
Résultat par action des activités abandonnées (en euros)		0,0000	-0,0642
<hr/>			
Nombre moyen pondéré d'actions ajusté pour le résultat dilué par actions		6 825 639	136 512 766
Résultat net des activités abandonnées - Part du groupe			(8 758)
Résultat dilué par action des activités abandonnées (en euros)		0,0000	-0,0642

2. Bilan consolidé

2.1. Actifs

(en milliers d'euros)	notes	30/09/2009	30/09/2008
Écarts d'acquisition	4.1	53 095	53 900
Immobilisations incorporelles	4.1	4 342	4 881
Immobilisations corporelles	4.2	46 454	51 251
Actifs financiers	4.3	2 016	1 713
Impôts différés actifs	6.6	7 263	7 898
Participations dans les entreprises associées	4.4	278	209
Autres actifs non courants	4.5	5 403	77
Total des actifs non courants		118 851	119 929
Stocks et en-cours	4.6	13 891	14 085
Clients	4.7	68 575	75 702
Autres actifs courants	4.7	8 536	6 611
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.8	15 381	13 327
Total des actifs courants		106 382	109 724
Total des actifs		225 234	229 653

2.2. Passifs et capitaux propres

(en milliers d'euros)		30/09/2009	30/09/2008
Capital		5 462	54 614
Primes d'émission		51 632	2 480
Résultat et réserves consolidés	5.1	(2 215)	(10 533)
Réserve de conversion		(1 597)	(2 092)
Actions propres		(294)	(294)
Capitaux propres - part du groupe		52 988	44 175
Intérêts minoritaires		309	298
Capitaux propres		53 297	44 473
Provisions - Part non courante	5.2	6 993	7 478
Dettes financières - part à long terme	5.3	50 812	55 774
Impôts différés passifs	6.6	739	293
Autres passifs à long terme	4.5	5 503	65
Total des passifs non courants		64 048	63 611
Provisions - part courante	5.4	4 674	4 704
Fournisseurs	5.5	52 001	54 401
Autres passifs courants	5.5	33 382	34 657
Concours bancaires et part des dettes financières à moins d'un an	5.6	17 832	27 807
Total des passifs courants		107 889	121 569
Total des passifs et des capitaux propres		225 234	229 653
Ratio Dettes financières nettes / Capitaux propres		1,0	1,6
Dettes financières nettes		53 263	70 255

3. Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	30/09/2009	30/09/2008
Résultat avant impôt consolidé	15 306	(15 252)
Élimination des provisions	(319)	1 776
Élimination des amortissements et dépréciations sur immobilisations et dépréciations des écarts d'acquisition	9 663	16 385
Élimination du résultat des sociétés mises en équivalence	(69)	15
Élimination des charges relatives aux stock options	162	329
Élimination de l'impact de la valorisation à la juste valeur des produits dérivés	(2 206)	4 050
Élimination de l'impact de la revalorisation des immobilisations et de l'actualisation des provisions	30	(3 925)
Élimination de l'impact de la cession de dette	(4 636)	
Plus ou moins value sur cession et déconsolidation	1 817	5 252
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier	19 748	8 630
Élimination du coût de l'endettement financier net	5 084	5 858
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier	24 831	14 488
(Augmentation) Diminution des stocks	(505)	(658)
(Augmentation) Diminution des créances	1 776	(2 612)
Augmentation (Diminution) des dettes	(1 030)	17 094
Variation du Besoin en fonds de roulement	241	13 824
Impôts payés	(2 683)	(1 407)
Flux de trésorerie des opérations	22 390	26 906
Reclassement des flux de trésorerie des opérations liés aux activités abandonnées		723
Flux de trésorerie des opérations liés aux activités poursuivies	22 390	27 629
Impact des variations de périmètre	()	(271)
(Augmentation) Diminution des immobilisations incorporelles	(2 123)	(2 253)
(Augmentation) Diminution des immobilisations corporelles	(4 307)	(5 842)
(Augmentation) Diminution des immobilisations financières	(1 685)	1 830
Encaissements relatifs aux cessions d'immobilisations	726	3 331
Flux de trésorerie affectés aux investissements	(7 389)	(3 205)
Reclassement des flux de trésorerie affectés aux investissements des activités abandonnées		103
Flux de trésorerie affectés aux investissements liés aux activités poursuivies	(7 389)	(3 102)
Remboursement des emprunts	(7 060)	(19 240)
Augmentation des emprunts	(2)	1 267
Variation nette des lignes de crédits et d'affacturage	229	67
Intérêts financiers nets versés	(6 107)	(5 858)
Flux de trésorerie affectés au financement	(12 939)	(23 764)
Reclassement des flux de trésorerie affectés au financement des activités abandonnées		229
Flux de trésorerie affectés au financement liés aux activités poursuivies	(12 939)	(23 535)
Variation du taux de change et reclassements de trésorerie	(7)	(1 318)
Flux de trésorerie	2 054	(326)
Trésorerie de clôture	15 381	13 327
Trésorerie d'ouverture	13 327	13 653
Flux de trésorerie	2 054	(326)

4. Variation des capitaux propres consolidés

	Actions en circulation	Actions propres	Capital social	Prime d'émission	Réserves consolidées	Résultat groupe	Actions propres	Réserve de conversion	Capitaux propres - part groupe	Capitaux propres - intérêts minoritaires	Capitaux propres consolidés
	(en nombre d'actions)		(en milliers d'euros)								
Au 30/09/2007	136 533 483	20 717	68 267	84 053	(91 388)	1 625	(294)	(829)	61 434	280	61 714
Charge relative aux stock options					329				329		329
Augmentation / Réduction de capital (AG du 17 janvier 2008)			(13 653)	(81 573)	95 226						
Juste valeur des produits dérivés					278				278	(2)	276
Sous-total des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres					278				278		278
Affectation du résultat de l'exercice précédent					1 625	(1 625)					
Résultat net de l'exercice						(16 604)		(2 013)	(18 617)	29	(18 588)
Sous-total des produits et charges de la période					1 903	(18 229)		(2 013)	(18 339)	29	(18 310)
Réserve de conversion								750	750	(9)	741
Au 30/09/2008	136 533 483	20 717	54 614	2 480	6 070	(16 604)	(294)	(2 092)	44 174	298	44 472
Charge relative aux stock options					162				162		162
Exercice de stocks options	17										
Regroupement : 20 actions anciennes = 1 nouvelle action	(129 706 825)	(19 681)									
Réduction de capital (AG du 30 juin 2009)			(49 152)	49 152							
Juste valeur des produits dérivés					(1 459)				(1 459)		(1 459)
Activations d'impôts					(283)				(283)		(283)
Sous-total des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres					(1 743)				(283)		(283)
Affectation du résultat de l'exercice précédent					(16 604)	16 604					
Résultat net de l'exercice						11 854		(1 175)	10 679	9	10 689
Sous-total des produits et charges de la période					(18 346)	28 458		(1 175)	10 396	9	10 405
Réserve de conversion					(1 954)			1 670	(284)	1	(283)
Au 30/09/2009	6 826 675	1 036	5 462	51 632	(14 069)	11 854	(294)	(1 597)	52 989	309	53 297

5. Notes annexes aux comptes consolidés

Note préliminaire

Les états financiers consolidés du groupe ANOVO ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 24 novembre 2009.

Le groupe ANOVO est leader en Europe de la logistique, de la maintenance, de la personnalisation et du service après-vente (SAV) des produits dans le domaine des télécommunications et du *Multimédia*.

6 000 collaborateurs, 365 millions d'euros de chiffre d'affaires et 20 centres d'excellence.

2 domaines d'activité stratégiques (DAS) :

- *Telco* : téléphones portables et « *smart phones* » ;
- *Multimédia* : PC, moniteurs et autres écrans plats, décodeurs et autres accès aux réseaux.

La société mère du groupe, ANOVO, est cotée sur *Euronext Paris* de NYSE Euronext (compartiment C).

Note 1. Faits marquants de la période

- En fin d'exercice 2007/2008, le poids du service de la dette et le contexte de crise financière et de resserrement du crédit ont amené la Direction Générale à engager des négociations avec les créanciers de sa dette restructurée afin d'en revoir les modalités pour renforcer la structure financière du groupe et assurer sa pérennité. Dans ce cadre, les créanciers de la dette restructurée ont accepté à la fin de l'année 2008 le principe du report au 30 septembre 2009 de l'annuité de la dette de février 2009 ainsi qu'un étalement des échéances compatible avec la trésorerie provenant de l'exploitation, sous condition d'incorporation au capital de la quote-part de 15 M€ de la dette restructurée acquise le 19 décembre 2008 pour 30 % de sa valeur nominale par un investisseur privé, la société GENESIS PARTNERS. Après divers reports de l'Assemblée Générale des actionnaires appelée à statuer sur l'opération envisagée, celle-ci a finalement le 30 juin 2009 rejeté l'opération de recapitalisation projetée. Un groupe d'actionnaires agissant de concert avait préalablement fait part de son opposition au projet proposé.
- Cette même Assemblée Générale des actionnaires a renouvelé sa confiance au Conseil d'administration en renouvelant les mandats des Administrateurs sortants et nommé 4 nouveaux Administrateurs.
- Dans ce contexte, les négociations avec les créanciers de la dette restructurée ont repris mi 2009 et ont abouti à la fin du mois de septembre 2009 à des accords prévoyant :
 - la réduction de l'échéance de septembre 2009 à 2,5 M€ ainsi qu'un étalement sans condition du solde de la dette restructurée sur sept ans dans des conditions compatibles avec l'exploitation ;
 - la cession par GENESIS PARTNERS de 7 M€ de créances au groupe ANOVO pour un montant de 2,4 M€ avec un impact direct sur les fonds propres du groupe ;
 - une augmentation de capital d'un montant minimum de 10 M€ ouverte à tous les actionnaires qui sera soumise au vote de l'Assemblée Générale dans le courant de l'exercice 2009/2010, et que GENESIS PARTNERS s'est engagée à garantir à hauteur de 7,5 M€, afin de financer la croissance d'ANOVO et de renforcer plus avant ses fonds propres.
- Le regroupement des actions décidé par l'Assemblée Générale des actionnaires du 17 janvier 2008 a été mis en œuvre le 29 décembre 2008 et est à ce jour quasiment finalisé.
- Un accord a été trouvé sur les produits dérivés contestés (voir le document de référence 2007/2008), avec un impact positif sur le compte de résultat consolidé de 1,8 M€.
- Le nominal de l'action a été réduit de 8 € à 0,80 € au terme de la décision de réduction du capital adoptée par l'Assemblée Générale des actionnaires du 30 juin 2009, sans impact sur les fonds propres du groupe, les sommes prélevées sur le capital ayant été affectées au compte de prime d'émission et stipulées indisponibles.

Note 2. Principes comptables

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 septembre 2009 et disponibles sur le site :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 30 septembre 2008, à l'exception de l'adoption des nouvelles normes et interprétations suivantes :

- Amendements d'IAS 39 et d'IFRS 7 - *Reclassement des actifs financiers*

- IFRIC 11 - IFRS 2 - *Actions propres et transactions intra-groupe*

Ces principes ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB dans la mesure où l'application des normes et interprétations suivantes, obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er octobre 2008 est sans incidence sur les comptes du groupe ANOVO :

- IFRIC 14 - IAS 19 - *Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction* - endossée par l'Union Européenne en décembre 2008 mais avec une date d'application obligatoire dans l'UE différée pour les exercices ouverts à compter du 31 décembre 2008

S'agissant des normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et dont l'application n'est pas obligatoire au 1er octobre 2008, le groupe ANOVO a décidé de ne pas appliquer par anticipation :

- IAS 1R : *Présentation des états financiers* (révisée)
- IAS 23R : *Coûts d'emprunts*
- IFRS 8 : *Secteurs opérationnels*
- Amendement d'IFRS 2 : *Paiements fondés sur des actions : conditions d'acquisition et annulations*
- Amendements d'IAS 27 : *États financiers consolidés et individuels*
- IFRS 3 (Révisée) : *Regroupements d'entreprises*
- Amendements d'IAS 32 et IAS 1 : *Instruments financiers remboursables et obligations naissant lors de la liquidation*
- IFRS 1 et IAS 27 : *Coût d'une participation dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entreprise associée*
- Amélioration des IFRS 2008
- Amendements d'IAS 39 : *Instruments financiers : éléments éligibles à la couverture*
- IFRIC 12 : *Accords de concessions de services publics*
- IFRIC 13 : *Programmes de fidélité clients*
- IFRIC 15 : *Accords de construction de biens immobiliers*
- IFRIC 16 : *Couverture de l'investissement net dans une filiale étrangère*

En outre, le groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 30 septembre 2009 :

- IFRIC 9 et IAS 39 : *Instruments dérivés*
- Amélioration des IFRS 2009
- Amendement IFRS 2 : *Paiements fondés sur des actions à l'intérieur d'un groupe*
- IFRIC 17 : *Distributions en nature aux propriétaires*
- IFRIC 18 : *Transfert d'actifs de la part des clients*
- Amendement IAS 24 : *Informations relatives aux parties liées*
- IFRS 9 : *Instruments financiers*
- Amendement IFRS 7 : *Amélioration des informations à communiquer*

Le processus de détermination des impacts potentiels de l'application de ces nouvelles normes sur les comptes consolidés du groupe est en cours.

2.1 Bases de préparation

Les comptes consolidés du groupe ANOVO ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception des éléments ci-dessous, évalués à leur juste valeur :

- les actifs financiers disponibles à la vente ;
- les actifs et passifs acquis dans le cadre de regroupements ;
- la trésorerie et les équivalents de trésorerie ;
- les découverts bancaires et dettes d'affacturage ;
- les instruments financiers dérivés.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros et sont arrondis au millier le plus proche (sauf indication contraire).

Ils ont, par ailleurs, été établis selon les principes généraux des normes IFRS :

- image fidèle ;
- continuité d'exploitation ;
- méthode de la comptabilité d'engagement ;
- permanence de la présentation à l'exception des changements présentés dans la note 2.2 ;
- importance relative et regroupement.

La préparation des états financiers nécessite, de la part d'ANOVO, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses susceptibles d'avoir un impact tant sur les montants des actifs et passifs que sur ceux des produits et charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir des expériences passées et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu dans le cadre de la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les montants définitifs figurant dans les futurs états financiers d'ANOVO peuvent être différents des valeurs actuellement estimées. Ces estimations et hypothèses sont réexaminées de façon continue. Les estimations retenues au titre de l'exercice 2008/2009 sont décrites au point 2.21.

2.2 Changement de présentation - Information sectorielle - Secteurs d'activité

L'organisation des domaines d'activité stratégiques (DAS) a été redéfinie par rapport à l'exercice précédent pour mieux tenir compte de la convergence des métiers des DAS *Accès* et *Multimédia* induite par la convergence des technologies et la fluidité du savoir-faire.

Ainsi, sur l'exercice 2008-2009, les activités anciennement dénommées « *Accès* » et « *Multimédia* » ont été regroupées au sein du DAS « *Multimédia* ». En effet, les fonctionnalités des produits de ces deux DAS convergent (TV, Internet & mail, écran) en raison (i) d'une superposition des segments initiaux du fait de savoirs faire associés indifférenciés (ii) d'un suivi des DAS initialement définies délicat compte tenu du nouveau mode d'allocation des flux facilité par la convergence (proximité au désir du client / capacités disponibles) entraînant une déspecialisation des unités (iii) du poids croissant des flux collectés au travers des offres hub et extension de services particulièrement adaptées aux grands distributeurs et opérateurs.

Précédemment, les activités se répartissaient entre trois DAS :

- *Telco* qui recouvrait l'activité télécom grand public et flottes d'entreprises ;
- *Accès* qui regroupait les activités infrastructures télécom et la vidéocommunication (décodeurs et boîtes ADSL) ;
- *Multimédia* qui comprenait le FPD/IT (les matériels informatiques et les écrans plats).

Désormais, les activités s'organiseront autour de deux DAS :

- *Telco* qui recouvre l'activité télécom grand public et flottes d'entreprises ;
- *Multimédia* qui comprend les activités infrastructures télécom, la vidéocommunication (décodeurs et boîtes ADSL) et le FPD/IT (les matériels Informatiques et les écrans plats).

2.3 Méthodes de consolidation

Les sociétés contrôlées par ANOVO sont consolidées par intégration globale. Le contrôle est présumé exister lorsque la société mère détient le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise de manière à tirer avantage de ses activités. Le contrôle est présumé exister lorsqu'ANOVO détient, directement ou indirectement, plus de la moitié des droits de vote d'une entité.

Les filiales sont incluses dans le périmètre de consolidation à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré effectivement au groupe alors que les filiales cédées sont exclues du périmètre de consolidation à compter de la date de perte de contrôle. La méthode de l'intégration globale mise en œuvre est celle par laquelle les actifs, passifs, produits et charges sont entièrement intégrés. La quote-part de l'actif net et du bénéfice net attribuable aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement en tant qu'intérêts minoritaires au bilan consolidé et au compte de résultat consolidé. Les soldes et les transactions intra-groupe ainsi que les pertes et profits résultant de transactions intra-groupe sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

Les entreprises dans lesquelles ANOVO exerce une influence notable, appelées entreprises associées, sont consolidées par mise en équivalence, l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

2.4 Date de clôture

Les comptes consolidés sont établis sur la base des comptes annuels, arrêtés au 30 septembre 2009.

2.5 Principes de conversion

La monnaie fonctionnelle d'une société est la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère la société.

Les transactions réalisées par une société dans une devise autre que sa monnaie fonctionnelle sont converties au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et passifs monétaires exprimés en devises sont convertis au cours de clôture. Les actifs et passifs non monétaires exprimés en devises sont généralement convertis en utilisant le cours de change à la date de transaction. Les différences de change résultant de la conversion des transactions en devises sont incluses dans le compte de résultat, à l'exception des comptes courants intra-groupe long terme qui font partie intégrante de l'investissement net et dont les différences de change sont comptabilisées dans les réserves de conversion. Lorsque les comptes courants perdent leur caractère long terme, ces réserves de conversion sont transférées en réserves de consolidation et les différences de change futures sont comptabilisées en compte de résultat.

Les états financiers des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euros comme indiqués ci-après :

- les postes du bilan sont convertis sur la base des cours de change en vigueur à la clôture de la période sauf les capitaux propres et les écarts d'acquisition, qui sont maintenus au cours historique ;
- les postes du compte de résultat sont convertis au cours de change moyen de la période ;
- les différences de conversion qui en résultent sont inscrites dans le poste « *Réserves de conversion* » compris dans les capitaux propres ; lors de la cession d'une entité étrangère, ces différences de change sont reprises dans le compte de résultat comme élément du profit ou de la perte de cession.

Les cours de change utilisés sont les suivants :

1 € = x devises	Taux de clôture	Taux moyen	Taux d'ouverture
Suisse	1,5078	1,51401	1,5774
Chili	803,51335	796,78934	784,68427
Royaume Uni	0,9093	0,87554	0,7903
Norvège	8,46	8,87434	8,333
Pérou	4,23181	4,15664	4,29034
Pologne	4,2295	4,22654	3,3967
Suède	10,232	10,59801	9,7943
USA	1,4643	1,35448	1,4303

2.6 Présentation

Les actifs liés au cycle d'exploitation normal du groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les 12 mois suivant la clôture de l'exercice ou faisant l'objet d'une cession ferme exerçable selon un échéancier prévu, ainsi que la trésorerie disponible et la part courante des actifs financiers constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du groupe ou dans les 12 mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes.

2.7 Actifs et passifs non courants

2.7.1 Écarts d'acquisition

Conformément à la réglementation, la société procède à l'occasion de la première consolidation des sociétés acquises du groupe dans un délai n'excédant pas un an, à l'évaluation de la juste valeur de l'ensemble des éléments identifiables (actifs, passifs et passifs éventuels) acquis.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de la société ANOVO dans le total des actifs, passifs et passifs éventuels acquis valorisés à leur juste valeur à la date d'acquisition est inscrite sous la rubrique « *Écarts d'acquisition* » et affectée à chacune des Unités Génératrices de Trésorerie susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprise pour les besoins des tests de dépréciation, qui sont réalisés chaque année ou plus fréquemment s'il existe des indications laissant supposer une dépréciation éventuelle. (cf. § 2.7.4. *Suivi ultérieur de la valeur des actifs immobilisés*). Ils ne sont pas amortis.

En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat, dans le résultat opérationnel. Les pertes de valeur comptabilisées sur des écarts d'acquisition sont irréversibles.

2.7.2 Actifs incorporels

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement est comptabilisé en charges sur une base linéaire en fonction de la durée d'utilité de l'actif incorporel.

Ces immobilisations sont principalement constituées de logiciels et sont amorties sur une durée de 2 à 8 ans.

Les frais relatifs aux développements sont inscrits à l'actif dès que le groupe est en mesure de démontrer :

- son intention et sa capacité financière et technique à mener le projet de développement à son terme,
- que l'actif incorporel générera des avantages économiques futurs,
- et que le coût de cet actif incorporel peut être évalué de façon fiable.

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges.

L'activité de recherche et développement de ANOVO concerne l'ensemble des Domaines d'Activité Stratégiques et porte notamment sur :

- **Telco** : La compatibilité électromagnétique des produits numériques grâce à des tests réalisés dans une chambre anéchoïde 3D, dans le cadre du projet ELOPSYS au sein du Pôle de Compétitivité Européen de BRIVE ;
- **Multimédia** :
 - le développement de bancs de tests automatisés permettant d'identifier le problème et de diriger les produits défectueux vers le traitement approprié, au sein des centres d'excellence de BEAUVAIS et SARONNO (Italie) ;
 - le traitement au laser des pixels défectueux des panneaux LCD et plasma au sein du centre d'excellence d'ANGERS-BEAUCOUZÉ, en partenariat avec l'École Nationale Supérieure d'Arts et Métiers (ENSAM) et sa Société d'Études et de Recherches (SERAM). Les traitements sont réalisés dans une salle blanche de classe 1000 (avec un espace de classe 100).

2.7.3 Actifs corporels

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur juste valeur en cas d'acquisition dans le cadre de regroupement, y compris les frais d'acquisition, tous les coûts directement attribuables ainsi que les droits et taxes non récupérables diminués des escomptes financiers obtenus, et ultérieurement des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur. Le coût des emprunts n'est pas incorporé dans le coût d'acquisition des actifs corporels.

Les frais d'entretien courant sont constatés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

L'amortissement est calculé sur une durée d'utilisation pour le groupe estimée par nature de composants. Les éléments d'un actif ayant des durées d'utilisation ou des modes de consommation de leurs avantages économiques différents, sont comptabilisés séparément et amortis selon un plan d'amortissement propre. Au sein du groupe, le mode d'amortissement des actifs corporels est généralement le mode linéaire.

L'amortissement démarre lorsque les actifs sont considérés comme étant à l'endroit et en l'état de fonctionner conformément aux intentions de la direction.

Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

Constructions : Gros œuvre	30 ans
Constructions : Façade	30 ans
Constructions : Installations générales	20 ans
Agencements et Aménagements	4 à 10 ans
Mobilier et matériel de bureaux	4 à 10 ans
Matériel informatique	4 à 10 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans

Les durées d'utilisation estimées étant supposées très proches des durées de vie économique, le groupe a considéré une valeur résiduelle nulle pour ses différents actifs.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque arrêté comptable. Tout changement de durée est traité comme un changement d'estimation appliqué de manière prospective conformément à la norme IAS 8.

2.7.4 Suivi ultérieur de la valeur des actifs immobilisés

La revue de la valeur des écarts d'acquisition est effectuée chaque année, ou plus fréquemment si des événements ou circonstances, internes ou externes, indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue. Pour tous les autres actifs, les tests de pertes de valeur sont réalisés uniquement lorsque des faits ou changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée.

Conformément à la norme IAS 36, les Unités Génératrices de Trésorerie ont fait l'objet d'un test de perte de valeur. L'utilisation des projections actualisées des flux de trésorerie futurs est privilégiée pour déterminer la valeur recouvrable à défaut de références de transactions récentes facilement disponibles. Afin de déterminer leur valeur d'utilité, les actifs immobilisés auxquels il n'est pas possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants sont regroupés au sein de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) à laquelle ils appartiennent.

Une UGT est définie comme étant un croisement d'un secteur géographique (région ou pays) et d'un Domaine d'Activité Stratégique (DAS).

Le test de perte de valeur a été effectué en appliquant la méthodologie suivante :

- la valeur d'utilité est déterminée par la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés (*Discounted Cash Flows*) selon les principes suivants :
 - la direction du groupe a établi des projections de flux de trésorerie sur la base d'hypothèses représentant sa meilleure estimation de l'ensemble des conditions économiques qui existeront pendant la durée d'utilité de l'actif restant à courir ; les projections de flux de trésorerie établies par le management ont été réalisées sur la base des budgets opérationnels établis par le management de chacune des *business units* établis en septembre 2009 pour les exercices 2009-2010 à 2011-2012, avec une extrapolation de un an sur 2012-2013 soit un horizon de prévision de 4 ans ; ces budgets sont revus globalement au niveau du COMEX du groupe ; les risques et les aléas globaux ne peuvent être affectés par région ; des tests ont été réalisés afin de connaître la sensibilité du test de perte de valeur au taux d'actualisation, au taux de croissance à l'infini, et au pourcentage de marge brute figurant dans les business plans ;
 - les flux de trésorerie sont issus des prévisions d'exploitation préparées par le management local, revues par la direction générale et consolidées dans le budget du groupe, présenté au Conseil d'administration ;
 - le taux d'actualisation de 11 % n'a pas évolué sur la période, la direction ayant considéré préférable de ne pas tenir compte des évolutions des taux d'intérêts liées aux effets de la crise financière internationale. Un taux d'actualisation unique a été retenu dans la mesure où les risques spécifiques à chaque UGT ont été pris en compte dans la détermination des flux de trésorerie ;
 - la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie futurs actualisés de la dernière période de prévision, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuelle. Ce taux de croissance est de 2,1 %, en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opère le groupe, ainsi qu'avec sa position concurrentielle ;
- la valeur recouvrable ainsi déterminée de l'UGT est ensuite comparée à la valeur nette comptable au bilan consolidé des actifs immobilisés (y compris l'écart d'acquisition). Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si cette valeur au bilan est supérieure à la valeur recouvrable de l'UGT et est imputée en priorité aux écarts d'acquisition.

2.7.5 Actifs détenus dans le cadre de contrats de location-financement

En application de la norme IAS 17, les actifs détenus dans le cadre de contrats de location-financement (les contrats de location-financement sont des contrats qui transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif) sont comptabilisés comme des acquisitions en pleine propriété à crédit (la valeur d'origine correspond à la juste valeur du bien ou à la valeur actualisée des paiements minimaux (si inférieurs) et font l'objet d'un amortissement sur la durée la plus courte entre la durée du contrat et la durée d'utilité, conformément aux méthodes décrites dans la note relative aux actifs corporels (§ 2.7.3). La valeur du capital représentatif de la dette est inscrite dans les dettes financières. La charge financière représentative des intérêts payés ainsi que l'amortissement de la période sont comptabilisés en charges de l'exercice.

Les charges de location simple impactent le compte de résultat pour la durée d'utilisation du bien dans le cadre du contrat.

2.7.6 Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants comprennent les prêts, et dépôts et cautionnements qui ont une maturité supérieure à un an, ainsi que les valeurs mobilières de placement nanties. Ils ne sont pas actualisés et restent à leur coût historique.

2.7.7 Provisions

Une provision est constituée dès lors qu'une obligation légale, réglementaire, contractuelle ou implicite, résultant d'événements passés, provoquera, de manière certaine ou probable, une sortie de ressources au profit d'un tiers sans contrepartie au moins équivalente, que cette sortie de ressources n'est pas déjà couverte par un passif et que le montant peut être estimé de manière fiable. La provision est maintenue tant que l'échéance et le montant de la sortie de ressources ne sont pas fixés avec précision. Si aucune estimation fiable du montant de l'obligation ne peut être effectuée, aucune provision n'est comptabilisée et une information est donnée en annexe. Si l'effet de la valeur temps est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux futurs de trésorerie attendus à un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent.

Les engagements résultant de plans de restructuration sont comptabilisés lorsque les plans ont été détaillés ou qu'un commencement de mise en œuvre ou une annonce (notamment la perte d'un contrat) ont créé une attente chez les personnes concernées.

Une provision pour garantie est constituée pour couvrir le coût estimé de la garantie des prestations au moment de leur vente. La charge correspondante est enregistrée dans le coût des ventes.

Les provisions qui figurent au bilan, dans la rubrique « *Litiges* » correspondent à l'évaluation du risque par les directions opérationnelles des filiales ou la direction du groupe et peuvent différer des sommes réclamées par le demandeur.

Les provisions pour extensions de services données aux clients sont présentées en totalité dans la part courante des passifs puisqu'elles appartiennent au cycle d'exploitation.

2.8 Actifs et passifs courants

2.8.1 Créances clients et autres actifs courants

Les créances clients et autres actifs courants (créances sociales et fiscales, charges constatées d'avance, part à moins d'un an des dépôts et cautionnements) sont comptabilisés pour leur montant brut.

Les créances clients peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une dépréciation. Si un événement de perte est avéré et intervient en cours d'exercice après l'enregistrement initial de la créance, la provision individualisée par créance sera déterminée en comparant les flux futurs de trésorerie estimés à la valeur inscrite au bilan.

Certaines filiales du groupe procèdent à l'affacturage d'une partie de leurs créances. Les créances affacturées sont retraitées dans le bilan consolidé afin d'apparaître en créances commerciales, la contrepartie apparaissant en dettes financières.

2.8.2 Stocks

Les stocks sont enregistrés au plus bas du coût de revient historique, soit la somme du coût d'acquisition et du coût de transformation, et de la valeur nette de réalisation. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat (net de rabais, remises, ristournes), les taxes non récupérables, les frais de transport, de douanes et de manutention et les autres coûts d'achat directs. Le coût de transformation est composé des coûts directs de production, de la quote-part des frais généraux de production fixes et variables, à l'exclusion des coûts de sous-activité.

Les stocks d'éléments fongibles sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Une provision pour dépréciation est enregistrée en fonction de la valeur de réalisation des stocks. La valeur de réalisation des stocks est définie par rapport à leur utilisation prévue dans le cadre de l'activité de la société, dans la mesure où il n'existe pas de marché secondaire des pièces détachées. Les prévisions d'utilisation sont établies par catégories de produits.

Une durée de référence a été définie en nombre de mois de consommation de pièces détachées et est étroitement liée à la durée de vie du produit soit :

- une première catégorie de produits, essentiellement rencontrés sur les activités *Telco* et *Multimédia* (modem ADSL), basée sur des cycles de vie courts (de 1 à 2 ans), est dépréciée intégralement pour les produits qui ne seront pas consommés dans les 6 mois suivant la date de clôture ;
- une seconde catégorie de produits, rencontrés sur l'activité *Multimédia* (décodeurs, ordinateurs, écrans plasma et LCD), est dépréciée intégralement pour les produits qui ne seront pas consommés dans les 12 mois suivant la date de clôture ;

- une troisième catégorie de produits, rencontrés sur les produits *Multimédia* (routeur, moniteur médical), basée sur des cycles de vie longs de 7 à 15 ans, est dépréciée intégralement pour les produits qui ne seront pas consommés dans les 24 mois suivant la date de clôture.

2.8.3 *Actifs financiers disponibles à la vente*

Les actifs financiers disponibles à la vente sont les titres des sociétés non consolidées. Ils sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres. Les justes valeurs de ces actifs sont déterminées principalement par référence au prix de marché.

2.8.4 *Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les dépôts à vue et les parts de SICAV de trésorerie. Ces parts de SICAV sont détenues à des fins de transaction et évaluées à la juste valeur. Tout profit ou perte en résultant est comptabilisé dans le compte de résultat. La juste valeur de ces instruments financiers est le cours acheteur à la date de clôture. Étant évalués à la juste valeur par contrepartie du résultat, ces actifs ne font pas l'objet de provision pour dépréciation.

2.8.5 *Dettes commerciales*

Les dettes commerciales sont enregistrées à leur initiation à la juste valeur. La juste valeur des dettes fournisseurs est assimilée à leur valeur nominale compte tenu des échéances initiales généralement inférieures à trois mois. Les dettes sont ensuite comptabilisées au coût amorti.

2.8.6 *Instruments financiers dérivés*

Le groupe utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition aux risques de variation des taux d'intérêts. La politique actuelle du groupe est de n'opérer sur les marchés financiers qu'à des fins de couverture d'engagements liés à sa dette restructurée, une partie de ses dettes de location-financement et d'affacturage et non à des fins spéculatives.

Le groupe a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture aux instruments financiers dérivés. Les profits ou pertes résultant des variations de valeur de marché sont comptabilisés en résultat pour la part inefficace de la couverture et en capitaux propres pour la part efficace. La société a recours à un expert indépendant pour valoriser les instruments financiers chaque fin de mois, tester et documenter leur efficacité à la clôture de l'exercice.

2.9 Activités abandonnées et actifs destinés à être cédés

Un actif non courant, ou un groupe d'actifs et de passifs est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Pour que cela soit le cas, l'actif doit être disponible pour une vente immédiate et celle-ci doit être hautement probable.

En application de la norme, les actifs et passifs concernés sont alors reclassés en actifs détenus en vue de la vente et en passifs liés sans compensation. Les actifs reclassés sont comptabilisés à la valeur la plus faible entre la juste valeur nette des coûts de sortie et le coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Ils ne sont plus amortis à compter de cette date.

En outre, IFRS 5 impose qu'une composante d'une entité soit classée en activité abandonnée lorsque les critères de classification comme détenue en vue de la vente sont remplis ou lorsque l'entité s'en est séparée. Une telle composante représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte, ou fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ou est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente. Les activités cédées ou en cours de cession sont présentées sur une seule ligne du compte de résultat des périodes publiées comprenant le résultat net après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités cédées ou en cours de cession. De même, les flux de trésorerie générés par les activités cédées ou en cours de cession sont présentés sur des lignes distinctes du tableau des flux de trésorerie consolidés des périodes présentées.

Dans la mesure où l'activité de la filiale ANOVO Americas constituait la majeure partie de la zone Amérique, celle-ci a été traitée sur l'exercice 2007-2008 comme une activité abandonnée et a donc été comptabilisée conformément à la norme IFRS5. Les actifs et passifs correspondant n'ont pas été reclassés.

2.10 Engagements de retraite et autres avantages à long terme

Les engagements de retraite et avantages assimilés couvrent deux catégories d'avantages au personnel :

- les avantages postérieurs à l'emploi qui incluent notamment les indemnités de départ en retraite,
- les autres avantages à long terme (pendant l'emploi) qui recouvrent principalement les médailles du travail.

Pour les régimes à cotisations définies, les paiements du groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils sont liés, dans le même agrégat du compte de résultat que les frais de personnel correspondants :

- coût variable de production ;
- coût fixe de production ;
- coût commercial ;
- frais administratifs.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui sont enregistrés selon la méthode du corridor selon laquelle les nouveaux écarts actuariels sont amortis sur la durée moyenne d'activité résiduelle des salariés, à l'exception de la fraction n'excédant pas 10% du montant le plus élevé entre, d'une part, la valeur actualisée de l'obligation, et d'autre part, la juste valeur des actifs de couverture à la clôture de l'exercice. Dans le cas d'avantage à long terme pendant l'emploi, les écarts actuariels sont intégralement comptabilisés dans le résultat de l'exercice correspondant.

La charge de l'exercice, correspondant à la somme du coût des services rendus est constatée en charges de personnel dans le poste « *Frais administratifs* ». Le coût de l'actualisation diminué de la rentabilité attendue des actifs du régime est constaté en charges financières.

2.11 Emprunts

2.11.1 *Emprunt*

Lors de leur comptabilisation initiale, les emprunts sont enregistrés à leur juste valeur sur laquelle sont imputés les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'émission du passif. Ces frais d'émission d'emprunts n'entrent pas dans le coût initial mais sont pris en compte dans le calcul du coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et dès lors constatés en résultat de manière actuarielle sur la durée de vie du passif. A chaque clôture, ces passifs financiers sont ensuite évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

2.11.2 *OCEANE*

Les obligations à option de conversion en actions nouvelles et/ou d'échange d'actions existantes (OCEANE) octroient aux porteurs une option de conversion en actions ANOVO. Elles constituent un instrument financier hybride qui, selon la norme IAS 32, doit être scindé en deux composantes :

- la valeur de la composante dette est déterminée en actualisant les flux de trésorerie contractuels futurs au taux de marché en vigueur à la date d'émission (tenant compte du risque de crédit à l'émission) d'un instrument similaire présentant les mêmes conditions mais sans l'option de conversion,
- la valeur de la composante capitaux propres est déterminée par différence entre le produit d'émission de l'emprunt et le montant calculé de la composante dette.

2.11.3 *Crédits à court terme et découverts bancaires*

Ce poste inclut essentiellement les soldes créditeurs de comptes bancaires et l'affacturage.

2.12 Impôts différés

Les impôts différés sont valorisés selon la méthode du report variable sur la base des taux d'impôt connus à la clôture. Ils sont calculés pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable inscrite dans les comptes consolidés et la base fiscale des actifs et passifs du groupe.

Les actifs d'impôt différés sur les différences temporelles déductibles et sur le report en avant de pertes fiscales non utilisées sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs existeront sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées ou lorsqu'il existe un passif d'impôt exigible sur lequel elles pourront être imputées.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à la clôture de chaque exercice et, le cas échéant, réévaluée ou réduite, pour tenir compte de perspectives plus ou moins favorables de réalisation d'un bénéfice imposable disponible permettant l'utilisation de ces actifs d'impôt différé. Pour apprécier la probabilité de réalisation d'un bénéfice imposable disponible, il est notamment tenu compte de l'historique des résultats des

exercices précédents, des prévisions de résultats futurs, des éléments non récurrents qui ne seraient pas susceptibles de se renouveler à l'avenir et de la stratégie fiscale. De ce fait, l'évaluation de la capacité du groupe à utiliser ses déficits reportables repose sur une part de jugement importante. Si les résultats futurs s'avéraient sensiblement différents de ceux anticipés, le groupe serait alors dans l'obligation de revoir à la hausse ou à la baisse la valeur comptable des actifs d'impôt différé, ce qui pourrait avoir un effet significatif sur le bilan et le résultat du groupe. Les hypothèses retenues pour les prévisions de résultats futurs sont les mêmes que celles retenues dans les tests d'impairment.

Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés dans les capitaux propres et non dans le compte de résultat.

2.13 Présentation et comptabilisation des produits de l'activité

Les règles de prise en compte du chiffre d'affaires sont les suivantes :

- les prestations de logistique, de réparation et de maintenance sont comptabilisées quand le service est rendu.
- le revenu correspondant aux contrats d'extension de services garantie sur plusieurs années est reconnu *prorata temporis*.

La production fait l'objet d'un examen à chaque arrêté de comptes :

- les services rendus non encore ou partiellement facturés sont évalués en fonction du prix de vente contractuel et des temps passés facturables. Ils sont enregistrés en chiffre d'affaires et figurent au bilan à la rubrique « *Factures à établir* » du poste « *Clients* » ;
- les prestations facturées mais non encore exécutées sont déduites du chiffre d'affaires facturé et sont portées au passif du bilan à la rubrique « *Produits constatés d'avance & autres comptes de régularisation* » du poste « *Autres passifs courants* ».

Le groupe n'agit pas pour le compte de tiers et supporte les risques liés à l'obsolescence des stocks.

2.14 Paielements fondés sur des actions

L'application de la norme IFRS 2 à ANOVO concerne uniquement les options de souscription d'actions accordées au personnel. Suivant la faculté offerte par IFRS 1, seules les options attribuées à compter du 7 novembre 2002 et dont la date d'exercice est postérieure au 1^{er} octobre 2004 ont été prises en compte.

Le coût des plans de stocks options est déterminé par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres octroyés, appréciée à la date d'attribution.

La détermination de la juste valeur de ces options a été effectuée en appliquant un modèle de type binomial. Cette valeur est intangible pour la durée du plan.

Le coût des opérations réglées en actions est comptabilisé en « *Charges de personnel* » avec, en contrepartie, une augmentation correspondante des capitaux propres (réserves consolidées), sur une durée qui se termine à la date à laquelle le bénéficiaire salarié devient créancier de la gratification. Aucune charge n'est reconnue au titre des avantages dont les titulaires ne remplissent pas les conditions exigées pour acquérir un droit de créance définitif.

Le cours de l'action retenu pour le calcul de la juste valeur de l'option attribuée est le cours de clôture à la date du jour du Conseil d'administration attribuant l'option (ou de la décision du Président du Conseil d'administration agissant sur sa délégation). La durée de vie économique correspond à la maturité des options jusqu'à la date d'exercice. La volatilité attendue sur la durée de vie de l'option a été estimée à partir de la volatilité implicite d'options d'échangées sur le marché portant sur l'action sous-jacente et de la volatilité historique de l'action. Les paramètres retenus pour le calcul de la juste valeur sont les suivants :

- volatilité entre 55 et 75% ;
- taux de dividendes à zéro ;
- taux sans risque compris entre 2,71% et 3,72% selon les attributions ;
- taux de sortie nul.

2.15 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires de la société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Pour le calcul du résultat dilué par action, le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation sont ajustés des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives et des actions propres. Les actions ordinaires potentielles sont traitées comme dilutives si et seulement si leur conversion en actions ordinaires aurait pour effet de réduire le bénéfice net par action.

2.16 Information sectorielle

Un secteur est une composante distincte du groupe qui est engagée soit dans la fourniture de produits ou services liés (secteur d'activité), soit dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier (secteur géographique) et qui est exposée à des risques et une rentabilité différents de ceux des autres secteurs.

En application de la norme IAS 14 « Information sectorielle », les secteurs primaires et secondaires retenus sont respectivement les secteurs d'activité (dénommés Domaines d'Activité Stratégiques DAS) et les secteurs géographiques (dénommés Régions).

2.16.1 Un niveau primaire par secteurs d'activité

Un secteur d'activité est un sous-ensemble d'une entreprise pour lequel une information financière distincte est disponible et régulièrement revue par la direction de l'entreprise, en vue de lui affecter des ressources et d'évaluer sa performance économique.

L'organisation par Domaines d'Activité Stratégiques (DAS) est la suivante :

- le Domaine d'Activité Stratégique *Telco* qui recouvre l'activité télécom grand public et flottes d'entreprises ;
- le Domaine d'Activité Stratégique *Multimédia* qui comprend les activités infrastructures télécom, la vidéocommunication (décodeurs et boîtes ADSL) et le FPD/IT (les matériels informatiques et les multimédia domestiques).

2.16.2 Un niveau secondaire par secteurs géographiques

Il est le reflet de l'organisation fonctionnelle du groupe avec une répartition par région :

- France : comprend les sociétés situées en France, auxquelles s'ajoutent les filiales situées en Belgique, Suisse et en Pologne ;
- UK : Royaume-Uni et Irlande ;
- Italie ;
- Espagne ;
- Nordic : Suède et Norvège ;
- Americas : regroupe les filiales situées au Chili, au Pérou et à Panama.

2.17 Subventions d'investissement et aide publique

Les subventions d'investissement sont enregistrées en produits au même rythme que l'amortissement des biens auxquels elles se rapportent, sous réserve que leur attribution ne soit pas susceptible de remise en cause. Leur montant net est comptabilisé dans les rubriques « *Produits constatés d'avance & autres comptes de régularisation* » et « *Produits constatés d'avance - part à plus d'un an* » (postes « *Autres passifs courants* » et « *Autres passifs à long terme* »).

2.18 Agrégats du compte de résultat

Le groupe ANOVO présente un compte de résultat détaillé par destination, calqué sur le suivi opérationnel mensuel de ses indicateurs de performance et la construction de son budget.

Les différents indicateurs se détaillent de la façon suivante :

- le coût des matières consommées comprend le coût d'achat des pièces détachées et emballages consommés sur la période augmenté des frais de transport, taxes, droits de douanes et diminué des provisions sur stock ;
- le coût variable de production comprend les frais de personnel directs (ouvriers, techniciens et personnel dédié à la saisie sur les logiciels de suivi de production) augmentés des charges sociales, des frais de formations, de logistique, de transport, de sous-traitance,... ;
- le coût fixe de production comprend les coûts industriels directs (les frais de personnel des agents de maîtrise, du personnel de maintenance et de tout salarié ayant un lien direct avec la ligne de production, les amortissements des immobilisations utilisées par ces personnes) et indirects (les frais de personnel des salariés affectés au stockage, aux achats, à la qualité, à l'ingénierie et la coordination industrielle, le coût des bâtiments industriels, les amortissements des immobilisations utilisées par ces personnes) ;
- le coût commercial comprend les frais de personnel des « Business Units Managers » et « Key Accounts Managers » ainsi que leur frais de voyages et de structure ;
- les frais administratifs comprennent les frais liés aux fonctions finance, ressources humaines, systèmes d'information, direction générale, les frais de Holding du groupe. Ils comprennent également les charges

relatives à la juste valeur des stocks options attribuées pour tous les salariés, quelle que soit leur fonction (production, commercial ou administratif).

- les autres produits et charges opérationnels correspondent à des éléments majeurs intervenus au cours de l'exercice et de nature à fausser l'analyse de la performance économique du groupe tels qu'arrêt ou reprise d'activité (hors IFRS 5), coûts liés à des réorganisations opérationnelles, charges consécutives à des différends avec des prestataires ou clients...

2.19 Actions propres

Les actions propres enregistrées dans les titres immobilisés sont comptabilisées en diminution des capitaux propres consolidés pour leur valeur d'achat. En cas de cession de ces titres à l'extérieur du groupe, le résultat de cession et l'impôt correspondant sont inscrits directement dans les capitaux propres.

2.20 Produits et charges financiers

Le coût de l'endettement financier net correspond au montant des intérêts dus au titre des dettes financières, diminué du montant des intérêts acquis au titre de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Les autres produits et charges financiers comprennent notamment :

- le résultat net de change ;
- les dotations et reprises de provisions ;
- l'effet de la désactualisation des provisions, y compris celui relatif aux provisions pour retraites et engagements assimilés pour tenir compte de l'effet temps ;
- au titre des instruments financiers dérivés vivants :
 - la part inefficace de la variation de juste valeur des instruments financiers dérivés ;
- au titre des instruments financiers dérivés résiliés :
 - la part inefficace de la juste valeur des instruments financiers dérivés, en totalité dès l'exercice de résiliation ;
 - l'amortissement sur la durée de vie résiduelle du sous-jacent de la part efficace cumulée de la variation de juste valeur des instruments financiers dérivés.
- le résultat net de la cession d'actifs et passifs financiers.

2.21 Recours à des estimations du management dans l'application des normes comptables groupe

ANOVO peut être amené à procéder à des estimations et à retenir des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et passif, des produits et des charges ainsi que des informations relatives aux éléments d'actif et passif latents. Les résultats réels futurs sont susceptibles de diverger sensiblement par rapport à ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice de jugement rendu nécessaire par la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent pas être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sont revues régulièrement. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Les principales estimations réalisées par ANOVO sont relatives aux éléments suivants :

- les notes 2.7.1, 2.7.4 et 4.1 sont relatives aux écarts d'acquisition et aux tests de dépréciation de l'actif immobilisé. La direction du groupe a procédé aux tests sur la base des meilleures anticipations de l'évolution future de l'activité des unités concernées, de la durée de vie des immobilisations et compte tenu du taux d'actualisation ;
- les notes 2.10 et 5.2 relatives aux provisions et engagements sociaux (entre autres IDR et restructuration) décrivent les provisions constituées par ANOVO. Dans la détermination de ces provisions, ANOVO a pris en compte la meilleure estimation de ces engagements ;
- la note 2.12 relative à la charge fiscale restitue la situation fiscale du groupe et repose notamment en France, Italie Suède et Suisse sur la meilleure estimation qu'a le groupe de l'évolution des résultats fiscaux futurs ;
- la note 2.7.7 relative aux provisions pour extension de services ; ces provisions sont calculées sur la base de données statistiques ou sur la meilleure estimation fondée sur l'expérience acquise ; ces provisions ou leur variation sont comptabilisées dans le coût des ventes au moment de la reconnaissance du revenu ;

- la note 2.8.6 relative à l'estimation de la juste valeur des produits dérivés.

Note 3. Périmètre de consolidation

3.1 Opérations réalisées sur l'exercice 2008-2009

Entrées de périmètre : *néant*

Sortie de périmètre : *néant*

3.2 Opérations réalisées sur l'exercice 2007-2008

3.2.1 Entrées de périmètre

- Le groupe ANOVO a signé en juillet 2008 un contrat avec la société Sagem Mobiles pour la reprise de ses activités de services (site de MONTAUBAN - 180 salariés). A cette occasion, le groupe a constitué une SCI, la SCI D'Artagnan, pour détenir le bâtiment de Montauban, intégrée dans le périmètre de consolidation. Les effets du « regroupement » sur les postes de bilan sont détaillés dans les rubriques correspondantes. Les produits liés à la revalorisation des actifs corporels à leur juste valeur ainsi que les autres produits liés à cette opération ont été enregistrés en « *Autres produits et charges opérationnels* » (Note 6.3). Par ailleurs, un contrat de services paneuropéen de 5 ans a été signé entre Sagem Mobiles et ANOVO qui permet a minima pendant une période de 3 ans le maintien de l'activité sur le site. La reprise de ce site s'inscrit dans le cadre de l'objectif stratégique du groupe de se déployer dans le domaine de la sécurité.
- La société A Novo GmbH, holding allemande, nouvellement créée, a été intégrée dans le périmètre de consolidation, cette société est sans activité.

3.2.2 Sortie de périmètre

Le 26 mars 2008, la mise en liquidation de la société ANOVO Americas a été décidée. Le résultat de l'exercice ainsi que de l'arrêt de cette activité est présenté dans le compte de résultat consolidé sur la ligne « *Résultat net des activités abandonnées* ».

3.3 Périmètre de consolidation au 30 septembre 2009

Nom de la société	Adresse du siège social	Code postal et ville	N° de Siren	Pays d'activité	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt
ANOVO	16, rue Joseph Cugnot ZI de Bracheux	60 000 Beauvais	341125540	France		société mère	
SCI Robert	16, rue Joseph Cugnot ZI de Bracheux	60 000 Beauvais	388163313	France	IG	100%	100%
SCI Les Cailloux d'Annequin	16, rue Joseph Cugnot ZI de Bracheux	60 000 Beauvais	388163412	France	IG	100%	100%
SCI D'Artagnan	16, rue Joseph Cugnot ZI de Bracheux	60 000 Beauvais	507694479	France	IG	100%	100%
ANOVO Family	Route des Dolines Les Cardoulines B2	06560 Sophia Antipolis Valbonne	443580006	France	IG	99,80%	99,80%
ANOVO Italia	Via Gonzaga n.7	20 123 Milano	12550080159	Italie	IG	100%	100%
Cedro Soluciones Totales	Isla de la Palma, 32	San Sebastian de los Reyes 28 700 (Madrid)	B 824 791 97	Espagne	IG	100%	100%
A NOVO Comlink España, S.L.	Avenue Juan Lopez de Penalver	29 590 Campanillas (Malaga)	B 921 926 65	Espagne	IG	100%	100%
A NOVO Arce	Calle Pitágoras, 83, de la ampliación del Polígono Industrial San Marcos	Getafe (Madrid),	B 62714233	Espagne	IG	100%	100%
Euroterminal Telecom	Botanica, 125 Pol.Ind.Gran Via Sur.	Hospitalet de Llobregat (Barcelona)	B 224213	Espagne	MEE	35%	35%
A NOVO Suisse	5, rue des Draizes	2000 Neuchatel	02591/2000	Suisse	IG	100%	100%
A NOVO International	10, rue de Chésopelloz	1782 Belfaux	01525/2001	Suisse	IG	99,97%	99,97%
A NOVO Polska	Ul. Wolczynska 133	01-919 Warszawa	RHB 60570	Pologne	IG	100%	100%
A NOVO GmbH	Worringer Str. 30	50668 Köln	HRB 60466	Allemagne	IG	100%	100%
A NOVO Servitec	Rue de Familleureux, 2040 La louvière	7110 Houdeng-Goegnies	652.587	Belgique	IG	100%	100%
A NOVO Logitec	Rue de Familleureux, 2040 La louvière	7110 Houdeng-Goegnies	132.967	Belgique	IG	100%	100%
A NOVO GE Ltd	Unit 2, Leacroft Road Birchwood	Warrington WA3 6PJ	377 64 59	UK	IG	100%	100%
A NOVO UK Ltd	Technology Centre 5 Finlan Road Middleton	Manchester M24 2RW	359 11 24	UK	IG	100%	100%
A NOVO Telecommunications Ltd	75 Bilton Way Enfield	Middlessex EN3 7EP	295 33 72	UK	IG	100%	100%
A NOVO Radiophone Ltd	Pinetrees Business Park, Salhouse Road	Norwich NR7 9BD	167 33 94	UK	IG	100%	100%
A NOVO Digicom Ltd	Technology Centre 5 Finlan Road Middleton	Manchester M24 2RW	415 95 30	UK	IG	100%	100%
A NOVO Holding Ltd	Technology Centre 5 Finlan Road Middleton	Manchester M24 2RW	393 63 50	UK	IG	100%	100%
A NOVO Service Solution Ltd	Unit C7, Station Rd Business Park Clondalkin	Dublin 22	276653	Irlande	IG	100%	100%
ANOVO Nordic AB	PO Box 53	S-681 22 Kristinehamn	556 547-8715	Suède	IG	100%	100%
Engström Telecom AB	PO Box 53	S-681 22 Kristinehamn	556497-9218	Suède	IG	100%	100%
A NOVO Norge AS	Fetveien 1, Postboks 13	N-2027 Kjeller	977506751	Norvège	IG	100%	100%
A NOVO America del Sur	Plaza Bancomer Building 16 Floor, 50 Street	Panama City	387207-157854	Panama	IG	87,86%	87,86%
A NOVO Andes (ex Comtel)	Alfredo Barros Errazuriz 1968, piso 6	Santiago	6390-3076	Chili	IG	100%	87,86%
A NOVO Peru	Avenida Argentina 2400	Lima	11250532	Pérou	IG	100%	87,86%
Icon Entreprise	Edificio ph Plaza 2000, piso 16, calle 50	Panama City	410230-301771	Panama	IG	100%	87,86%

Note 4. Notes sur le bilan actif consolidé

4.1 Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition

(en milliers d'euros)	09/2009			09/2008		
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Concessions, brevets (*)	9 756	(6 431)	3 325	10 116	(6 537)	3 578
Autres immobilisations incorporelles	6 316	(5 299)	1 017	6 586	(5 283)	1 303
Écarts d'acquisition	60 809	(7 714)	53 095	61 614	(7 714)	53 900
Total	76 881	(19 444)	57 437	78 315	(19 534)	58 781
(*) dont location-financement	400	(42)	358	0	0	0

Variation de la valeur brute des immobilisations incorporelles sur l'exercice :

(en milliers d'euros)	09/2008	Acquisitions	Cessions - mises au rebut	Variations de périmètre	Variations de change	09/2009
Concessions, brevets (*)	10 116	2 130	(2 488)		(2)	9 756
Autres immobilisations incorporelles	6 586	393	(576)		(88)	6 316
Écarts d'acquisition	61 614		(729)	(76)	()	60 809
Total valeurs brutes	78 315	2 523	(3 793)	(76)	(89)	76 881
(*) dont location-financement	0	400				400

- Les contrats de location-financement de l'exercice concernent les licences d'un progiciel de gestion intégré.

- Dans le poste « Concessions, brevets » figurent les immobilisations générées en interne relatives au logiciel *e-tracking*, qui permet aux clients de suivre en temps réel l'état d'avancement des travaux de réparation pour chacun des produits.

Leur part dans les « Acquisitions » et « Cessions - mises au rebut » de la période sont respectivement de 936 K€ et (336) K€. Les charges relatives au logiciel *e-tracking* et non immobilisées s'élèvent à 846 K€. Elles sont relatives à la maintenance d'éléments existants du logiciel.

Variation de la valeur brute des immobilisations incorporelles sur l'exercice précédent (30 septembre 2008) :

(en milliers d'euros)	09/2007	Acquisitions	Cessions - mises au rebut	Variations de périmètre	Variations de change	Reclassements	09/2008
Concessions, brevets	9 123	1 617	(622)		(2)		10 116
Autres immobilisations incorporelles	7 853	345	(58)	(996)	(228)	(330)	6 586
Écarts d'acquisition	64 033	()	(45)	(2 374)	()		61 614
Total valeurs brutes	81 008	1 962	(725)	(3 370)	(230)	(330)	78 315

- La colonne « Variations de périmètre » correspond à la liquidation d'ANOVO Americas.
- La colonne « Reclassements » correspond au transfert en immobilisations corporelles de la VNC des agencements réalisés sur le bâtiment de ANOVO Italia à SARONNO durant le contrat de location simple et depuis repris en crédit-bail.
- Dans le poste « Concession, brevets » figurent les immobilisations générées en interne relatives au logiciel *e-tracking*, qui permet aux clients de suivre en temps réel l'état d'avancement des travaux de réparation pour chacun des produits. Leur part dans les « Acquisitions » et « Cessions - Mises au rebut » de la période sont respectivement de 1 141 K€ et (119) K€. Les charges relatives au logiciel *e-tracking* et non immobilisées s'élèvent à 846 K€. Elles sont relatives à la maintenance d'éléments existants du logiciel.

Variation des amortissements sur l'exercice :

(en milliers d'euros)	09/2008	Dotations & Reprises	Cessions	Variations de périmètre	Variations de change	09/2009
Concessions, brevets (*)	6 537	1 514	(1 618)		(2)	6 431
Autres immobilisations incorporelles	5 283	343	(302)		(26)	5 299
Écarts d'acquisition	7 714					7 714
Total amortissements	19 534	1 857	(1 920)		(28)	19 444
(*) dont location-financement	0	42				42

- La part des amortissements des immobilisations générées en interne dans les « Dotations & Reprises » et « Cessions » de la période sont respectivement de 424 et (117) K€.

Variation des amortissements sur l'exercice précédent (30 septembre 2008) :

(en milliers d'euros)	09/2007	Dotations & Reprises	Cessions	Variations de périmètre	Variations de change	Reclassements	09/2008
Concessions, brevets	5 766	1 134	(458)		(3)	98	6 537
Autres immobilisations incorporelles	5 512	772	(47)	(688)	(102)	(164)	5 283
Écarts d'acquisition	()	7 759	(45)		()		7 714
Total amortissements	11 278	9 665	(550)	(688)	(105)	(66)	19 534

- La part des amortissements des immobilisations générées en interne dans les « Dotations & Reprises » et « Cessions » de la période sont respectivement de 138 et (20) K€.

4.1.1 Valeur brute des écarts d'acquisition

Les Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) correspondent au croisement d'un Domaine d'Activité Stratégique (DAS) et d'une région. Compte tenu de la redéfinition de l'organisation des domaines d'activité stratégiques (DAS), la société a procédé pour les mêmes raisons pour chaque région au regroupement des UGT « Accès » et « Multimédia ».

Au 1^{er} octobre 2008, la répartition des écarts d'acquisition en valeur nette par UGT était la suivante :

Début d'exercice	Telco	Multimédia (*)	Total
Nordic	5 166	14 319	19 485
UK	11 688	11 059	22 747
Amérique du Sud	2 015		2 015
France	2 401	4 920	7 321
Italie		266	266
Espagne	1 986	80	2 066
Total	23 256	30 644	53 900

(*) Incluant les DAS anciennement dénommés « Accès » et « MultiMedia »

Le tableau ci-dessous détaille les mouvements (hors *impairment*) de l'exercice ayant impacté les écarts d'acquisition :

Entrée / Sortie	Telco	Multimédia	Total
France		-805	-805
Total	0	-805	-805

Ce mouvement correspond à la cession de l'activité *On Site*, le 15 juin 2009.

4.1.2 Test d'impairment des écarts d'acquisition

Au 30 septembre 2009, les prévisions d'exploitation qui sous-tendent ces tests de dépréciation des UGT sensibles sont les suivantes :

	2008/09 (*)		2009/10		2010/11		2011/12		2012/13	
	% Croissance du CA	% Rés. Opé./CA	% Croissance du CA	% Rés. Opé./CA	% Croissance du CA	% Rés. Opé./CA	% Croissance du CA	% Rés. Opé./CA	% Croissance du CA	% Rés. Opé./CA
Nordic MultiMedia (**)	-9%	5%	8%	6%	7%	8%	6%	9%	4%	10%
Nordic Telco	-2%	2%	-4%	2%	2%	2%	5%	4%	4%	6%
UK MultiMedia (**)	-11%	7%	-40%	0%	-5%	7%	18%	9%	4%	10%

(*) 2008-09 est présenté à titre indicatif et non inclus dans le test.

(**) incluant les DAS anciennement dénommés « Accès » et « MultiMedia ».

Le résultat opérationnel présenté ci-dessus s'entend « avant dépréciation des goodwill », selon la nouvelle terminologie retenue par le groupe.

Les calculs réalisés dans le cadre des tests d'impairment incluent :

- pour les UGT UK *Multimédia* un impôt théorique de 28 % dès la première année 2009/2010,
- pour les UGT Nordic *Multimédia* et Nordic *Telco* un impôt théorique de 26.3% sur la Suède et de 28% sur la Norvège dès la première année 2009/2010.

Les résultats des tests d'impairment sont les suivants :

- UGT Nordic *Multimédia* :
 - par rapport à l'exercice précédent, les prévisions d'exploitation établies dans le cadre des budgets et business plan annuels par la Direction opérationnelle locale anticipent une accélération régulière de la rentabilité liée notamment au déploiement de l'offre globale Hub auprès de grands distributeurs ;
 - sur la base des hypothèses présentées ci-dessus, le test d'impairment n'a pas conduit à comptabiliser de dépréciation.
- UGT Nordic *Telco* : par rapport à l'exercice précédent, les prévisions d'exploitation anticipent un ralentissement de la rentabilité notamment lié aux politiques de surveillance de leurs coûts par les grands clients. Toutefois, les tests d'impairment n'ont pas révélé de valeur à déprécier.
- UGT UK *MultiMedia* : la perte d'un contrat important a conduit la Direction opérationnelle à revoir ses prévisions de croissance à la baisse. Toutefois, la poursuite des réorganisations industrielles entreprises ces dernières années ainsi que la montée en puissance des nouvelles activités telles que hub, régénération, etc... permettent d'envisager, après une année de transition, le retour à une rentabilité soutenue. Ces hypothèses n'ont pas conduit à comptabiliser de dépréciation.

Au 30 septembre 2009, la répartition des écarts d'acquisition par UGT est donc la suivante :

Fin d'exercice	Telco	Multimédia (*)	Total
Nordic	5 166	14 319	19 485
UK	11 688	11 059	22 747
Amérique du Sud	2 015		2 015
France	2 401	4 115	6 516
Italie		266	266
Espagne	1 986	80	2 066
Total	23 256	29 839	53 095

(*) Incluant les DAS anciennement dénommés « Accès » et « MultiMedia ».

Analyse de la sensibilité du test d'impairment aux hypothèses, pour les UGT sensibles

Les dépréciations complémentaires théoriques à constater en fonction d'une baisse de x points de marge brute (MB) pour chacune des années de prévision (hors taux de croissance à l'infini) incluse dans le test (en millions d'euros) sont présentées dans le tableau ci-dessous :

MB en %	Nordic Multimédia	UK MultiMedia	Nordic Telco	Autre UGT	Total
0,5 Point de MB en moins	0,0	-0,5	0,0	0,0	-0,5
1,0 Point de MB en moins	0,0	-1,5	-0,2	-0,5	-2,2
1,5 Point de MB en moins	0,0	-2,4	-1,1	-1,2	-4,8
2,0 Points de MB en moins	0,0	-3,4	-2,0	-1,9	-7,4
2,5 Points de MB en moins	0,0	-4,4	-2,9	-2,6	-10,0
3,0 Points de MB en moins	0,0	-5,4	-3,8	-3,3	-12,6

Analyse de la sensibilité du test d'impairment au taux d'actualisation et de croissance à l'infini, pour l'ensemble des UGT

Les dépréciations complémentaires théoriques à constater en fonction de taux d'actualisation et de croissance à l'infini moins favorables sont présentées dans le tableau ci-dessous (en millions d'euros) :

Taux d'actualisation	Impact (M€)	Taux de croissance à l'infini	Impact (M€)
12%	-1,5	2,0%	0,0
13%	-3,2	1,9%	0,0
14%	-5,3	1,8%	0,0
15%	-7,0	1,7%	0,0
		1,6%	-0,1
		1,5%	-0,3

4.2

Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	09/2009		09/2008		Valeurs nettes
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Amortissements
Terrains (*)	6 286		6 286	6 191	
Constructions (*)	35 223	(10 888)	24 335	36 201	(10 490)
Installations techniques (*)	39 022	(29 586)	9 436	40 683	(28 843)
Autres immobilisations corporelles	20 523	(14 378)	6 145	20 836	(13 507)
Immobilisations en cours	252		252	178	
Total	101 306	(54 852)	46 454	104 090	(52 839)
(*) dont location-financement	26 061	(3 572)	22 489	26 074	(2 029)

La valeur des nantissements précédemment consentis par ANOVO s'élève à 371 K€ (684 K€ au 30 septembre 2008), respectivement 14 K€ sur les terrains (68 K€ au 30 septembre 2008) et 357 K€ sur les bâtiments (616 K€ au 30 septembre 2008).

Variation de la valeur brute des immobilisations corporelles sur l'exercice :

(en milliers d'euros)	09/2008	Acquisitions	Cessions - mises au rebut	Variations de change	Reclassement	09/2009
Terrains (*)	6 191	121		(26)		6 286
Constructions (*)	36 201	558	(308)	(1 290)	62	35 223
Installations techniques (*)	40 683	2 611	(1 776)	(2 588)	92	39 022
Autres immobilisations corporelles	20 836	1 090	(599)	(830)	26	20 523
Immobilisations en cours	178	259		(5)	(180)	252
Total valeurs brutes	104 090	4 639	(2 683)	(4 739)	()	101 306
(*) dont location-financement	26 074	331				26 061

Variation de la valeur brute des immobilisations corporelles sur l'exercice précédent (30 septembre 2008) :

(en milliers d'euros)	09/2007	Acquisitions	Cessions - mises au rebut	Variations de périmètre	Variations de change	Revalorisation (IFRS 3)	Reclassement	09/2008
Terrains (*)	2 418	3 756			(65)	82		6 191
Constructions (*)	24 310	11 826	(343)	(213)	(1 375)	1 800	196	36 201
Installations techniques (*)	42 891	2 570	(2 030)	(2 618)	(2 772)	1 425	1 216	40 683
Autres immobilisations corporelles	20 703	2 693	(2 671)	83	(759)	600	187	20 836
Immobilisations en cours	1 413	164			46		(1 445)	178
Total valeurs brutes	91 735	21 009	(5 044)	(2 748)	(4 924)	3 907	154	104 090
(*) dont location-financement	10 907	15 167						26 074

Le 7 avril 2008, la filiale italienne d'ANOVO, ANOVO Italia, a repris en crédit-bail sur 18 ans l'immeuble (13 M€) au sein duquel est exploitée son activité. Cette opération, a permis d'obtenir 2,1 M€ de trésorerie auparavant affectés au dépôt de garantie auprès du bailleur de l'immeuble.

La colonne « Revalorisation » concerne les terrains et constructions repris par ANOVO sur le site de MONTAUBAN. Le bâtiment repris pour un montant de 2M€ et les actifs corporels repris pour l'euro symbolique ont fait l'objet de retraitements de juste valeur par rapport à leur prix de marché ou valeur d'utilité.

La colonne « Reclassements » correspond au transfert en immobilisations corporelles de la VNC des agencements réalisés sur le bâtiment de ANOVO Italia à SARONNO durant le contrat de location simple et depuis repris en crédit-bail.

En France, de nouvelles immobilisations ont été financées par crédit-bail pour un montant de 1,7 M€. Des opérations de lease-back ont été effectuées pour un total de 0,5 M€.

Variation des amortissements sur l'exercice :

(en milliers d'euros)	09/2008	Dotations & Reprises	Cessions	Variations de change	Reclassement	09/2009
Constructions (*)	10 490	1 519	(199)	(955)	34	10 888
Installations techniques (*)	28 843	4 217	(1 455)	(2 051)	32	29 586
Autres immobilisations corporelles	13 507	2 068	(366)	(766)	(66)	14 378
Total amortissements	52 839	7 805	(2 020)	(3 772)		54 852
(*) dont location-financement	2 029	(1 544)				3 572

Variation des amortissements sur l'exercice précédent (30 septembre 2008) :

(en milliers d'euros)	09/2007	Dotations & Reprises	Cessions	Variations de périmètre	Variations de change	Reclassement	09/2008
Constructions (*)	10 161	1 323	(208)	(43)	(958)	214	10 490
Installations techniques (*)	31 299	3 323	(1 685)	(1 885)	(2 219)	10	28 843
Autres immobilisations corporelles	14 816	1 840	(2 055)	(23)	(736)	(335)	13 507
Total amortissements	56 276	6 486	(3 948)	(1 951)	(3 913)	(111)	52 839
(*) dont location-financement	894	1 136					2 029

Les colonnes « Reclassement » des immobilisations incorporelles et corporelles en valeur brute et amortissement se neutralisent sur la période.

4.3 Actifs financiers

(en milliers d'euros)	09/2009		Net	09/2008		Net
	Brut	Dépréciation		Brut	Dépréciation	
Titres de participation	13 038	(13 021)	17	13 034	(13 017)	17
Dépôts & cautionnements	1 999		1 999	1 696	0	1 696
Total des actifs financiers	15 037	(13 021)	2 016	14 730	(13 017)	1 713

Le poste « Titres de participation » comprend les titres ANOVO Americas pour un montant brut de 12,9 M€. Ces titres sont intégralement provisionnés.

Le poste « Dépôts & cautionnements » inclut 1,6 M€ de SICAV nanties au profit d'un fournisseur et des Douanes. Au 30 septembre 2008, Il incluait 1,3 M€ d'appel de marge versé à l'une des deux banques émettrices des produits dérivés, résiliés depuis.

4.4 Participation dans les entreprises associées

	% de détention	09/2009	Quote-part de résultat du groupe	Dividendes	09/2008
<i>Euroterminal</i>	35%	278	69		209

Euroterminal, société espagnole, a une activité de réparation et de maintenance de téléphones mobiles.

Informations financières résumées d'Euroterminal au 30 septembre 2009

Le chiffre d'affaires et le résultat net sont ceux des 9 premiers mois de l'exercice comptable d'Euroterminal, qui correspond à l'année civile. Ce décalage avec la date de clôture d'ANOVO explique la différence entre la quote-part de résultat théorique et la quote-part réellement comptabilisée.

(en milliers d'euros)	09/2009
<i>Chiffre d'affaires</i>	6 553
<i>Résultat net</i>	39
<i>Actifs non courants</i>	149
<i>Actifs courants</i>	2 676
<i>Capitaux propres</i>	793
<i>Passifs non courants</i>	0
<i>Passifs courants</i>	2 032

4.5 Autres actifs non courants et autres passifs à long terme

4.5.1 Autres actifs non courants

(en milliers d'euros)	09/2009			09/2008		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
<i>Impôts différés actif</i>	7 263		7 263	7 898		7 898
<i>Autres créances</i>	13 610	(8 206)	5 403	8 478	(8 401)	77
Total	20 873	(8 206)	12 667	16 377	(8 401)	7 975

Le poste « Autres créances » comprend :

- le compte courant vis-à-vis d'ANOVO Americas pour un montant de 8,1 M€ intégralement provisionné,
- la part à plus d'un an d'un stock de pièces détachées pour un montant de 5,4 M€. ANOVO ne supporte aucun risque sur ce stock car il est payable à la consommation et le stock non consommé sera intégralement repris à son prix d'achat par le fournisseur. La dette correspondante figure en « Autres passifs à long terme », pour le même montant.

Les impôts différés actifs sont traités dans la note 6.6.

4.5.2 Autres passifs à long terme

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
<i>Impôts différés passifs</i>	739	293
<i>Autres passifs à long terme</i>	5 503	65
Total	6 243	359

4.6 Stocks et en-cours

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
<i>Valeur brute</i>	17 538	17 982
<i>Provisions</i>	(3 646)	(3 896)
Total stocks et en-cours	13 891	14 085

Détails de la valeur nette par type de stock :

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
<i>Pièces détachées, fournitures, emballages</i>	12 158	12 268
<i>Stocks en cours, produits intermédiaires et produits finis</i>	1 734	1 817
Total stocks et en-cours	13 891	14 085

4.7 Créances d'exploitation courantes

(en milliers d'euros)	09/2009			09/2008		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
<i>Clients</i>	72 154	(3 580)	68 575	81 561	(5 859)	75 702
<i>Dépôts & cautionnements</i>	393		393	329		329
<i>Créances sociales</i>	330		330	89		89
<i>Créances sur l'État</i>	1 041		1 041	767		767
<i>Autres créances</i>	4 176		4 176	3 174		3 174
<i>Charges constatées d'avance</i>	2 595		2 595	2 252		2 252
<i>Autres actifs courants</i>	8 536		8 536	6 611		6 611
Total	80 690	(3 580)	77 110	88 171	(5 859)	82 312

Les autres créances comprennent notamment :

- une créance résiduelle d'un montant de 500 K€ au 30 septembre 2009, sur le cessionnaire des titres de la société Prima Comunicazione, correspondant à un complément de prix de 1M€ ;
- une créance de 2,3 M€ sur l'auteur de la fraude interne découverte et décrite dans la note 5.2, paragraphe « *Risques juridiques* ».

4.8 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
<i>Valeurs mobilières de placement</i>	1 565	3 783
<i>Disponibilités</i>	13 816	9 543
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	15 381	13 327

Note 5. Notes sur le bilan passif consolidé

5.1 Capitaux propres et instruments dilutifs au 30 septembre 2009

5.1.1 Options de souscription (stock options)

Les options de souscription d'actions ANOVO en circulation s'inscrivent dans le plan voté lors de l'assemblée générale du 19 mars 2001. Suite au regroupement d'action, une option de souscription d'action donne droit à 0,05 action.

Directoire ou Conseil d'Administration du	Options de souscription d'actions initialement émises	Option de souscription d'actions restant à souscrire à l'ouverture	Prix de souscription	Maturité par tiers chaque année	Date d'échéance	Options annulées sur la période	Actions souscrites sur la période	Bénéficiaires	Options exerçables au 30 septembre 2009	Options non matures au 30 septembre 2009	Option de souscription d'actions restant à souscrire à la clôture
27-mars-03	2 960 000	1 050 000	0,58 €	27-mars-05 27-mars-06 27-mars-07	27-mars-09 (*)	(1 049 983)	(17)	Mandataires sociaux Premiers attributaires Autres			
30-oct.-03	2 820 000	1 938 333	0,72 €	30-oct-05 30-oct-06 30-oct-07	30-oct-09 (*)	(100 000)		Mandataires sociaux Premiers attributaires Autres	550 000 270 000 1 018 333		1 838 333
19-juil.-04	3 345 000	2 190 000	0,93 €	19-juil-06 19-juil-07 19-juil-08	19-juil-2011	(175 000)		Mandataires sociaux Premiers attributaires Autres	750 000 455 000 810 000		2 015 000
24-juin-05	2 985 000	2 065 000	1,06 €	24-juin-07 24-juin-08 24-juin-09	24-juin-2012	(175 000)		Mandataires sociaux Premiers attributaires Autres	800 000 825 000 265 000		1 890 000
30-déc.-05	1 946 348	1 559 761	0,92 €	30-déc-07 30-déc-08 30-déc-09	30-déc-2012	(194 635)		Mandataires sociaux Premiers attributaires Autres	483 010 427 074	241 505 213 537	1 365 126
TOTAL	14 056 348	8 803 094				(1 694 618)	(17)	Mandataires sociaux Premiers attributaires Autres TOTAL	2 583 010 1 977 074 2 093 333 6 653 417	241 505 213 537 455 042	2 824 515 2 190 611 2 093 333 7 108 459

Les mandataires sociaux sont ceux en exercice au 30 septembre 2009.

(*) Le conseil d'administration du 22 novembre 2006 a décidé d'appliquer rétroactivement le même règlement à tous les plans encore valables. La durée de validité des plans décidés par les conseils du 27 mars et du 30 octobre 2003 a donc été portée à 6 ans.

5.1.2 Détail du poste « Réserves consolidées »

(en milliers d'euros)	
Réserve légale	490
Autres réserves de la société	3 990
Charges relatives aux stock options	3 938
Juste valeur des produits dérivés	(1 621)
Conversion aux IFRS	791
Réserve de conversion	3 208
Autres réserves consolidées	(24 865)
Au 30/09/2009	(14 069)

5.1.3 Emprunt obligataire (OCEANE)

Au 30 septembre 2009, il reste 4 249 obligations à option de conversion et / ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (OCEANE) représentant une dette actualisée de 775 K€ (cf. 5.3), à échéance octobre 2012 et donnant droit à 1 062 actions regroupées.

5.1.4 Calcul de dilution

(en nombre)	09/2009
Nombre d'actions moyen	6 826 675
Actions propres	(1 036)
Nombre d'actions moyen dans le cadre du calcul du résultat par action	6 825 639
Emprunt obligataire	0
Nombre d'actions moyen potentiel dans le cadre du calcul du résultat par action dilué	6 825 639

Au 30 septembre 2009, les options de souscription (stock options) et les obligations (OCEANE) ne sont plus dans la monnaie.

5.2 Provisions - Part non courante

(en milliers d'euros)	09/2008	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Variations de périmètre	Variations de change	09/2009
Provision pour litiges	209	60	(94)				175
Provision pour restructuration	1 626	84	(698)				1 012
Provision pour impôts et autres risques	127						127
Provisions pour pensions et retraites	5 022	921	(535)		(84)	(36)	5 289
Autres provisions pour charges	494	326		(430)			390
Total provisions - part non courante	7 478	1 391	(1 327)	(430)	(84)	(36)	6 993

Les provisions pour restructuration correspondent pour l'essentiel aux coûts de la restructuration de l'activité assemblage de A NOVO Comlink España (0,9 M€), jusqu'en 2017.

Les provisions pour pensions et retraites se décomposent de la façon suivante :

- indemnités de départ en retraite : elles concernent les sociétés françaises (2,5 M€) et suédoises (0,9 M€) ;
- indemnités de fin de contrat : elles concernent la société italienne (1,4 M€) ;
- retraites « chapeau » : elles concernent les sociétés espagnoles (0,5 M€).

Les hypothèses de calcul de l'indemnité de départ en retraite en France sont les suivantes.

- Le traitement des données comprend :
 - l'annualisation des salaires,
 - la prise en compte des seuls Contrat à Durée Indéterminée (en excluant les dirigeants),
 - l'hypothèse de l'âge du premier emploi (23 ans pour les cadres, 21 ans pour les employés, techniciens agents de maîtrise, et 18 ans pour les ouvriers),
 - la date de retraite calculée selon les modalités établies par la loi Fillon,

- la prise en compte des dernières tables de mortalité de l'INSEE publiées en septembre 2007.
- La table de sortie est construite à partir des observations des sorties des deux dernières années, et affinée en déterminant une courbe de taux de sortie décroissante selon l'âge. Les taux de rotation moyens retenus sont de 4,53%.
- Le profil de carrière est homogène entre les différents sites et l'augmentation annuelle des salaires est comprise entre 0,5 et 1,5% en fonction des catégories d'employés à laquelle s'ajoute une hypothèse d'inflation de 2% par an.
- Les taux d'actualisation retenus sont ceux édités par l'institut des actuaires pour le 30/09/2009 (courbe de taux 0 coupon).

Sensibilité de l'indemnité de départ en retraite en France aux variations du taux d'actualisation

Toutes choses égales par ailleurs, une hausse ou d'une baisse de 100 points de base ($\pm 1\%$) des taux d'actualisation aurait un impact sur le résultat annuel avant impôt du groupe d'environ $\pm 400\text{K€}$.

Les hypothèses de calcul de l'indemnité de départ en retraite en Suède sont les suivantes (retenues par la société d'actuaire suédoise) :

- une hypothèse d'inflation de 2% par an,
- le taux d'actualisation utilisé est de 4%,
- la table de mortalité est celle établie par la *Swedish Supervisory Authority*.

En Italie, la provision correspond aux indemnités légales de fin de contrat (TFR ou *Trattamento di Fine Rapporto*). Ces indemnités seront payées à chaque salarié lors de son départ de l'entreprise, pour quelque raison que ce soit. L'hypothèse de calcul de cette indemnité est la suivante :

- l'évaluation correspond à 1/13,5ème du salaire annuel de chaque salarié,
- en retenant une mise à la retraite des femmes à 60 ans et des hommes à 62 ans,
- un taux d'actualisation de 4,25%,
- un taux d'inflation de 1,8% par an,
- et une augmentation annuelle et homogène entre les catégories de 2,5%,
- la table des taux de rotation des salariés retenue est construite autour d'un taux de 8% pour les salariés de 40 ans,
- cette dette est actualisée et est gérée par un organisme extérieur à l'entreprise tels que INPS ou COMETA.

Risques juridiques

Les principaux contentieux en cours ont été provisionnés à hauteur du risque évalué par la société. Conformément aux recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers, la méthode globale de provisionnement est la suivante :

- les litiges provisionnés sont ceux faisant l'objet d'une procédure contentieuse, c'est-à-dire portés devant une juridiction ou un tribunal arbitral ;
- le montant de la provision correspond au risque analysé, au cas par cas, en fonction du risque maximum, ce risque maximum étant évalué après consultation des conseils internes et externes de la société en tenant compte du fondement juridique de la réclamation, du caractère réaliste des montants réclamés au regard des engagements souscrits et plus généralement du contexte de la réclamation. Le montant de la provision ne correspond donc pas nécessairement aux demandes de la partie adverse.

Le montant global des réclamations ou risques significatifs émanant de tiers (hors risques sociaux) et portés à notre connaissance s'élève à environ 4,6 M€ inscrits en dettes ou provisions au passif pour 1,4 M€ ; dans le cadre de l'un des différends, nos demandes s'élèvent à 0,8 M€.

Il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont le groupe a connaissance, qui soit en suspens ou dont il soit menacé, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du groupe, à l'exception des réclamations ou risques de réclamations suivantes :

- réclamation de plusieurs actionnaires minoritaires d'une filiale portant sur la mise en œuvre d'un accord que la société conteste. Cette réclamation après analyse avec les conseils de la société, est apparue infondée ; à ce jour aucune procédure n'a été initiée ;

- réclamation des créanciers obligataires portant sur le remboursement de l'emprunt obligataire ainsi que des dommages intérêts ; les fondements évoqués par les obligataires pour une telle réclamation paraissent à la société totalement injustifiés ; à ce jour aucune procédure judiciaire n'a été initiée ;
- mise en jeu de la garantie d'actif et de passif conférée dans le cadre de la cession d'une filiale, considérée comme infondée par la société ;
- réclamations d'anciens salariés relatives aux conditions de rupture de leur contrat de travail ;
- procédure initiée par le bailleur d'une filiale étrangère concernant une garantie consentie à son profit par la société ; les montants réclamés dans cette procédure sont, selon les estimations de la société, surévalués par rapport aux engagements existants ;
- litige avec un prestataire informatique relatif à la violation d'une clause de non concurrence; la société, après consultation de ses conseils, estime que compte tenu des éléments du dossier, cette procédure ne représente pas un risque significatif sur la situation financière ;
- découverte d'une fraude interne d'un montant de 2,3 M€ ; l'auteur de la fraude s'est engagé à rembourser les montants détournés ; ses reconnaissances de dettes sont assorties de garanties portant sur des actifs immobiliers et sur des éléments incorporels de fonds de commerce qui laissent penser qu'il n'y a pas lieu de déprécier la créance.

5.3 Dettes financières, part à long terme

Les échéances présentées intègrent la créance que GENESIS PARTNERS prévoit d'apporter en garantie de l'augmentation de capital qui sera soumise au vote de l'Assemblée Générale dans le courant de l'exercice 2009/2010.

(en milliers d'euros)	09/2009	1 à 5 ans	plus de 5 ans	09/2008
<i>Emprunts obligataires</i>	775	775		750
<i>Emprunts, dettes auprès d'établissements de crédit ^{(1) (2) (3) (4)}</i>	42 791	16 813	25 978	55 024
<i>Emprunts, dettes financières divers ⁽¹⁾</i>	7 247	2 774	4 473	
Total emprunts et dettes financières	50 812	20 361	30 451	55 774
<i>(1) dont dette restructurée hors Océanes</i>	29 687	12 500	17 187	33 250
<i>(2) dont location-financement</i>	18 609	5 496	13 113	20 449
<i>(3) dont garanties maison mère accordées</i>	31 229	10 229	21 000	30 293
<i>(4) dont juste valeur des produits dérivés</i>	1 104	1 104		

Répartition des dettes financières à long terme entre les taux fixes et les taux variables :

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
<i>Taux fixe</i>	4 332	4 849
<i>Taux variable</i>	46 481	50 925
Total	50 812	55 774

Répartition des dettes financières à long terme entre les devises :

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
<i>EUR</i> Zone Euro	50 188	55 066
<i>GBP</i> Royaume Uni	30	157
<i>AUTRES</i> Autres	595	551
Total	50 812	55 774

5.4 Provisions, part courante

(en milliers d'euros)	09/2008	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Variations de périmètre	Variations de change	09/2009
<i>Provision pour litiges</i>	267	145	(85)	(32)			295
<i>Provision pour garanties données aux clients</i>	3 131	750	(498)	(16)		(1)	3 367
<i>Provision pour restructuration</i>	946	312	(260)			(10)	987
<i>Autres provisions pour charges</i>	360		(269)			(66)	25
Total provisions - part courante	4 704	1 207	(1 112)	(48)		(77)	4 674

Au 30 septembre 2009, les provisions comprennent :

- les provisions pour litiges correspondant à des litiges salariaux ;
- les provisions pour extensions de services données aux clients calculées en fonction des statistiques de coûts sur retours clients constatés sur la période de garantie de prestation d'ANOVO ; la totalité des provisions pour extensions de services données aux clients est présentée dans la partie courante car ces provisions font partie du cycle d'exploitation ;
- la part courante des provisions pour restructuration liées à l'activité assemblage de A NOVO Comlink España (0,7 M€). Le montant de la provision est estimé en fonction des coûts prévisibles (quote-part des coûts salariaux supportée par A NOVO Comlink España) connus à la clôture et devant être décaissés dans les 12 mois à venir.

5.5 Dettes fournisseurs et autres passifs courants

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
<i>Dettes fournisseurs d'exploitation</i>	52 001	54 401
Fournisseurs	52 001	54 401
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	27 812	30 047
<i>Autres dettes</i>	1 663	1 176
<i>Produits constatés d'avance</i>	3 907	3 434
Autres passifs courants	33 382	34 657
Total	85 383	89 057

5.6 Concours bancaires courants et part des dettes financières à moins d'un an

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
<i>Emprunts, dettes auprès d'établissements de crédit ^{(1) (2) (3) (4)}</i>	5 916	16 803
<i>Emprunts, dettes financières divers ⁽³⁾</i>	2 659	873
<i>Concours bancaires (affacturage) ⁽³⁾</i>	7 228	8 881
<i>Concours bancaires courants</i>	2 029	1 250
Total des concours bancaires et part des emprunts à moins d'un an	17 832	27 807
<i>(1) dont dette restructurée hors Océanes</i>	2 500	8 437
<i>(2) dont location-financement</i>	2 023	1 954
<i>(3) dont garanties maison mère accordées</i>	8 184	7 181
<i>(4) dont juste valeur des produits dérivés</i>	824	5 008

Répartition de l'endettement financier à court terme entre les taux fixes et les taux variables :

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
<i>Taux fixe</i>	5 828	4 214
<i>Taux variable</i>	12 003	23 593
Total	17 832	27 807

Répartition de l'endettement financier à court terme entre les devises :

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
<i>EUR</i> Zone Euro	17 185	23 512
<i>GBP</i> Royaume Uni	132	2 899
<i>AUTRES</i> Autres	515	1 396
Total	17 832	27 807

Note 6. Notes sur les comptes de résultat consolidé

6.1 Chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires ventilé par Domaines d'Activité Stratégiques :

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
<i>Telco</i>	194 480	166 207
<i>Multimédia</i>	170 986	183 461
Total	365 465	349 668

La ventilation par secteur géographique est présentée en Note 9.

Lors de l'exercice précédent, le chiffre d'affaires d'ANOVO Americas avait été reclassé dans le poste « *Résultat net des activités abandonnées* », conformément à la norme IFRS 5 (note 6.7).

L'activité d'ANOVO ne connaît pas d'effet significatif lié à la saisonnalité.

6.2 Rubriques du résultat opérationnel

Les deux tableaux ci-dessous détaillent les natures de charges de personnel et de dotations et reprises aux amortissements et provisions ventilées dans les différentes rubriques du résultat par destination.

6.2.1 Charges de personnel

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
Rémunérations et charges sociales	(151 202)	(154 734)
Stock options	(162)	(329)
Total	(151 364)	(155 063)

6.2.2 Amortissements et provisions opérationnels

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
Dépréciations des actifs circulants	2 221	349
Amortissements des immobilisations	(9 471)	(7 316)
Provisions pour risques d'exploitation	903	(872)
Total	(6 347)	(7 839)

6.3 Autres produits et charges opérationnels

Ce poste regroupe un ensemble d'éléments ou événements significatifs intervenus ou démarrés au cours de l'exercice (coûts liés à la restructuration financière pour 1,1 M€ (dont 0,6 M€ étaient activés au 31 mars 2009), charges liées à des réorganisations opérationnelles passées ou en cours pour 1,6 M€, charges de retraites sur les exercices antérieurs pour 0,5 M€, coût du détournement de fonds pour 2,3 M€ et produit lié à la reconnaissance de dettes pour 2,3 M€) se soldant par un impact négatif global de 3,2 M€.

Au titre de l'exercice précédent, les autres produits et charges opérationnels comprenaient des coûts liés à la restructuration financière pour 1,7 M€, des produits nets liés à des reprises d'activités pour 9,7 M€, des charges liées à des réorganisations opérationnelles passées ou en cours pour 3,2 M€ et des charges consécutives à des litiges avec des prestataires et des défaillances de clients pour 1,7 M€ se soldant par un impact positif global de 3,1 M€.

6.4 Coût de l'endettement financier net

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
Produit de trésorerie et équivalent de trésorerie	313	425
Coût de l'endettement financier brut ⁽¹⁾	(5 084)	(5 752)
Coût de l'endettement financier net	(4 771)	(5 328)
(1) dont intérêts sur les contrats de location-financement	(905)	(878)

6.5 Autres produits et charges financiers

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
Gains de change	947	(153)
Autres produits financiers ⁽¹⁾	7 431	466
Produits de cession de titres		2 450
Autres produits financiers	8 378	2 763
Pertes de change	(1 718)	(533)
Autres charges financières	(342)	(4 500)
VNC des titres cédés		(2 495)
Dotations & reprises financières	(272)	(120)
Autres charges financières	(2 332)	(7 647)
Autres produits et charges financières	6 046	(4 885)

(1) dont 4,6 M€ de profit sur la cession de dette GENESIS et 1,8 M€ d'impact net de la résiliation des produits dérivés contestés.

6.6 Impôts sur les résultats

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
Impôts exigibles	(2 683)	(937)
Impôts différés	(760)	(393)
Total	(3 443)	(1 329)

Décomposition de la charge d'imposition différée :

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
Reports fiscaux déficitaires activés / (désactivés)	(275)	(346)
Différences temporaires	723	(16)
Éliminations des provisions internes de consolidation	(287)	(50)
Autres retraitements	(921)	19
Total	(760)	(393)

Répartition au bilan de l'imposition différée :

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
Impôts différés - Actif	7 263	7 898
Impôts différés - Passif	739	293
Total	6 524	7 605

Au 30 septembre 2009, le solde d'impôts différés actifs correspond principalement aux sociétés suivantes :

(en milliers d'euros)	09/2009
ANOVO	5 700
ANOVO Italia	888
ANOVO Nordic	249
A NOVO Suisse	224
Autres pays	201
Total	7 263

Les impôts différés actifs sont composés d'activations de reports déficitaires à hauteur de 4,6 M€. Les activations de reports déficitaires sont réalisées dans la limite des reports fiscaux disponibles.

La valeur des impôts différés actifs (incluant en particulier les impôts différés activés sur les reports déficitaires) fait l'objet d'un test de valorisation par entité fiscale à la clôture au regard des bénéfices fiscaux des trois prochains exercices. Les hypothèses retenues pour les prévisions de bénéfices fiscaux sont les mêmes que celles retenues dans les tests d'impairment. Les prévisions de bénéfices fiscaux utilisées pour ANOVO intègrent également les plus values attendues sur des refinancements immobiliers.

La réconciliation de la charge d'impôts est la suivante :

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
Résultat net avant impôts	15 306	(15 252)
Impôt théorique (33,33 % au 30 septembre 2009)	(5 102)	5 083
Dépréciation des écarts d'acquisition		(2 586)
Résultat des sociétés mises en équivalence	23	5
Déficits non activés de l'exercice	(722)	(4 210)
Déficits antérieurs activés/désactivés sur l'exercice	(296)	(346)
Déficits antérieurs non activés utilisés	1 404	890
Écritures de consolidation sans impact d'impôt	929	932
Différence de taux d'imposition des sociétés étrangères	197	66
Impôts sur stock options	(54)	(110)
Impôt sur les différences permanentes	178	(1 054)
Impôt réel	(3 443)	(1 330)

Le groupe dispose au 30 septembre 2009 d'importants déficits fiscaux non activés qui pourront potentiellement être utilisés sur les bénéfices futurs :

société	09/2009	< 1an	de 1 à 5 ans	de 5 à 10 ans	>10 ans ou illimité
ANOVO	13 861				13 861
ANOVO Italia	3 282	3 282			
A NOVO Comlink España	19 499			3 729	15 770
A NOVO UK	77				77
A NOVO Suisse	1 051		1 051		
Benelux	1 602				1 602
Autres pays	250				250
Total	39 622	3 282	1 051	3 729	31 560

6.7 Détail du résultat des activités abandonnées

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
Chiffre d'affaires		3 331
Coût des matières consommées		(1 486)
Coût variable de production		(1 123)
Coût fixe de production		(1 184)
Coût Commercial		(52)
Frais administratifs		(1 276)
Autres produits et charges opérationnels		(1 049)
Coût de l'endettement financier brut		(106)
Autres produits et charges financiers		(262)
Résultat sur cession de participation		(5 551)
Résultat des activités abandonnées ANOVO Americas		(8 758)

Les actifs et passifs liés à la liquidation d'ANOVO Americas n'ont pas été retraités au bilan consolidé, voici le détail de ces éléments :

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
Provisions		490
Actif net ANOVO Americas		(490)

Note 7. Instruments financiers

7.1 Valeur au bilan et juste valeur des instruments actifs et passifs financiers

Seuls les principaux emprunts et dettes financières à taux fixe ont une valeur au bilan différente de leur juste valeur. Celle-ci a été déterminée par actualisation des flux futurs au taux Euribor 3M au 30 septembre 2009 (0,753%). Cette différence est toutefois peu significative.

La colonne « *Actifs et passifs non financiers* » permet la réconciliation avec le bilan consolidé.

Au 30 septembre 2009 :

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés	Actifs et passifs non financiers
<i>Actifs financiers</i>	2 016	2 016		17	1 999			
<i>Autres actifs non courants</i>	5 403	5 403			5 403			
<i>Clients</i>	68 575	68 575			68 575			
<i>Autres actifs courants</i>	8 536	8 536			5 940			2 595
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	15 381	15 381	15 381					
Actif	99 911	99 911	15 381	17	81 917		0	2 595
<i>Dettes financières - part à long terme</i>	50 812	51 195				49 708	1 104	
<i>Autres passifs à long terme</i>	5 503	5 503				5 400		103
<i>Fournisseurs</i>	52 001	52 001	0	0	52 001	0	0	0
<i>Autres passifs courants</i>	33 382	33 382			27 498			5 884
<i>Concours bancaires et part des dettes financières à moins d'un an</i>	17 832	18 083	9 257			7 751	824	
Passif	159 530	160 164	9 257	0	79 499	62 859	1 928	5 988

Au 30 septembre 2008 :

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés	Actifs et passifs non financiers
<i>Actifs financiers</i>	1 713	1 713		17	1 696			
<i>Autres actifs non courants</i>	77	77			50			27
<i>Clients</i>	75 702	75 702			75 702			
<i>Autres actifs courants</i>	6 611	6 611			4 102			2 509
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	13 327	13 327	13 327					
Actif	97 429	97 429	13 327	17	81 549		0	2 536
<i>Dettes financières - part à long terme</i>	55 774	55 611				55 774		
<i>Autres passifs à long terme</i>	65	65				9		56
<i>Fournisseurs</i>	54 401	54 401	0	0	54 401	0	0	0
<i>Autres passifs courants</i>	34 657	34 657			30 314			4 343
<i>Concours bancaires et part des dettes financières à moins d'un an</i>	27 807	27 841	10 131			12 669	5 008	
Passif	172 704	172 575	10 131	0	84 714	68 452	5 008	4 399

7.2 Impact au compte de résultat et dans les capitaux propres des instruments financiers

Au 30 septembre 2009 :

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan	Résultat opérationnel	Résultat financier			Capitaux propres
		Dotations/ Reprises	Produit de trésorerie et équivalent de trésorerie	Coût de l'endettement financier brut	Autres produits et charges financiers	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	15 381		313			
Actifs disponibles à la vente	17					
Prêts et créances	81 917	2 447			-803	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	9 257				-98	
Dettes au coût amorti	62 859			-4 327	4 636	
Autres dettes	79 499					
Instruments dérivés passifs	1 928			-757	2 356	-1 459
Actualisation					-45	
Total		2 447	313	-5 084	6 046	-1 459

Au 30 septembre 2008 :

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan	Résultat opérationnel	Résultat financier			Capitaux propres
		Dotations/ Reprises	Produit de trésorerie et équivalent de trésorerie	Coût de l'endettement financier brut	Autres produits et charges financiers	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	13 327		425			
Actifs disponibles à la vente	17					
Prêts et créances	81 549	-109			-386	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	10 131				-448	
Dettes au coût amorti	68 452			-5 752		
Autres dettes	84 714					
Instruments dérivés passifs	5 008				-4 125	279
Actualisation					75	
Total		-109	425	-5 752	-4 885	279

7.3 Politique et gestion des risques financiers

7.3.1 *Risque d'assurance crédit*

Le groupe exerce ses activités auprès de clients qui peuvent être également fournisseurs de pièces détachées et assurent la solvabilité financière de leur contrepartie auprès d'organismes d'assurance-crédit. Du niveau d'encours ANOVO accordé par ces organismes à leurs clients dépend la confiance accordée à ANOVO par ces mêmes clients et le niveau de besoin en fonds de roulement nécessaire pour réaliser les prestations. Un encours réduit peut entraîner la mise en place de mesures exceptionnelles et coûteuses de protection contre les impayés. Ce risque affecte pour l'essentiel le besoin en fonds de roulement du groupe et est aujourd'hui limité compte tenu de la renégociation de la dette senior avec les créanciers bancaires, renégociation achevée à la clôture de l'exercice et des résultats en amélioration.

7.3.2 *Risque de change*

La société exerce une activité récurrente de services offrant des prestations réalisées localement par les filiales d'ANOVO, donc dans la même devise que la devise de règlement. Ainsi, le groupe n'est pas exposé au risque de change au travers de ses opérations commerciales directes.

Seules les transactions internes exposent le groupe aux fluctuations de change.

En revanche, le développement international d'ANOVO conduit le groupe à investir afin de développer son activité dans chacune des régions. L'essentiel du financement des investissements ainsi réalisés s'est effectué sur la base d'un financement structuré :

- soit par des capitaux propres ;
- soit par la dette contractée par la maison-mère.

Le risque de change sur ces investissements n'est pas couvert. Du fait de l'incertitude quant aux échéances de remboursement des créances ou dettes du groupe, la couverture du « risque à terme » est difficile et, par conséquent, souscrire à des instruments de couverture serait une opération spéculative.

Une évolution favorable des taux de change de 10 % par rapport à l'euro aurait les impacts suivants :

(en milliers d'euros)	Chf	Clp	Gbp	Nok	Pes	Pln	Sek	Usd	Total
<i>Actifs</i>	1 930	2 628	21 211	2 852	2 326	3 594	8 291	-24	42 807
<i>Passifs</i>	-2 513	4 460	23 515	1 819	2 155	3 705	5 549	2 175	40 867
Position nette avant gestion	4 443	-1 833	-2 304	1 033	171	-112	2 742	-2 199	1 941
<i>Position Hors-Bilan</i>									
Position nette après gestion	4 443	-1 833	-2 304	1 033	171	-112	2 742	-2 199	1 941
Sensibilité à une variation favorable de 10%	495	-96	155	103	17	72	274	114	1 135

7.3.3 *Risque de taux*

Au 30 septembre 2009, la dette à taux variable hors produits dérivés (1,9 M€) se décompose comme suit :

<i>Dette restructurée</i>	32,1 M€
<i>Autres dettes bancaires</i>	2,9 M€
<i>Dettes de location-financement</i>	16,6 M€
<i>Découverts bancaires et lignes de factoring</i>	4,9 M€
Total	56,5 M€

Au 30 septembre 2009, la société bénéficie d'une couverture à hauteur de 21,3 M€, ce qui représente environ 38 % de sa dette à taux variable.

La juste valeur de ces produits dérivés est communiquée chaque fin de mois par les banques émettrices, pour leurs produits respectifs ainsi que par un cabinet indépendant.

Au 30 septembre 2009, la variation des justes valeurs a été comptabilisée de la manière suivante:

- un profit de 0,3 M€ dans le résultat consolidé du groupe (correspondant à la part inefficace de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés et à la variation du coupon couru) ;
- et un impact négatif de 1,3 M€ dans les capitaux propres (part efficace).

Les principales caractéristiques des produits dérivés sont présentées ci-dessous :

Synthèse des couvertures de taux existantes au 30 septembre 2009								
Elements couverts	Montant initial	Montant amorti	Taux reçu	du	au	Caractéristiques de la couverture (taux payé)	Taux effectif	Taux payé maximum
Dette restructurée	25 062 487	16 624 992	Euribor 3 mois	02/08/2007	02/02/2013	Swap taux fixe à 5,85%	5,85%	5,85%
Crédit-bail	5 481 695	4 736 179	Euribor 3 mois	02/07/2007	02/01/2013	Swap taux fixe à 5,85%	5,85%	5,85%
Total	30 544 182	21 361 170						

Les swap de taux signés sont comptabilisés comme des opérations de couverture, traités en part efficace et non efficace.

Les produits dérivés contestés (cf. document de référence 2007/2008, produits de la banque A) ont été résiliés durant l'exercice, avec un impact positif sur le compte de résultat consolidé de 1,8 M€.

Sensibilité de la dette à taux variable et des instruments dérivés aux variations des taux d'intérêts

Une hausse de 100 points de base ($\pm 1\%$) sur l'ensemble des courbes de taux aurait un impact sur la charge d'intérêts annuelle avant impôt du groupe d'environ -442 K€. A contrario, une baisse de 100 points de base (-1%) sur l'ensemble des courbes de taux aurait un impact sur la charge d'intérêts annuelle avant impôt du groupe d'environ +488 K€.

Ce calcul a été réalisé avec les hypothèses suivantes :

- il inclut les flux d'intérêts issus des instruments financiers dérivés, mais pas les variations de juste valeur ;
- l'échéancier retenu est celui en vigueur au 30 septembre 2009 ;
- il a été établi en prenant pour référence les valeurs au 30 septembre 2009 des taux d'intérêts suivants :
 - Euribor 3M : 0,753% ;
 - Eonia : 0,533% ;
 - taux de base UK : 0,5%.

La sensibilité de la juste valeur des instruments dérivés aux variations des taux d'intérêts n'a pas été évaluée.

7.3.4 Risque de contrepartie (crédit)

La société est exposée au risque de crédit principalement sur le recouvrement des créances clients.

Au 30 septembre 2009, les créances en souffrance représentent un montant de 10,6 M€ sur un total de 72,1 M€ (en valeur brute) soit 15%, détaillées comme suit :

(en milliers d'euros)	Créances saines	Créances en souffrance						Dépréciation	Total des créances nettes
		1-30 jours	31-60 jours	61-90 jours	91-180 jours	Au-delà de 180 jours	Total		
Clients	61 499	3 638	1 234	650	536	4 596	10 655	-3 580	68 575
Total	61 499	3 638	1 234	650	536	4 596	10 655	-3 580	68 575

Au 30 septembre 2008, la situation était la suivante :

(en milliers d'euros)	Créances saines	Créances en souffrance						Dépréciation	Total des créances nettes
		1-30 jours	31-60 jours	61-90 jours	91-180 jours	Au- delà de 180 jours	Total		
Clients	67 023	5 721	1 516	1 686	915	4 699	14 538	-5 859	75 702
Total	67 023	5 721	1 516	1 686	915	4 699	14 538	-5 859	75 702

Les provisions pour dépréciation des créances clients ont évolué comme suit, sur l'exercice 2008- 2009 :

(en milliers d'euros)	09/2008	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Variations de change	09/2009
Prov. clients et comptes rattachés	-5 859	-289	1 794	750	24	-3 580
Total	-5 859	-289	1 794	750	24	-3 580

7.3.5 Risque de liquidité

Le tableau suivant représente les flux de trésorerie futurs liés aux principaux éléments de passifs et aux instruments dérivés enregistrés à la clôture des deux derniers exercices. Les flux d'intérêts sont calculés selon la norme IFRS7 et représentent les intérêts à payer pour chaque période concernée.

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan	Flux de trésorerie < 1 an		Flux de trésorerie entre 1 an et 5 ans		Flux de trésorerie > 5 ans	
		Intérêts	Remb.	Intérêts	Remb.	Intérêts	Remb.
Dettes financières - part à long terme	50 812	1 665		5 387	20 361	3 926	30 451
Autres passifs à long terme	5 503				5 503		
Fournisseurs ⁽¹⁾	51 992		51 992				
Autres passifs courants	33 382		33 382				
Concours bancaires et part des dettes financières à moins d'un an	17 832	1 119	17 832				
Total	159 522	2 784	103 206	5 387	25 865	3 926	30 451

(1) Le BFR normatif est de 4,3% du chiffre d'affaires

Il a été établi en prenant pour référence les valeurs au 30 septembre 2009 des taux d'intérêts suivants :

- Euribor 3M : 0,753% ;
- Eonia : 0,533% ;
- taux de base UK : 0,5%.

Au 30 septembre 2008, la situation était la suivante :

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan	Flux de trésorerie < 1 an		Flux de trésorerie entre 1 an et 5 ans		Flux de trésorerie > 5 ans	
		Intérêts	Remb.	Intérêts	Remb.	Intérêts	Remb.
Dettes financières - part à long terme	55 774	5 003		13 844	40 995	5 956	14 779
Autres passifs à long terme	65				65		
Fournisseurs ⁽¹⁾	54 401	0	54 401				
Autres passifs courants	34 657	0	34 657				
Concours bancaires et part des dettes financières à moins d'un an ⁽¹⁾	27 807	2 501	27 807				
Total	172 704	7 504	116 865	13 844	41 061	5 956	14 779

(1) Le BFR Normatif est de 5,5% du chiffre d'affaires. L'amélioration ponctuelle de 12 M€ au 30 septembre 2008 a été compensée par des lignes d'affacturage libérées à cette date.

Au 30 septembre 2009, le groupe a des lignes de crédit non utilisées d'un montant de 12,9 M€ (dont 10,5 M€ de lignes d'affacturage).

Informations quantitatives et qualitatives sur la dette restructurée

Au 30 septembre 2009, la dette restructurée s'élève à 32,2 M€ se répartissant comme suit par échéance :

- à moins d'un an : 2,5 M€
- entre un an et 5 ans : 12,5 M€
- à plus de 5 ans : 17,2 M€

En fin d'exercice 2007/2008, le poids du service de la dette et le contexte de crise financière et de resserrement du crédit ont amené la Direction Générale à engager des négociations avec les créanciers de sa dette restructurée afin d'en revoir les modalités pour renforcer la structure financière du groupe et assurer sa pérennité. Les dernières négociations ont abouti à la fin du mois de septembre 2009 à des accords levant l'incertitude pesant sur la pérennité de l'entreprise et prévoyant :

- la réduction de l'échéance de septembre 2009 (initialement fixée à 8,4 M€) à 2,5 M€ ainsi qu'un étalement du solde de la dette restructurée dans des conditions compatibles avec l'exploitation (réduction de 5 M€ de l'échéance annuelle moyenne ainsi portée à 3,3 M€ jusqu'en février 2016 et une échéance in fine de 10,7 M€ à laquelle s'ajoutera une rémunération exceptionnelle de 1,6 M€), quel que soit le résultat du vote des actionnaires au projet d'augmentation de capital décrite ci-dessous ;
- la cession par GENESIS PARTNERS de 7 M€ de créances au groupe ANOVO pour un montant de 2,4 M€ avec un impact direct sur les fonds propres du groupe ;
- une augmentation de capital d'un montant minimum de 10 M€ ouverte à tous les actionnaires qui sera soumise au vote de l'assemblée générale dans le courant de l'exercice 2009/2010, et que GENESIS PARTNERS s'est engagée à garantir à hauteur de 7,5 M€, afin de financer la croissance d'ANOVO tout en renforçant les fonds propres.

Enfin, le groupe est tenu au respect de ratios prudentiels (covenants) suivants vis-à-vis de la ROYAL BANK OF SCOTLAND (RBS) :

- les covenants sont calculés sur une période de 12 mois se terminant à la date de calcul (clôture annuelle ou semestrielle) conformément au contrat d'emprunt restructuré le 26 février 2003 ;
- trois ratios doivent être respectés chaque trimestre :
 - la dette nette consolidée (excluant la dette obligataire ainsi que la dette restructurée) doit être inférieure à 50 M€ (985 K€ au 30 septembre 2009) ;
 - le ratio EBITDA consolidé (résultat d'exploitation avant dotation et reprise sur amortissements et provisions) / frais financiers nets consolidés doit être égal ou supérieur à 3,5 (4,34 au 30 septembre 2009) ;
 - le ratio dette nette consolidée (excluant la dette obligataire ainsi que la dette restructurée) / EBITDA consolidé (à périodicité retraitée) doit être inférieur ou égal à 2 (0,05 au 30 septembre 2009) ;
- l'investissement annuel en immobilisations corporelles doit être inférieur ou égal à 17 M€ (4,6 M€ au 30 septembre 2009) ;
- la société doit spécifiquement notifier tout litige engageant le groupe pour un montant égal ou supérieur à 3 M€ ou tout redressement fiscal d'un montant égal ou supérieur à 2,3 M€ ;
- tout changement de contrôle, direct ou indirect, du groupe au sens de l'article L. 233.3 du Code de Commerce doit être soumis à accord préalable de la majorité des prêteurs.

Le non respect de ces covenants entraîne la possibilité pour le prêteur d'accélérer le remboursement de son concours.

Depuis la transition aux normes IFRS et en l'absence de précision dans le contrat d'emprunt, il n'a pas été tenu compte de la charge relative à la norme IFRS 2 (stock option), et du résultat des activités abandonnées retraité conformément à la norme IFRS 5 dans le calcul du résultat opérationnel avant amortissement et dépréciations utilisé pour le calcul du ratio EBITDA consolidé / frais financiers nets consolidés. De plus dans ce même ratio, au niveau des frais financiers, il n'a pas été tenu compte de l'impact des justes valeurs des produits dérivés de taux.

Au 30 septembre 2009, les ratios calculés relatifs à ROYAL BANK OF SCOTLAND (RBS) ne remettent pas en cause l'échéancier de la dette (21,8 M€).

Le groupe n'a pas d'autres covenants à respecter vis à vis d'autres établissements.

7.3.6 *Risque de matière première*

Compte tenu de la nature de son activité, le groupe n'est pas exposé à un risque de matière première.

7.3.7 Risque sur actions

La société n'a pas pour politique de constituer un portefeuille d'actions. La trésorerie est placée sur des supports sans risque à court terme. Les actions propres détenues en portefeuille représentent une valeur nette de 4 K€. La société n'a pas de programme de rachat d'actions.

Note 8. Engagements hors bilan

8.1 Engagements financiers donnés hors bilan

Cautions, garanties et autres engagements :

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
<i>Garanties de passifs</i>	130	283
<i>Garantie des engagements d'une filiale concernant des contrats d'extension de services</i>	1 000	1 000
<i>Garanties en faveur d'organismes financiers</i>	2 938	3 089
Total	4 068	4 373

En outre, le groupe ANOVO s'est porté caution ou a donné des garanties à des organismes financiers à hauteur de 40,8 M€ au 30 septembre 2009 (47,7 M€ au 30 septembre 2008), sommes figurant déjà en dettes financières au passif du bilan.

Le groupe s'est également porté caution et a donné des garanties ou signé des lettres de patronage à des organismes financiers à hauteur de 11,7 M€ (15,4 M€ au 30 septembre 2008), sommes figurant plus bas au titre des engagements de contrats de location.

Nantissement des titres

Liste des sociétés dont les titres sont nantis en garantie de la dette restructurée :

- ANOVO Italia ;
- A Novo Comlink España ;
- ANOVO Nordic AB ;
- A NOVO UK Ltd ;
- ANOVO Americas.

Liste des sociétés détenues par des holdings dont les titres sont nantis en garantie de la dette restructurée :

- A NOVO Arce ;
- A NOVO Norge ;
- Cedro Soluciones Totales.

Les valeurs mobilières de placement inscrites à l'actif du bilan font l'objet d'un nantissement à hauteur de 1,6 M€.

8.2 Autres engagements hors bilan

Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement des fonctions :

- L'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2009, saisie dans les termes de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce de l'approbation des indemnités de départ bénéficiant à Monsieur Richard SEURAT et Monsieur Christophe LIENARD en leurs qualités respectives de Président-Directeur Général et de Directeur Général Délégué, a refusé d'approuver le principe de ces indemnités.
- Le Conseil d'administration du 5 décembre 2008, sur les recommandations du Comité des rémunérations, avait procédé à la mise en conformité des indemnités de départ existantes, bénéficiant à Monsieur Richard SEURAT en qualité de Directeur Général et à Monsieur Christophe LIENARD en qualité de Directeur Général Délégué, avec les dispositions nouvelles de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce issues de la Loi TEPA n° 2007-1223 du 21 août 2007 et les recommandations AFEP/MEDEF d'octobre 2008 relatives à la rémunération des dirigeants mandataires sociaux de sociétés cotées. Il avait ainsi limité les hypothèses dans lesquelles ces indemnités pouvaient être versées, confirmé le plafonnement de leur montant à 24 mois de rémunération brute, soumis leur versement à la constatation de la réalisation de conditions de performance de leurs bénéficiaires et, par dérogation aux dispositions de l'article 20.2.4 du Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées, prévu un minimum d'indemnisation de 6 mois de rémunération brute compte tenu de l'ancienneté des deux bénéficiaires au sein du groupe.
- Ces engagements ne sont pas applicables en cas de démission. Ils n'ont fait l'objet d'aucune mise en œuvre au cours de l'exercice 2008/2009 ou depuis sa clôture.

Le 29 septembre 2003, ANOVO a consenti un abandon de créances de 0,4 M€ avec clause de retour à meilleure fortune au profit de A Novo Portugal, prévu pour intervenir dans un délai de 5 années. La situation de la société est en cours d'analyse pour déterminer si le retour à meilleure fortune a eu lieu.

En matière d'engagement de retraite des sites français, ANOVO a souhaité mettre en place le principe du corridor. Ainsi, la valeur actualisée de l'obligation à la date de clôture est de 2,8 M€ diminuée de l'écart actuariel non comptabilisé de 0,2 M€.

La société A NOVO Comlink España, filiale à 100% d'ANOVO, a signé les accords définitifs avec la *Junta de Andalucía* concernant la restructuration de son activité Assemblage de Malaga. Dans le cadre de ces accords, le groupe doit décaisser 5,7 M€ sur toute la période de préretraite PJP (*Plan de Jubilación Parcial*) jusqu'en 2018. Le système prévoit :

- pour les 216 salariés concernés, une dispense de travail entre 55 ans et 60 ans (il est pendant cette période indemnisé par les divers régimes d'assistance ou d'assurance-chômage) et un retour au travail pour 245 heures / an entre 60 et 65 ans ;
- un engagement d'embauche « en remplacement » chaque fois qu'un PJP entre dans sa 60ème année, soit environ 150 embauches d'ici à 2013).

ANOVO a pris l'engagement d'embaucher 30 personnes dans le cadre d'un accord spécifique d'ici décembre 2009. Une subvention déjà versée de 33 K€ par personne embauchée sera enregistrée en compte de résultat au moment de l'embauche effective.

Dans le cadre de la reprise du site de MONTAUBAN en juin 2008, ANOVO s'est engagé à maintenir le niveau d'emploi global pendant une durée de trois ans.

8.3 Engagements de contrats de location

Les contrats de locations immobilières et mobilières détaillés ci-dessous sont des contrats de locations pures qui n'ont pas pour vocation à engager le groupe de façon permanente. C'est pourquoi, ils n'ont pas été retraités en crédit bail à l'actif et au passif du bilan.

Engagement locatif du groupe :

(en milliers d'euro)	09/2009	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Location immobilière	7 413	2 481	4 932	
Location mobilière	28	14	14	
Total locations	7 441	2 495	4 946	

8.4 Autres informations

A la connaissance du groupe ANOVO, la présentation des engagements hors bilan n'omet pas l'existence d'un engagement hors bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

Le processus d'identification des engagements hors bilan a été mené par la direction juridique du groupe. Elle s'est rapprochée de chacune des filiales afin de recenser l'exhaustivité des engagements. La direction juridique a élaboré un questionnaire détaillé afin de garantir la cohérence des informations. Chaque direction générale de filiale s'est engagée sur l'exhaustivité et la pertinence des informations ainsi remontées.

Pour la maison mère, la direction juridique du groupe assure un suivi centralisé de tous les engagements. Ces engagements sont ensuite chiffrés et corroborés avec les informations détenues par la direction financière.

Note 9. Informations sectorielles

9.1 Compte de résultat, investissements et total actif

Répartition des composantes du résultat opérationnel par Domaines d'Activité Stratégiques au 30 septembre 2009 :

(en milliers d'euros)	Telco	Multimédia	Non affecté	Total
Chiffre d'affaires	194 480	170 986	0	365 465
Marge brute	27 339	25 916	0	53 254
Résultat opérationnel avant résultat sur cession de participation et dépréciation des écarts d'acquisition (*)	9 182	7 997	(3 221)	13 958
Résultat opérationnel	9 182	7 997	(3 217)	13 962
Investissements	(2 339)	(2 015)	(2 077)	(6 430)

Période comparative retraitée au 30 septembre 2008 :

(en milliers d'euros)	Telco	Multimédia	Non affecté	Total
Chiffre d'affaires	166 207	183 462	0	349 668
Marge brute	23 745	20 572	0	44 316
Résultat opérationnel avant résultat sur cession de participation et dépréciation des écarts d'acquisition	7 029	1 377	3 040	11 447
Résultat opérationnel	7 029	(6 337)	3 040	3 733
Investissements	(4 124)	(1 988)	(1 983)	(8 094)

Répartition des composantes du résultat opérationnel par secteurs géographiques au 30 septembre 2009 :

(en milliers d'euros)	UK	France	Italie	Espagne	Nordic	Amérique	Total
Chiffre d'affaires	107 795	135 950	29 012	29 918	49 679	13 111	365 465
Marge brute	15 297	22 215	4 021	3 356	6 371	1 994	53 254
Résultat opérationnel avant résultat sur cession de participation et dépréciation des écarts d'acquisition	5 792	5 448	1 278	(573)	1 441	573	13 958
Résultat opérationnel	5 792	5 452	1 278	(573)	1 441	573	13 962
Investissements	(1 380)	(3 346)	(328)	(131)	(676)	(570)	(6 430)
Total actif	53 236	81 627	28 847	17 463	33 973	10 089	225 234

Période comparative retraitée du résultat opérationnel par secteurs géographiques au 30 septembre 2008 :

(en milliers d'euros)	UK	France	Italie	Espagne	Nordic	Amérique	Total
Chiffre d'affaires	106 174	122 464	27 808	29 530	53 872	9 821	349 668
Marge brute	10 407	19 698	3 983	2 492	6 101	1 635	44 316
Résultat opérationnel avant résultat sur cession de participation et dépréciation des écarts d'acquisition	(938)	14 386	295	(3 588)	875	417	11 447
Résultat opérationnel	(5 825)	14 386	295	(3 588)	(1 952)	417	3 733
Investissements	(1 468)	(4 742)	(151)	(1 004)	(318)	(411)	(8 094)
Total actif	55 213	87 124	26 624	17 358	34 567	8 767	229 653

9.2 Bilan

Bilan au 30 septembre 2009 réparti par Domaines d'Activité Stratégiques :

(en milliers d'euros)	Telco	Multimédia	Non affecté	Total
<i>Écarts d'acquisition</i>	23 256	29 839	0	53 095
<i>Immobilisations incorporelles</i>	1 929	373	2 041	4 342
<i>Immobilisations corporelles</i>	14 244	25 023	7 187	46 454
<i>Actifs financiers</i>	82	27	1 907	2 016
<i>Impôts différés actifs</i>	(765)	(121)	8 149	7 263
<i>Participations dans les entreprises associées</i>	278	0	0	278
<i>Autres actifs non courants</i>	5 400	0	3	5 403
Total des actifs non courants	44 423	55 141	19 287	118 851
<i>Stocks</i>	6 988	6 937	(34)	13 891
<i>Clients</i>	34 979	33 154	442	68 575
<i>Autres actifs courants</i>	1 099	2 397	5 040	8 536
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>			15 381	15 381
Total des actifs courants	43 065	42 488	20 829	106 382
<i>Provisions</i>	113	1 366	5 514	6 993
<i>Dettes financières - part à long terme</i>			50 812	50 812
<i>Impôts différés passifs</i>	49	512	179	739
<i>Autres passifs à long terme</i>	5 402	1	101	5 503
Total des passifs non courants	5 564	1 878	56 606	64 048
<i>Provisions - part courante</i>	129	2 920	1 625	4 674
<i>Concours bancaires et part des dettes financières à moins d'un an</i>			17 832	17 832
<i>Fournisseurs</i>	24 277	20 775	6 947	51 998
<i>Autres passifs courants</i>	9 601	10 200	13 581	33 382
Total des passifs courants	34 006	33 895	39 985	107 886

Période comparative retraitée au 30 septembre 2008 bilan réparti par Domaines d'Activité Stratégiques :

(en milliers d'euros)	Telco	Multimédia	Non affecté	Total
<i>Ecarts d'acquisition</i>	23 256	30 644	0	53 900
<i>Immobilisations incorporelles</i>	1 775	624	2 482	4 881
<i>Immobilisations corporelles</i>	16 194	29 471	5 587	51 251
<i>Actifs financiers</i>	84	20	1 609	1 713
<i>Impôts différés actifs</i>	(303)	(9)	8 210	7 898
<i>Participations dans les entreprises associées</i>	209	0	0	209
<i>Autres actifs non courants</i>	0	0	77	77
Total des actifs non courants	41 214	60 749	17 966	119 929
<i>Stocks</i>	5 778	8 307	0	14 085
<i>Clients</i>	37 515	36 814	1 373	75 702
<i>Autres actifs courants</i>	840	2 605	3 165	6 611
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>			13 327	13 327
Total des actifs courants	44 133	47 726	17 864	109 724
<i>Provisions</i>	93	1 926	5 459	7 478
<i>Dettes financières - part à long terme</i>			55 774	55 774
<i>Impôts différés passifs</i>	179	(0)	114	293
<i>Autres passifs à long terme</i>	22	43	0	65
Total des passifs non courants	294	1 969	61 349	63 611
<i>Provisions - part courante</i>	82	2 741	1 881	4 704
<i>Concours bancaires et part des dettes financières à moins d'un an</i>			27 807	27 807
<i>Fournisseurs</i>	23 535	25 851	5 015	54 401
<i>Autres passifs courants</i>	9 563	11 074	14 020	34 657
Total des passifs courants	33 181	39 667	48 724	121 569

Note 10. Effectifs

Répartition des effectifs moyens équivalent temps plein par catégories de personnel :

	09/2009	09/2008
<i>Cadres dirigeants (y.c. mandataires sociaux)</i>	43	40
<i>Autres cadres</i>	186	206
<i>Employés & Ouvriers</i>	4 099	3 849
<i>Intérimaires</i>	1 708	1 552
Total Effectif	6 036	5 647

Note 11. Événements survenus après la clôture de l'exercice

- Le 26 octobre 2009, Monsieur Richard SEURAT a fait part au Conseil d'administration de son souhait de mettre un terme à sa collaboration avec le groupe ANOVO.
Le Conseil d'administration, après avoir coopté Monsieur Gilbert WEILL (Directeur Général de la région Europe Nord)) aux fonctions d'Administrateur et l'avoir nommé Directeur Général Délégué, a le 26 octobre 2009 annoncé qu'il serait nommé Président du Conseil d'administration et Directeur Général le 24 novembre 2009.
- Compte tenu de la démission de Monsieur Richard SEURAT de ses fonctions de Président-Directeur Général, le Conseil d'administration du 26 octobre 2009, sur les recommandations du Comité des rémunérations, a décidé dans l'intérêt de la société d'autoriser la conclusion d'un accord de non-concurrence entre la société et Monsieur Richard SEURAT dont les termes essentiels sont les suivants :
 - Monsieur Richard SEURAT s'engage à ne pas exercer d'activités concurrentes à celles exercées par le groupe ANOVO et à ne pas débaucher de salariés d'ANOVO, et ce pendant une période de 2 ans à compter de la date de cessation de ses fonctions ;

- En contrepartie, Monsieur Richard SEURAT percevra sur 2 ans une indemnité annuelle, égale à 50 % de la moyenne des rémunérations brutes annuelles, parts variables incluses, perçues au cours des 24 mois précédant la cessation de ses fonctions, dont le versement sera mensualisé. La part variable de la rémunération de Monsieur Richard SEURAT au titre de l'exercice 2008/2009 est réputée perçue pour le calcul de l'indemnité relative audit engagement de non-concurrence.

Note 12. Rémunération des dirigeants

Pendant la durée de leur fonction sur l'exercice, les membres du Conseil d'administration et du COMEX groupe ont perçu une rémunération brute de 2 536 K€ de la part de la société, décomposée comme suit :

Avantages à court terme des membres du Conseil d'administration	1 227,4 K€
Avantages à court terme des autres membres du COMEX	1 190,7 K€
Avantages postérieurs à l'emploi	0,0 K€
Avantages à long terme	0,0 K€
Indemnités de fin de contrat de travail	0,0 K€
Charges relatives aux stocks options	118,0 K€

La société n'a pas d'engagement en matière de pension et retraite envers ses organes d'administration. Seule une assurance perte d'emploi a été souscrite.

Aucun crédit ou avance n'a été accordé aux dirigeants.

Note 13. Informations sur les parties liées

La société GENESIS PARTNERS était liée à ANOVO SA jusqu'au 10 septembre 2009. La créance détenue sur ANOVO SA a donné lieu à intérêts.

Note 14. Honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leur réseau

Il s'agit des prestations rendues et comptabilisées en charge de chacun des exercices dans les comptes de la société ANOVO et de ses filiales françaises et étrangères consolidées par intégration globale.

	MAUPARD FIDUCIAIRE (3)				ERNST & YOUNG				Total			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	09/2009	09/2008	09/2009	09/2008	09/2009	09/2008	09/2009	09/2008	09/2009	09/2008	09/2009	09/2008
<i>Commissariat aux comptes, certification, examen de comptes individuels et consolidés</i>												
Émetteur	133	85	100%	100%	286	261	47%	31%	419	346	57%	37%
Filiales intégrées globalement					266	178			266	178		
<i>Prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes</i>												
Émetteur (1)					52	284			52	284		
Filiales intégrées globalement (2)						115				115		
Sous-total	133	85	100%	100%	604	838	100%	100%	737	923	100%	100%
<i>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</i>												
Juridique, fiscal, social												
Autres												
Sous-total												
Total	133	85	100%	100%	604	838	100%	100%	737	923	100%	100%
(1) Dont revue des prévisions de trésorerie du groupe par la société ERNST & YOUNG ADVISORY, membre du réseau ERNST & YOUNG, revue réalisée à la demande de la Direction Générale au titre des prestations directement liées à la mission des Commissaires aux comptes, dans le cadre de la présentation de ces prévisions aux créanciers de la dette senior.												
(2) Mission de due diligence en Allemagne												
(3) Le Cabinet MAUPARD FIDUCIAIRE n'intervient pas sur l'examen des comptes individuels des filiales étrangères du Groupe												

Au cours de l'exercice 2008-2009, ERNST & YOUNG est devenu Commissaire aux comptes de l'ensemble des sociétés du groupe.

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2009**

MAUPARD FIDUCIAIRE

18, rue Jean Mermoz

75008 Paris

SA au capital de € 350.050

ERNST & YOUNG et Autres

41, rue Ybry

92576 Neuilly-sur-Seine Cedex

SAS à capital variable

Commissaire aux Comptes

Membre de la compagnie régionale de Paris

Commissaire aux comptes

Membre de la compagnie régionale de Versailles

« Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société ANOVO, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant les montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les notes 2.1.3, 2.3 et 3.4 de l'annexe exposent les conditions dans lesquelles votre société peut être amenée à constituer des provisions pour dépréciation des titres de participation et des créances intragroupe en tenant compte notamment des flux de trésorerie futurs actualisés.

Nos travaux ont consisté à examiner les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation, à s'assurer du caractère raisonnable des hypothèses retenues pour l'élaboration des données prévisionnelles, à revoir les calculs effectués par votre société et à vérifier l'évaluation des titres de participation et des créances intragroupe qui en résulte.

- La note 2.1.1 sur les immobilisations incorporelles expose les règles de comptabilisation de provisions pour dépréciation des fonds de commerce lorsque la valeur du fonds devient inférieure à la valeur d'usage.

Nos travaux ont consisté à examiner les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation, à s'assurer du caractère raisonnable des hypothèses retenues pour l'élaboration des données prévisionnelles, à revoir les calculs effectués par votre société et à vérifier l'évaluation des fonds de commerce qui en résulte.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,*
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.*

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 9 décembre 2009. »

Les Commissaires aux Comptes

MAUPARD FIDUCIAIRE

ERNST & YOUNG et Autres

Dominique Bonnet

Any Antola

COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2009

1. Bilan

1.1. Bilan actif

(en milliers d'euros)		Notes	sept-09			sept-08
			Brut	Amort. & prov.	Net	
Immobilisations incorporelles		3.1	16 883	8 179	8 704	10 080
Immobilisations corporelles		3.2	18 868	11 488	7 380	8 381
Immobilisations financières		3.4	208 070	124 119	83 951	89 758
ACTIF IMMOBILISE	I		243 821	143 786	100 035	108 219
Stocks - Matières premières, approvisionnement			7 887	608	7 279	1 833
Stocks et encours - Produits intermédiaires et finis			1 302	202	1 100	553
Marchandises			21		21	18
Avances et acomptes versés			487		487	261
Créances d'exploitation		5	27 348	2 667	24 681	27 238
Autres créances		5	18 637	860	17 777	19 224
Valeurs mobilières de placement		6	2 670		2 670	3 664
Disponibilités		6	2 023		2 023	2 615
Charges constatées d'avance		7	574		574	609
ACTIF CIRCULANT	II		60 949	4 337	56 612	56 015
Charges à répartir	III	7	267		267	347
Écart de conversion	IV		3 933		3 933	3 400
Total de l'actif	(I à IV)		308 970	148 123	160 847	167 981

1.2. Bilan passif

(en milliers d'euros)		Notes		sept.-09	sept-08
Capital				5 461	54 613
Prime d'émission				51 804	2 652
Réserves				4 479	4 479
Report à nouveau				-7 106	
Résultat de l'exercice				3 451	-7 106
Subventions d'investissement				292	295
CAPITAUX PROPRES	I	8		58 381	54 933
Provisions pour risques				5 186	7 301
Provisions pour charges				342	726
PROVISIONS	II	9		5 528	8 027
Emprunts obligataires convertibles				858	858
Dettes auprès d'établissements de crédit				27 918	43 821
Autres dettes financières diverses et dettes groupe				20 471	14 059
Dettes fournisseurs				24 087	23 045
Dettes fiscales et sociales				19 224	19 625
Autres dettes				1 643	675
Produits constatés d'avance				2 558	2 766
DETTES	III	10		96 759	104 849
Écart de conversion	IV			179	172
Total du passif	(I à IV)			160 847	167 981

2. Compte de résultat

(en K€)	Notes	sept. -09	sept. -08
Ventes de marchandises		3 376	3 125
Production vendue de biens		12	
Production vendue de services		131 233	120 466
Chiffre d'affaires	13	134 621	123 591
Production stockée		547	-117
Production immobilisée		179	97
Subventions d'exploitation		63	206
Reprises de provisions et amortissements, transferts de charges	14	4 310	5 275
Autres produits	14	437	9 588
Total des produits d'exploitation	I	140 157	138 640
Achats de marchandises et variations de stocks		2 324	543
Achats de matières premières		30 966	17 322
Variation de stocks de matières premières		-5 379	390
Autres achats et charges externes		48 778	49 358
Impôts et taxes		2 908	3 298
Salaires et traitements		34 975	34 436
Charges sociales		14 681	14 771
Dotations aux amortissements sur immobilisations		2 608	2 846
Dotations aux provisions sur immobilisations		450	104
Dotations aux provisions sur actif circulant		1 706	2 653
Dotations aux provisions pour risques et charges		389	456
Autres charges	14	588	3 083
Total des charges d'exploitation	II	134 994	126 260
Résultat d'exploitation	(I-II)	15	5 163
Produits financiers	III	14 329	10 733
Charges financières	IV	14 398	24 905
Résultat financier	(III-IV)	16	-69
Résultat courant avant impôt	(I-II+III-IV)	5 094	-4 792
Produits exceptionnels	V	1 109	807
Charges exceptionnelles	VI	2 206	2 019
Résultat exceptionnel	(V-VI)	17	-1 097
Participation des salariés	VII	546	1 102
Impôt sur les bénéfices	VIII	18	
Résultat net	(I-II+III-IV+V-VI-VII-VIII)	3 451	-7 106

3. Notes annexes aux comptes annuels

Notes préliminaires

Les comptes annuels ont été établis suivant les principes, normes et méthodes comptables découlant du plan comptable général de 1999 et du règlement CRC 99-03.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

Note 1. Faits marquants de l'exercice

L'exercice 2008/2009 a été marqué par les événements suivants.

- En fin d'exercice 2007/2008, le poids du service de la dette et le contexte de crise financière et de resserrement du crédit ont amené la Direction Générale à engager des négociations avec les créanciers de sa dette restructurée afin d'en revoir les modalités pour renforcer la structure financière du groupe et assurer sa pérennité. Dans ce cadre, les créanciers de la dette restructurée ont accepté à la fin de l'année 2008 le principe du report au 30 septembre 2009 de l'annuité de la dette de février 2009 ainsi qu'un étalement des échéances compatible avec la trésorerie provenant de l'exploitation, sous condition d'incorporation au capital de la quote-part de 15 M€ de la dette restructurée acquise le 19 décembre 2008 pour 30 % de sa valeur nominale par un investisseur privé, la société GENESIS PARTNERS. Après divers reports de l'Assemblée Générale des actionnaires appelée à statuer sur l'opération envisagée, celle-ci a finalement le 30 juin 2009 rejeté l'opération de recapitalisation projetée. Un groupe d'actionnaires agissant de concert avait préalablement fait part de son opposition au projet proposé.
- Cette même Assemblée Générale des actionnaires a renouvelé sa confiance au Conseil d'administration en renouvelant les mandats des Administrateurs sortants et nommé 4 nouveaux Administrateurs.
- Dans ce contexte, les négociations avec les créanciers de la dette restructurée ont repris mi 2009 et ont abouti à la fin du mois de septembre 2009 à des accords prévoyant :
 - la réduction de l'échéance de septembre 2009 à 2,5 M€ ainsi qu'un étalement sans condition du solde de la dette restructurée sur sept ans dans des conditions compatibles avec l'exploitation ;
 - la cession par GENESIS PARTNERS de 7 M€ de créances au groupe ANOVO pour un montant de 2,4 M€ avec un impact direct sur les fonds propres du groupe (via impact sur les capitaux propres des filiales Suisse et UK) ;
 - une augmentation de capital d'un montant minimum de 10 M€ ouverte à tous les actionnaires qui sera soumise au vote de l'Assemblée Générale dans le courant de l'exercice 2009/2010, et que GENESIS PARTNERS s'est engagée à garantir à hauteur de 7,5 M€, afin de financer la croissance d'ANOVO et de renforcer plus avant ses fonds propres.
- Le regroupement des actions décidé par l'Assemblée Générale des actionnaires du 17 janvier 2008 a été mis en œuvre le 29 décembre 2008 et est à ce jour quasiment finalisé.
- Un accord a été trouvé sur les produits dérivés contestés (voir le document de référence 2007/2008), avec un impact positif sur le résultat financier de ANOVO SA de + 0,5 M€.
- Le nominal de l'action a été réduit de 8 € à 0,80 € au terme de la décision de réduction du capital adoptée par l'Assemblée Générale des actionnaires du 30 juin 2009, sans impact sur les fonds propres du groupe, les sommes prélevées sur le capital social ayant été affectées au compte de prime d'émission et stipulées indisponibles.
- L'activité « On Site » a été cédée le 15 juin 2009.
- L'intégration du site de MONTAUBAN, acquis au cours de l'exercice précédent, s'est poursuivie sur l'exercice.
- Le 1^{er} janvier 2009, la gestion des approvisionnements pour le client SAGEM a été reprise et au 31/03/2009 le stock de pièces détachées racheté (5.5M€ payable en 2 ans uniquement à la consommation, le solde devant faire l'objet d'un avoir).

Note 2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

2.1 Valeurs immobilisées

2.1.1 Immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions, licences et autres valeurs incorporelles immobilisées sont évalués à leur coût d'acquisition, hors frais d'installation.

Conformément à l'application du règlement CRC 2002-10, les logiciels sont amortis linéairement sur les durées de leur utilisation dans l'entreprise qui va de 1 à 11 ans. Ces durées sont appréciées à la clôture de chaque exercice afin de corriger les valeurs dépréciées.

Les développements logiciels réalisés dans le cadre des contrats clients (*e-tracking*), sont activés à leur coût d'acquisition dans la mesure où ils répondent aux critères d'activation du règlement sur les actifs. Ils sont amortis sur 5 ans.

Les fonds de commerce proviennent de l'acquisition de sociétés. Ils ne sont pas amortis. Le cas échéant une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur du fonds devient inférieure à la valeur d'usage. La valeur d'usage correspond à la valeur des avantages futurs attendus du fonds, tels qu'ils ont été déterminés lors de son acquisition et tels qu'ils ressortent des flux de trésorerie d'exploitation actualisés attendus sur la base des données prévisionnelles sur 4 ans.

2.1.2 Immobilisations corporelles

Les éléments corporels sont enregistrés :

- soit à leur coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat et aux frais accessoires ;
- soit à leur coût de production, hors intérêts des emprunts dédiés à cette production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant un mode linéaire, en fonction de la durée d'utilisation dans l'entreprise :

- constructions : entre 15 et 20 ans ;
- agencements et aménagements divers : entre 4 et 10 ans ;
- matériels et outillages industriels : entre 4 et 20 ans ;
- matériel de bureau et informatique, mobilier : entre 3 et 10 ans ;
- matériel de transport : entre 2 et 5 ans.

Ces durées sont appréciées à la clôture de chaque exercice.

Les frais d'entretien et de réparation sont comptabilisés en charge au cours de l'exercice.

2.1.3 Immobilisations financières

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés (dont actions propres) sont comptabilisés au coût historique, hors frais d'acquisition ou pour leur valeur d'apport.

En fin d'exercice, une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur d'entrée dans le patrimoine.

La dépréciation des titres de participation et des créances Intragroupe (prêts, comptes courants et créances d'exploitation) fait l'objet d'une analyse commune.

La valeur brute des titres de participation dans les comptes d'ANOVO SA est comparée à la valeur d'entreprise (fond de commerce, immobilisations et besoin en fond de roulement) de chacune des filiales diminuée des dettes financières externes et des dettes intergroupe éventuelles. Pour les sociétés holding de pays, le calcul a été effectué en comparant la valeur des titres de participation de cette holding avec la somme des valeurs d'entreprise diminuées des dettes financières externes et des dettes intergroupe de l'ensemble des filiales du pays. Le différentiel éventuel fait l'objet d'une provision sur titres de participation.

Tant que la valeur nette des titres de participation est supérieure à zéro, la filiale est réputée pouvoir rembourser ses créances et comptes courants à sa société mère, et aucune provision n'est comptabilisée. Dès lors que la valeur nette des titres de participation d'une filiale est nulle, c'est-à-dire quand la somme de la valeur d'entreprise diminuée des dettes financières est nulle ou négative, ce montant négatif fait l'objet d'une provision sur compte courant.

La valeur d'entreprise telle que défini ci-avant est confortée par l'analyse effectuée dans la cadre des tests d'évaluation des écarts d'acquisition effectués dans la cadre de travaux de consolidation.

Cette analyse est principalement fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie d'exploitation attendus sur la base des données prévisionnelles sur 4 ans réactualisées en septembre 2009.

- Les flux de trésorerie sont issus des prévisions d'exploitation préparées par le management local, revues par la direction générale et consolidées dans le budget du groupe, présenté au Conseil d'administration.
- Le taux d'actualisation est de 11%.
- Le taux de croissance perpétuelle est de 2,1 %.

2.2 Stocks et en cours

Les stocks de matières premières sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

L'encours de réparation des appareils est valorisé au prix de revient moyen des dix derniers mois. Il comprend les consommations, les charges directes et indirectes de production ainsi que les amortissements des biens concourant à la production.

La dépréciation des stocks est calculée par rapport aux mouvements d'entrée-sortie pour chaque article sur une périodicité variant de 12 mois à 24 mois selon la famille d'activité. Tout article n'ayant pas été mouvementé au cours de la périodicité correspondante est provisionné à 100%.

2.3 Créances et comptes rattachés

2.3.1 *Créances hors groupe*

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et sont dépréciées par voie de provision afin de tenir compte des difficultés de recouvrement éventuelles et identifiées susceptibles d'intervenir. Afin de couvrir le risque d'irrécouvrabilité sur les créances de faible montant, une méthode de provision statistique s'applique.

2.3.2 *Créances intra-groupe*

La recouvrabilité des créances intra-groupe fait l'objet d'une analyse commune à l'analyse d'utilité des titres de participation comme décrit en note 2.1.3. Les créances et dettes d'exploitation échues sur les filiales sont inscrites en « Groupe et Associés » et portent intérêts.

2.4 Reconnaissance du revenu

Les règles de prise en compte du chiffre d'affaires sont les suivantes :

- les prestations de réparation et de maintenance sont comptabilisées quand le service est rendu ;
- l'état d'avancement des prestations de service fait l'objet d'un examen à chaque arrêté de comptes :
 - les services rendus, non encore ou partiellement facturés sont évalués en fonction du prix de vente contractuel et de temps passés facturables ; ils sont enregistrés en chiffre d'affaires et figurent au bilan à la rubrique Factures à établir du poste clients ;
 - les prestations facturées mais non encore exécutées sont déduites du chiffre d'affaires facturé et sont portées au passif du bilan à la rubrique Produits constatés d'avance.

2.5 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition, hors frais d'acquisition.

Les valeurs mobilières de placement font l'objet d'une dépréciation afin de tenir compte, pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice,

2.6 Charges à répartir

Les charges à répartir représentent le montant des frais et commissions engagés dans la mise en place de l'emprunt souscrit auprès de la ROYAL BANK OF SCOTLAND.

2.7 Plans de souscription d'actions

Conformément aux principes comptables français, la charge correspondant à l'avantage accordé aux bénéficiaires des plans de souscription d'actions, à savoir la différence entre le prix d'exercice et la valeur de l'action à la date d'attribution, n'est pas comptabilisée.

2.8 Engagements de retraite

Les indemnités légales de départ à la retraite relatives au personnel encore en activité, prévues par la convention collective de la métallurgie, ne sont pas comptabilisées et figurent en engagement hors bilan.

L'évaluation est actuarielle, conformément à la recommandation CNC d'avril 2003.

2.9 Changement de présentation - Information sectorielle - Secteurs d'activité

L'organisation des domaines d'activité stratégiques (DAS) a été redéfinie par rapport à l'exercice précédent pour mieux tenir compte de la convergence des métiers des DAS *Accès* et *Multimédia* induite par la convergence des technologies et la fluidité du savoir-faire.

Précédemment, les activités se répartissaient entre trois DAS :

- *Telco* qui recouvrait l'activité télécom grand public et flottes d'entreprises ;
- *Accès* qui regroupait les activités infrastructures télécom et la vidéocommunication (décodeurs et boîtes ADSL) ;
- *Multimédia* qui comprenait le FPD/IT (les matériels informatiques et les écrans plats).

Désormais, les activités s'organiseront autour de deux DAS :

- *Telco* qui recouvre l'activité télécom grand public et flottes d'entreprises.
- *Multimédia* qui comprend les activités infrastructures télécom, la vidéocommunication (décodeurs et boîtes ADSL) et le FPD/IT (les matériels informatiques et les écrans plats).

2.10 Consolidation

ANOVO SA est la société consolidante du groupe ANOVO.

2.11 Cotation

La société est cotée sur *Euronext Paris* de NYSE EURONEXT (compartiment C).

Notes sur le bilan actif

Note 3. Actif immobilisé et amortissements

3.1 Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	09/2008	Acquisitions	Diminutions	09/2009
Logiciels	12 142	1 510	2 498	11 164
Fonds commercial	6 448		729	5 719
Total valeurs brutes	18 590	1 510	3 218	16 883

Amortissements & Provisions	09/2008	Dotations	Reprises	sept-09
Logiciels	8 406	1 291	1 612	8 084
Fonds commercial	104			104
Total amortissements	8 510	1 291	1 612	8 188

Valeurs nettes	10 080			8 704
-----------------------	---------------	--	--	--------------

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles, pour 1,5 M€, sont principalement constituées de logiciels suivants :

- coûts de développement *e-tracking* : 870 K€
- intégration de MONTAUBAN : 243 K€
- logiciel de gestion de production : 103 K€
- messagerie groupe : 75 K€

La diminution du poste logiciels (0,9 M€ de valeur nette) correspond :

- à la mise au rebut de logiciels de production (dont des modules *e-tracking* pour 0,3 M€) ;
- à une opération de financement sur des licences SAP pour 0,4 M€ ;
- à la cession de l'activité *On Site* pour 0,2 M€.

Les charges relatives au logiciel *e-tracking* et non immobilisées s'élèvent à 846 K€. Elles sont relatives à la maintenance d'éléments existants du logiciel.

Les fonds de commerce proviennent de :

- l'acquisition de la société FIBROSUD ;
- la fusion de ANOVO avec les sociétés A NOVO France et A NOVO Télécom Services ;
- l'acquisition du site de MONTAUBAN ;
- l'activité *On Site* de MULTI MEDIA MARKET (MMM).

La diminution de ce poste sur l'exercice concerne la cession de l'activité « on site » issue du fonds de commerce MULTI MEDIA MARKET pour 729 K€.

3.2 Immobilisations corporelles

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	09/2008	Acquisitions	Diminutions	09/2009
Terrains	475			475
Constructions et aménagements	4 280	86	100	4 266
Installations techniques	7 718	299	881	7 137
Autres immobilisations corporelles	6 633	572	463	6 738
Immobilisations en cours	153	252	153	252
Total valeurs brutes	19 259	1 209	1 597	18 868

Amortissements	09/2008	Dotations	Reprises	sept-09
Terrains				
Constructions et aménagements	1 199	179	22	1 356
Installations techniques	5 365	994	739	5 620
Autres immobilisations corporelles	4 313	480	281	4 512
Total amortissements	10 877	1 653	1 042	11 488

Valeurs nettes	8 382			7 380
-----------------------	--------------	--	--	--------------

- Les acquisitions d'autres immobilisations corporelles de l'exercice (pour 572 K€) sont principalement constituées des éléments suivants :
 - convoyeur de chaîne : 84 K€
 - presse à balle : 78 K€
 - matériels informatiques pour nos sites industriels : 392 K€
- Les principales immobilisations en cours concernent les aménagements de bâtiments pour 66 K€.
- Les diminutions sont essentiellement constituées par la mise au rebut du matériel utilisé sur l'activité *On Site* pour (valeur brute de 454 K€ et valeur nette nulle).

3.3 Informations en matière de crédit bail

3.3.1 Immobilier

ANOVO a contracté trois crédits baux à hauteur de 8 822 K€ se décomposant de la manière suivante :

- bâtiments 1 et 4 à BEAUVAIS à hauteur de 4 000 K€ le 7 novembre 2005 ;
- bâtiment 2 à BEAUVAIS à hauteur de 2 134 K€ le 1^{er} janvier 2000 ;
- locaux d'ANGERS à hauteur de 2 688 K€ le 26 juin 2006 avec effet rétroactif au 1^{er} mars 2006.

(en milliers d'euros)

Valeur à l'origine des constructions prises en crédit bail	8 822
Redevances versées au cours de l'exercice	880
Redevances versées au cours d'exercices antérieurs	3 171
Redevances restant à verser	6 650
Valeur résiduelle en fin de contrat	684
Dotation théorique aux amortissements de l'exercice	293
Dotation théorique aux amortissements des exercices antérieurs	1 611

(en milliers d'euros)	à 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Redevances restant à verser	885	2 773	2 992	6 650

3.3.2 Mobilier

ANOVO a réalisé sur ces derniers exercices des opérations de crédit bail ou locations financières pour du matériel informatique, diverses installations de production, ainsi que des véhicules.

Opération de financement sur Licence SAP

Valeur à l'origine de la licence	400
Redevances versées au cours de l'exercice	137
Redevances versées au cours d'exercices antérieurs	-
Redevances restant à verser	295
Valeur résiduelle en fin de contrat	-
Dotation théorique aux amortissements de l'exercice	122
Dotation théorique aux amortissements des exercices antérieurs	-

Échéancier des redevances restant à verser en milliers d'euros	à 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
--	--------	--------------	---------	-------

Licence SAP	150	145		295
-------------	-----	-----	--	-----

Détail des redevances restant à verser sur les opérations de crédit-bail ou assimilées, excluant les contrats de location ordinaires ou d'une durée inférieure à 36 mois à l'origine

Redevances restant à verser	Total	à 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Matériel industriel et laboratoires	381	130	251	-
Installations et agencements	6	3	3	-
Matériel de transport et manutention	253	114	140	-
Matériel de bureau, informatique et mobilier	930	548	331	52
Total	1 570	795	724	52

3.4 Immobilisations financières

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	09/2008	Acquisition	Diminution	09/2009
Titres de participation	196 378			196 378
Actions propres	380			380
Créances rattachées à des participations	19 319		8 301	11 018
Autres Créances		113		113
Dépôts et cautionnements versés	1 548		1 367	181
Total immobilisations financières	217 625	113	9 668	208 070

Amortissements / provisions	09/2008	Dotation	Reprise	09/2009
Titres de participation	119 159	4 922	8 478	115 603
Actions propres	377		1	376
Créances rattachées à des participations	8 331		191	8 140
Total provisions	127 867	4 922	8 670	124 119

Total valeurs nettes	89 758			83 951
-----------------------------	---------------	--	--	---------------

3.4.1 Titres de participation

Une évaluation de la valeur des titres de participation et des créances groupe a été effectuée au 30 septembre 2009 en appliquant la méthodologie décrite dans la note 2.1.3. Cette évaluation a conduit la société à comptabiliser une reprise de provision nette de + 3.556 K€ (provision complémentaire sur les titres de ANOVO Italia pour - 804 K€, de ANOVO Holding pour -1.657 K€, de A NOVO Servitec pour - 1.599 K€ et de A NOVO ADS pour - 862 K€ ainsi qu'une reprise de provision sur les titres de A NOVO Comlink pour + 1.125 K€, A NOVO Sweden pour + 3.491 K€ et de A NOVO Suisse pour + 3.862 K€)).

3.4.2 Créances rattachées aux participations

Ces créances diminuent principalement au 30 septembre du fait :

- du reclassement d'un prêt A NOVO COMLINK en créance court terme (0,6 M€) ;
- de la compensation de créance effectuée avec la dette GENESIS PARTNERS rachetée par le groupe ANOVO au travers de ses filiales :
 - compensation de créances réciproques entre ANOVO SA et A NOVO HOLDING pour 2 M€ ;
 - cession d'une partie de la créance de ANOVO SA sur les filiales anglaises à A NOVO Suisse pour 3,6 M€ ;
- des écarts de change : euro/dollar et euro/livre sterling ; la créance ANOVO Americas (8,1 M€) a été intégralement provisionnée sur l'exercice précédent.

3.4.3 Autres créances

L'effort à la construction s'effectue sous forme de prêt à long terme (plutôt que sous forme de subvention).

3.4.4 Actions propres

Le nombre d'actions propres (regroupées) s'élève à 1 035 au 30/09/2009. La valeur nette (4 K€) correspond au cours moyen du dernier mois de l'action de ANOVO (pour une valeur d'achat de 380 K€).

3.4.5 Dépôts et cautionnements versés

Ce poste intègre essentiellement les cautions versées sur les locations de bureaux et véhicules à hauteur de 180 K€.

Note 4. Tableau des filiales et participations

4.1 Renseignements détaillés sur chaque filiale et participation

(en milliers d'euro)	Pays	Acquisition par le groupe	Cession ou liquidation par le groupe	Quote-part du capital détenu (en %)	Détention - Directe - Indirecte	Capital social	Capitaux propres totaux	Total bilan	Chiffre d'affaires hors taxes	Résultat d'exploitation	Résultat net comptable	Titres de participation (brut)	Titres de participation (net)
SCI LES CAILLOUX	France	oct.-00		100,00%	D	183	921	2 219		85	85	237	237
SCI ROBERT	France	oct.-00		100,00%	D	76	193	235		-1	-1	160	114
SCI D'ARTAGNAN	France	juil.-08		100,00%	D	1	439	2 170		379	379		
ANOVO FAMILY	France	sept.-02		100,00%	D	8	7	7				7	7
CTAV	France	janv.-89		11,13%	D							15	15
ANOVO ITALIA	Italie	déc.-98		100,00%	D	100	3 463	26 058	29 106	628	474	49 720	10 531
CEDRO	Espagne	nov.-98		100,00%	I				9 442	410	241		
COMLINK	Espagne	nov.-98		100,00%	D	2 135	-776	13 385	15 466	-1 106	-791	17 389	4 046
A NOVO ARCE	Espagne	janv.-02		100,00%	I				5 010	491	340		
EUROTERMINAL	Espagne	nov.-98		35,00%	D	105	278	278			69	365	284
A NOVO HOLDINGS	Royaume Uni	oct.-00		100,00%	D	25 556	16 700	26 370		-1	688	35 200	33 543
A NOVO UK	Royaume Uni	juil.-00		100,00%	I				107 594	7 152	3 525		
GE UK	Royaume Uni	oct.-99		100,00%	I								
AT-COM	Royaume Uni	oct.-00		100,00%	I								
RADIOPHONE	Royaume Uni	oct.-00		100,00%	I								
DIGICOM	Royaume Uni	oct.-01		100,00%	I								
A NOVO SERVICES SOLUTIONS	Irlande	juil.-01		100,00%	I					0	35		
ANOVO NORDIC	Suède	déc.-99		100,00%	D	10	5 749	13 603	37 795	1 663	2 258	53 232	25 852
A NOVO NORGE	Norvège	déc.-99		100,00%	I				11 977	-191	-76		
A NOVO POLSKA	Pologne	déc.-00		100,00%	D	142	633	3 887	7 457	632	416	552	552
A NOVO SERVITEC	Belgique	nov.-00		100,00%	D	2 300	1 341	2 288		0	-51	2303	0
A NOVO LOGITEC	Belgique	nov.-00		100,00%	I				2 841	-799	-989		
A NOVO SUISSE	Suisse	nov.-00		100,00%	D	133	3 818	6 620	2 170	255	3 488	5339	3 862
A NOVO INTERNATIONAL	Suisse	mai-01		100,00%	D	995	748	822		-1	35	981	
A NOVO AMERICA DEL SUR	Panama	mars-01		87,86%	D	7	-1 093	2 364	413	-50	-146	17 927	1 706
ICON	Panama	févr.-01		87,86%	I								
A NOVO ANDES	Chili	oct.-00		87,86%	I				8 096	115	-51		
A NOVO PERU	Pérou	mars-01		87,86%	I				5 015	671	361		
A NOVO AMERICA	USA	avr.-02	mars-08	100,00%	D							12 925	-
A NOVO GMBH	Allemagne			100,00%	D	25	-90	24			-6	25	25
ENGSTROM	Suède	mai-06		100,00%	I								

4.2 Transactions avec les filiales chez ANOVO

(en milliers d'euro)	Convention de management fees (1)	Produits d'exploitation (2)	Charges d'exploitation (2)	Produits - Charges financières (3)	Dividendes distribués sur la période	Immobilisations corporelles/incorporelles	Prêt accordé Emprunt souscrit Brut	Prêt accordé Emprunt souscrit Net	Compte Courant Actif - Passif net de provisions (3)	Créances - dettes d'exploitation	Cautions, Avals et garanties données
A NOVO GMBH				6					108	8	
A NOVO ARCE	150	7		7					272	7	
A NOVO BEAUVAIS									-6		
A NOVO INTERNATIONAL				-37					-825	-159	
A NOVO ITALIA	865	453	1 392	-578		936	-9 061	-9 061	-509	-381	19 020
A NOVO NORDIC	1 157	95		-30					-503	16	963
A NOVO NORGE	360	6		-16					-296	6	
A NOVO POLSKA	156	119		-5					605	154	
A NOVO SERVICES SOLUTIONS											
A NOVO SUISSE	65	339	7	5					223	136	
A NOVO HOLDINGS				430			578	578	807	574	
A NOVO UK	3 299	286	176	261		2			2 313	715	6 106
A NOVO AMERICA DEL SUR	382			168			2 368	2 298	961		
CEDRO	284	3	3	30					843		
A NOVO COMLINK	465	151	2	117					2 818	2	1 985
A NOVO ANDES											
CTAV 14									8		
A NOVO LOGITEC	19	168	148	79					1 434	119	
A NOVO AMERICA							8 073	0			
SCI LES CAILLOUX			320						-2 039		
SCI ROBERT									41		
SCI D'ARTAGNAN			608						1 593	-149	
A NOVO SERVITEC				38					675	51	
A NOVO PERU											
EUROTERMINAL											
EASY REPAIR											
ICON											

(1) Services rendus par la maison mère :

- convention *management fees* : dans le cadre de l'activité courante d'exploitation, la maison mère est amenée à effectuer et facturer pour le compte des filiales des prestations liées au management du groupe (services juridiques, services fiscaux, comptabilité, ressources humaines, informatiques, mises à disposition de logiciels, appui qualité et ingénierie) ;
- convention de licence de droits de propriété intellectuelle : couvre notamment les licences de marques déposées par la société mère.

(2) **Services rendus entre les filiales**: dans le cadre de l'activité courante d'exploitation, les filiales sont amenées à sous traiter des prestations à d'autres filiales du groupe. Ces prestations sous-traitées sont effectuées et facturées à des conditions normales de marché.

(3) **Avances en trésorerie accordées / reçues par la maison mère** : dans le cadre de l'activité courante, la maison mère est amenée à participer au financement de ses filiales (ou a contrario à centraliser les excédents de trésorerie dégagés par ses filiales) et par conséquent accorde (ou reçoit) des facilités de trésorerie rémunérées au taux de *Euribor* 3 mois plus 300 points de base.

Aucun des dirigeants, mandataires sociaux de la société ANOVO, n'a perçu ou ne perçoit de manière directe ou indirecte de rémunérations liées aux prestations de services réalisées par la société par ses filiales.

4.3 Coordonnées des filiales directes ou indirectes

<i>Nom de la société</i>	<i>Adresse du siège social</i>	<i>Code postal et ville</i>	<i>N° de Siren</i>	<i>Pays d'activité</i>
ANOVO	16, rue Joseph Cugnot ZI de Bracheux	60 000 Beauvais	341125540	France
SCI Robert	16, rue Joseph Cugnot ZI de Bracheux	60 000 Beauvais	388163313	France
SCI Les Cailloux d'Annequin	16, rue Joseph Cugnot ZI de Bracheux	60 000 Beauvais	388163412	France
SCI D'Artagnan	16, rue Joseph Cugnot ZI de Bracheux	60 000 Beauvais	507694479	France
ANOVO Family	16, rue Joseph Cugnot ZI de Bracheux	60 000 Beauvais	443580006	France
ANOVO Italia	Via Gonzaga n.7	20 123 Milano	12550080159	Italie
Cedro Soluciones Totales	Isla de la Palma, 32	San Sebastian de los Reyes 28 700 (Madrid)	B 824 791 97	Espagne
A Novo Comlink España, S.L.	Avenue Juan Lopez de Penalver	29 590 Campanillas (Malaga)	B 921 926 65	Espagne
A Novo Arce	Fargaires, 4-A	Cerdanyola des Valles 08 290 (Barcelona)	B 62714233	Espagne
Euroterminal Telecom	Botanica, 125 Pol.Ind.Gran Via Sur.	Hospitalet de Llobregat (Barcelona)	B 224213	Espagne
A Novo Suisse	5, rue des Draizes	2000 Neuchatel	02591/2000	Suisse
A Novo International	10, rue de Chésopelloz	1782 Belfaux	01525/2001	Suisse
A Novo Polska	Ul. Wolczynska 133	01-919 Warszawa	RHB 60570	Pologne
A Novo GmbH	Worringer Str. 30	50668 Köln	HRB 60466	Allemagne
A Novo Servitec	Rue de Familleureux, 2040 La louvière	7110 Houdeng-Goegnies	652.587	Belgique
A Novo Logitec	Rue de Familleureux, 2040 La louvière	7110 Houdeng-Goegnies	132.967	Belgique
A Novo GE Ltd	Unit 2, Leacroft Road Birchwood	Warrington WA3 6PJ	377 64 59	UK
A Novo UK Ltd	Technology Centre 5 Finlan Road Middleton	Manchester M24 2RW	359 11 24	UK
A Novo Telecommunications Ltd	75 Bilton Way Enfield	Middlessex EN3 7EP	295 33 72	UK
A Novo Radiophone Ltd	Pinetrees Business Park, Salhouse Road	Norwich NR7 9BD	167 33 94	UK
A Novo Digicom Ltd	Technology Centre 5 Finlan Road Middleton	Manchester M24 2RW	415 95 30	UK
A Novo Holding Ltd	Technology Centre 5 Finlan Road Middleton	Manchester M24 2RW	393 63 50	UK
A Novo Service Solution Ltd	Unit C7, Station Rd Business Park Clondalkin	Dublin 22	276653	Irlande
ANOVO Nordic AB	PO Box 53	S-681 22 Kristinehamn	556 547-8715	Suède
Engström Telecom AB	PO Box 53	S-681 22 Kristinehamn	556497-9218	Suède
A Novo Norge AS	Fetveien 1, Postboks 13	N-2027 Kjeller	977506751	Norvège
A Novo America del Sur	Plaza Bancomer Building 16 Floor, 50 Street	Panama City	387207-157854	Panama
A Novo Andes (ex Comtel)	Alfredo Barros Errazuriz 1968, piso 6	Santiago	6390-3076	Chili
A Novo Peru	Avenida Argentina 2400	Lima	11250532	Pérou
Icon Enterprise	Edificio ph Plaza 2000, piso 16, calle 50	Panama City	410230-301771	Panama
A Novo Americas (déconsolidée le 26 mars 2008)	222 Marketbridge Drive	Rigdeland, MS 39157	800310221	USA

Note 5. État des créances d'exploitation et autres créances

(en milliers d'euros)	09/2009			09/2008
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Clients	22 296		22 296	26 461
Clients groupe	2 292		2 292	624
Clients douteux	2 760	2 667	93	154
Créances d'exploitation	27 348	2 667	24 681	27 239
Personnel	128		128	124
État & autres collectivités publiques	3 570		3 570	2 956
Groupe & associés	12 829	860	11 969	13 115
Débiteurs divers	2 110		2 110	3 029
Autres créances	18 637	860	17 777	19 224
Total	45 985	3 527	42 458	46 463

Le poste « Groupe & associés » est rémunéré à Euribor 3 mois + 300pb et est quasi stable sur l'exercice. La dotation aux provisions concerne les filiales A NOVO SERVITEC et A NOVO LOGITEC pour 0,9 M€

Le poste « Débiteurs divers » comprend principalement une créance résiduelle de 0,5 M€ sur le cessionnaire des titres de la société Prima Comunicazione (correspondant au solde de prix de 1M€), des avoirs à recevoir auprès de fournisseurs pour 450 K€ et des acomptes versés pour 487 K€.

L'échéancier des créances s'établit comme suit :

(en milliers d'euros)	Brut 09/2009	échéances		
		< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Clients	22 296	22 296		
Clients groupe	2 292	2 292		
Clients douteux	2 760	2 760		
Créances d'exploitation	27 348	27 348		
Personnel	128	128		
État & autres collectivités publiques	3 570	3 570		
Groupe & associés	12 829	5 337	7 492	
Débiteurs divers	2 110	2 110		
Autres créances	18 637	11 145	7 492	
Total	45 985	38 493	7 492	

« Groupe et associés » : en l'absence de terme de remboursement fixé dans les conventions de trésorerie intra-groupe, les échéances de ces créances ont été déterminées par référence aux engagements de remboursement pris par les filiales dans le cadre de leurs budgets d'exploitation 2009/2010.

Note 6. Disponibilités et valeurs mobilières de placement

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
Valeurs mobilières de placement	2 670	3 664
Disponibilités	2 023	2 615
Total	4 693	6 279

À la clôture, la valeur liquidative des valeurs mobilières de placement était de 2.700 K€ soit une plus value latente de 30 K€.

Au 30 septembre 2009 les valeurs mobilières de placement étaient nanties à hauteur de 1,6 M€ (contre 0,1 M€ au 30 septembre 2008).

Note 7. Charges et produits constatés d'avance et charges à répartir

Les charges constatées d'avance se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
Loyers et entretiens	359	279
Honoraires & publications et com.	73	51
Assurances & sinistres	103	240
Frais bancaires	11	12
Impôts, taxes, et social	22	19
Divers	7	8
Total	575	609

Les produits constatés d'avance se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
Plus value lease-back	1622	1 823
Prestations de services et autres	936	943
Total	2 558	2 766

Les produits constatés d'avance sont relatifs à :

- une plus value sur le crédit bail de 2 bâtiments industriels à BEAUVAIS ; ils sont repris au compte de résultat sur la durée du crédit bail (durée restant de 8 ans) ;
- un produit constaté d'avance a été comptabilisé pour neutraliser le produit généré par un contrat assorti de conditions résolutoires qui ne sont pas remplies à ce jour.

Les charges à répartir sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	09/2008	Dotation	09/2009
Frais d'émission d'emprunt	347	(80)	267
Total	347	(80)	267

Les frais d'émission d'emprunt sont relatifs aux frais d'émission de l'emprunt RBS, qui ont été échelonnés sur le plan de remboursement de cet emprunt.

Notes sur le bilan passif

Note 8. Capitaux propres et instruments dilutifs

8.1 Capitaux propres

	Nombre de titres	Capital social	Prime d'émission	Prime d'émission indisponible	Reserve Légale	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Subvention d'investissement	Capitaux propres
Au 30/09/2007	136 533 483	68 267	84 225		490	3 989	(91 913)	(3 314)	143	61 887
<i>Incorporation de la prime d'émission</i>		81 573	(81 573)							
<i>Incorporation du report à nouveau</i>		(95 227)					95 227			
<i>Affectation du Résultat 30/09/2007</i>							(3 314)	3 314		
<i>Subvention d'investissement</i>									177	177
<i>Quote-part de subvention virée au compte de résultat</i>									(25)	(25)
Résultat au 30/09/2008								(7 106)		(7 106)
Au 30/09/2008	136 533 483	54 613	2 652	0	490	3 989	0	(7 106)	295	54 933
<i>Stocks options exercés</i>	17									
<i>Regroupement : 20 actions anciennes = 1 nouvelle action</i>	(129 706 825)									
<i>Réduction de capital</i>		(49 152)		49 152						
<i>Affectation du Résultat 30/09/2008</i>							(7 106)	7 106		
<i>Subvention d'investissement</i>									27	27
<i>Quote-part de subvention virée au compte de résultat</i>									(30)	(30)
Résultat au 30/09/2009								3 451		3 451
Au 30/09/2009	6 826 675	5 461	2 652	49 152	490	3 989	(7 106)	3 451	292	58 381

8.1.1 Variation de l'exercice 2007/2008

L'Assemblée Générale Mixte du 17 janvier 2008 a approuvé les résolutions suivantes :

- en troisième résolution : l'affectation du résultat de l'exercice clos au 30/09/2007 en report à nouveau ;
- en huitième résolution : l'augmentation du capital social par incorporation de la prime d'émission et augmentation de la valeur nominale de l'action de 0,50€ à 1,10€ ;
- en neuvième résolution : réduction du capital par imputation du report à nouveau débiteur et abaissement de la valeur nominale des actions de 1,10€ à 0,40€.

8.1.2 Variation de l'exercice 2008/2009

Le 8 décembre 2008 le Conseil d'administration a mis en œuvre une opération de regroupement des 136 533 500 actions d'une valeur nominale de 0,40 € composant le capital social, à raison de 1 action nouvelle pour 20 actions anciennes. La période de regroupement s'achèvera le 29 décembre 2010.

Conformément aux décisions adoptées par l'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2009, le Président-Directeur Général, agissant sur délégation du Conseil d'administration du 23 juillet 2009, a constaté par décision du 2 septembre 2009 le caractère définitif de la réduction du capital social non motivée par des pertes adoptée par l'Assemblée Générale.

Cette réduction du capital porte le capital social de 54 613 400 euros à 5 461 340 euros, et la valeur nominale des actions de 8 euros à 0,80 euros. Les sommes prélevées sur le capital social ont été affectées au compte de prime d'émission où elles demeureront indisponibles. La société rappelle que cette opération n'implique aucune modification de la valeur intrinsèque des actions ANOVO.

8.2 Capitaux propres et instruments dilutifs au 30 septembre 2009

8.2.1 Options de souscription (stock options)

Les options de souscription d'actions ANOVO en circulation s'inscrivent dans le plan voté lors de l'assemblée générale du 19 mars 2001. Suite au regroupement d'action, une option de souscription d'action donne droit à 0,05 action.

Directoire ou Conseil d'Administration du	Options de souscription d'actions initialement émises	Option de souscription d'actions restant à souscrire à l'ouverture	Prix de souscription	Maturité par tiers chaque année	Date d'échéance	Options annulées sur la période	Actions souscrites sur la période	Bénéficiaires	Options exerçables au 30 septembre 2009	Options non matures au 30 septembre 2009	Option de souscription d'actions restant à souscrire à la clôture
27-mars-03	2 960 000	1 050 000	0,58 €	27-mars-05 27-mars-06 27-mars-07	27-mars-09 (*)	(1 049 983)	(17)	Mandataires sociaux Premiers attributaires Autres			0
30-oct.-03	2 820 000	1 938 333	0,72 €	30-oct-05 30-oct-06 30-oct-07	30-oct-09 (*)	(100 000)		Mandataires sociaux Premiers attributaires Autres	550 000 270 000 1 018 333		1 838 333
19-juil.-04	3 345 000	2 190 000	0,93 €	19-juil-06 19-juil-07 19-juil-08	19-juil-2011	(175 000)		Mandataires sociaux Premiers attributaires Autres	750 000 455 000 810 000		2 015 000
24-juin-05	2 985 000	2 065 000	1,06 €	24-juin-07 24-juin-08 24-juin-09	24-juin-2012	(175 000)		Mandataires sociaux Premiers attributaires Autres	800 000 825 000 265 000		1 890 000
30-déc.-05	1 946 348	1 559 761	0,92 €	30-déc-07 30-déc-08 30-déc-09	30-déc-2012	(194 635)		Mandataires sociaux Premiers attributaires Autres	483 010 427 074	241 505 213 537	1 365 126
TOTAL	14 056 348	8 803 094				(1 694 618)	(17)	Mandataires sociaux Premiers attributaires Autres TOTAL	2 583 010 1 977 074 2 093 333 6 653 417	241 505 213 537 0 455 042	2 824 515 2 190 611 2 093 333 7 108 459

Les mandataires sociaux sont ceux en exercice au 30 septembre 2009

(*) Le conseil d'administration du 22 novembre 2006 a décidé d'appliquer rétroactivement le même règlement à tous les plans encore valables. La durée de validité des plans décidés par les conseils du 27 mars et du 30 octobre 2003 a donc été portée à 6 ans.

8.2.2 Emprunt obligataire (OCEANE)

Au 30 septembre 2009, il reste 4 249 obligations à option de conversion et / ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (OCEANE) représentant une dette actualisée de 858 K€ (cf. 10), à échéance octobre 2012 et donnant droit à 1 062 actions regroupées.

Calcul de dilution

(en nombre)	09/2009
Nombre d'actions moyen	6 826 675
Actions propres	(1 036)
Nombre d'actions moyen dans le cadre du calcul du résultat par action	6 825 639
Emprunt obligataire	0
Nombre d'actions moyen potentiel dans le cadre du calcul du résultat par action dilué	6 825 639

Au 30 septembre 2009, les options de souscription (stock options) et les obligations (OCEANE) ne sont pas dans la monnaie.

Note 9. Provisions inscrites au bilan

(en milliers d'euros)	09/2008	Dotation	Reprise utilisation	avec utilisation	Reprise utilisation	sans utilisation	09/2009
Provisions pour litiges ⁽¹⁾	359	188		175			372
Provisions pour garanties ⁽²⁾	589	230				99	720
Provision pour juste valeur des produits dérivés	2 857			2 332		525	
Provision pour risque divers	87	82		19			150
Provision pour pertes de change	3 409	1 980		1 445			3 944
Provisions pour risques	7 301	2 480		3 971		624	5 186
Provision pour pensions, retraites & médailles du travail ⁽³⁾	297	55				35	317
Provision pour charge d'exploitation	105			105			
Provision pour impôts	300			300			
Provisions pour comblement de passif de filiales en liquidation	25						25
Provisions pour charges	727	55		405		35	342
Provisions pour risques et charges	8 028	2 535		4 376		659	5 528

(1) Les provisions pour litiges ont été constatées suite à des licenciements. Ces montants correspondent aux sommes estimées pour les litiges en cours ou aux sommes versées après la clôture de l'exercice pour les litiges soldés. Certains litiges prud'homaux ne sont pas provisionnés car le management estime que les demandes ne sont pas légitimes et que les décaissements qui pourraient en résulter seraient non matériels.

(2) La provision pour garanties intègre des garanties maison mère qu'ANOVO avait accordé à sa filiale ANOVO Americas.

(3) La provision relative aux médailles du travail au 30 septembre 2009 est de 317K€. Elle correspond à une prime d'un mois de salaire à 25 ans d'ancienneté dans l'entreprise et à une prime de 300€ à 30 ans d'ancienneté dans l'entreprise.

(en milliers d'euros)	Dotation	Reprise avec utilisation	Reprise sans utilisation
Résultat d'exploitation	399	299	99
Résultat financier	1 980	3 777	525
Résultat exceptionnel	156	300	35
Total	2 535	4 376	659

Note 10. État des dettes

(en milliers d'euros)	09/2009	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	dont entreprises liées	09/2008
<i>Emprunts obligataires convertibles ⁽¹⁾</i>	858		858			858
<i>Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit ⁽²⁾</i>	27 918	5 176	9 876	12 866		43 821
<i>Emprunts et dettes financières Groupe & Associés ⁽³⁾</i>	13 368	500	2 799	10 069	13 367	14 039
<i>Emprunts et dettes financières diverses ⁽⁴⁾</i>	7 103	37	2 744	4 322		20
Total Emprunts & Dettes Financières	49 247	5 713	16 277	27 257	13 367	58 738
<i>Fournisseurs et comptes rattachés</i>	24 087	24 087			4 307	22 375
<i>Personnel</i>	6 950	6 950				6 945
<i>Organismes sociaux</i>	5 820	5 820				6 019
<i>État & autres collectivités publiques</i>	6 454	6 454				6 689
<i>Autres dettes</i>	1 643	1 643				675
TOTAL DES AUTRES DETTES	44 954	44 954			4 307	42 703
Total	94 201	50 667	16 277	27 257	17 674	101 441

Comme décrit dans la note 1, faits marquants de l'exercice, la réduction des emprunts est due au paiement de l'échéance de la dette restructurée pour 2,5 M€ en septembre 2009, au rachat par des filiales du groupe d'une partie de la dette de GENESIS PARTNERS pour 7 M€ et à divers remboursements d'emprunt moyen terme.

(1) Emprunt obligataire de 0,9 M€ à échéance octobre 2012 qui porte intérêts à 1%. Au 30 septembre 2009, il reste 4 249 obligations à option de conversion et / ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (OCEANE) et donnant droit à 1 062 actions regroupées.

(2) *Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit.* La dette financière restructurée d'un montant de 25,1 M€ auprès d'établissement financiers est remboursable en échéance annuelle jusqu'en 2016, avec un solde à payer en septembre 2016. Le solde de la dette financière se répartit entre des emprunts à moyen terme pour 0,5 M€, des intérêts courus pour 0,2 M€ et du factoring pour 2,1 M€.

(3) *Emprunts et dettes financières Groupe & Associés.* Il s'agit d'une dette vis à vis de notre filiale ANOVO Italie pour 9 061 K€ et de divers comptes courants créditeurs.

(4) *Emprunts et dettes financières diverses.* GENESIS PARTNERS s'est engagé à apporter en garantie de l'augmentation de capital qui sera soumise au vote de l'Assemblée Générale dans le courant de l'exercice 2009/2010 le solde de la dette financière restructurée de 7,1 M€.

Les emprunts et dettes financières sont en Euros et à taux variable. Seuls l'emprunt obligataire et l'emprunt auprès du CRÉDIT AGRICOLE sont à taux fixe (1,2 M€).

Note 11. Produits à recevoir et charges à payer

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
Produits à recevoir		
<i>Créances clients et comptes rattachés</i>	2 391	3 995
<i>Autres créances</i>	449	428
Total produits à recevoir	2 840	4 423
Charges à payer		
<i>Intérêts courus sur emprunts</i>	182	542
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	8 776	11 288
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	10 755	10 406
<i>Autres Dettes</i>	1 643	675
Total charges à payer	21 397	22 911

Les produits à recevoir sont composés de factures clients à émettre (2.4 M€) et de rabais à obtenir auprès des fournisseurs pour 0,4 M€.

Les charges à payer sont constituées par des intérêts courus sur emprunts à hauteur de 0,2 M€, de factures fournisseurs non parvenues pour 8.8 M€ et de dettes fiscales et sociales pour 10.8 M€.

Note 12. Écarts de conversion

Les écarts de conversion actif s'élèvent, au 30 septembre 2009, à 3,9 M€ et constituent une perte de change latente, provisionnée pour le même montant.

Les écarts de conversion passif s'élèvent à 0,2 M€ et constituent un gain de change latent.

Notes sur le compte de résultat

Note 13. Ventilation du chiffre d'affaires

13.1 Par Domaines d'Activités Stratégiques « DAS »

La note 2.9 reprend le détail de la nouvelle répartition par DAS.

(en milliers d'euros)	09/2008	09/2009
Telco	48 596	71 207
Multimédia	65 475	54 738
Refacturations aux filiales	9 521	8 676
Total	123 592	134 621

Les facturations aux filiales correspondent, pour l'essentiel, aux *managements fees* et aux refacturations de droit de propriété intellectuelle.

13.2 Par zone géographique

(en milliers d'euros)	09/2008	09/2009
France	114 903	126 775
UK	3 781	3 518
Italie	1 166	1 305
Espagne	1 589	1 050
Nordic	1 531	1 591
Amériques	622	382
Total	123 592	134 621

Note 14. Reprises de provisions, transferts de charges, autres produits et autres charges

Les reprises de provisions (1,7 M€) concernent :

- les stocks pour 869K€ (848 K€ en 2008) ;
- les créances clients et comptes courants pour 632 K€ ;
- les provisions pour coûts sociaux pour 175 K€ (138 K€ en 2008).

Les autres produits (0,3 M€) concernent principalement :

- l'étalement de la plus value réalisée sur un des bâtiments du site de Beauvais (U1) : 201 K€ ;
- la refacturation de la mise en œuvre de SAP sur le site de Montauban : 101 k€ ;
- loyers perçus sur l'un des bâtiments du site de Beauvais : 27 k€.

Les transferts de charges s'élèvent, en 2009, à 2,3 M€ (2,2 M€ en 2008). Ils concernent principalement :

- des charges liées au personnel à hauteur de 1 048 K€ ;
- les sinistres pour 153K€ ;
- les frais de réparations payés pour le compte de clients pour 988 K€.

Les autres charges concernent principalement des jetons de présence pour 0,2 M€ ainsi que des coûts liés à des licenciements pour 0,2 M€.

Note 15. Résultat d'exploitation

Outre les opérations d'exploitation dégagées par l'activité réalisée par ANOVO, le résultat d'exploitation est impacté par l'effet des dotations et reprises sur la dépréciation des comptes courants sur les filiales. La décomposition se présente comme suit :

	09/2009	09/2008
<i>Résultat d'exploitation avant dotations et reprises aux provisions des créances sur filiales</i>	6 023	10 142
<i>Dépréciation des Comptes Courants sur filiales</i>	(860)	(762)
Total	5 163	9 380

Note 16. Résultat financier

<i>(en milliers d'euros)</i>	09/2009	09/2008
<i>Produits financiers ⁽¹⁾</i>	1 392	1 906
<i>Produits sur cession de VMP</i>	89	71
<i>Charges sur cession de VMP</i>		
<i>Charges d'intérêts financiers ⁽²⁾</i>	(5 874)	(4 921)
Charges / produits financiers	(4 393)	(2 944)
<i>Gains de change</i>	302	389
<i>Perte de change</i>	(1 937)	(449)
Résultat de change	(1 635)	(60)
<i>Reprises de provisions ⁽³⁾</i>	12 545	8 367
<i>Dotations aux provisions ^{(4) (5)}</i>	(6 586)	(19 536)
Dotations / reprises sur provisions	5 959	(11 169)
Résultat financier	(69)	(14 173)

(1) Les produits financiers sont principalement constitués des intérêts sur comptes courants pour 0,6 M€, et des intérêts sur prêts pour 0,5 M€ (1,9 M€ au 30 septembre 2008).

(2) Les charges d'intérêts comprennent essentiellement des intérêts sur emprunts pour 2,6 M€, les comptes courants débiteurs pour 0,7 M€, les opérations de financement pour 0,2 M€ ainsi qu'une perte sur appel de marge de 2,3M€ soit un total 5,9 M€ (4,9M€ au 30 septembre 2008).

(3) Reprises de provision concernent les reprises pour perte de change pour 1 M€, reprise de provision sur produits dérivés pour + 2,8 M€ et la reprise de provisions sur titres (la méthode de calcul a été décrite en note 2.1.3.) :

- A Novo Comlink :1,1 M€ ;
- Anovo Nordic:3,5 M€ ;
- Anovo Suisse:3,9 M€.

(4) Les dotations aux provisions concernent des provisions sur titres de participations (la méthode de calcul a été décrite en note 2.1.3.) :

- ANOVO Italia :0,8 M€ ;
- A Novo Holding :1,7 M€ ;
- A Novo ADS :0,9 M€ ;
- A Novo Servitec :1,6 M€.

(5) Provisions pour perte de change pour 1,6 M€.

Note 17. Résultat exceptionnel

	09/2009	09/2008
<i>Charges exceptionnelles diverses</i>	229	90
<i>Charges exceptionnelles sur opérations de gestion</i>	229	90
<i>Sorties d'immobilisations incorporelles & corporelles</i>	1 810	903
<i>Sorties d'immobilisations financières</i>		46
<i>Charges exceptionnelles sur opérations en capital</i>	1 810	949
<i>Dotations exceptionnelles aux provisions</i>	167	980
<i>Charges exceptionnelles</i>	2 206	2 019
<i>Produits exceptionnels divers</i>	88	1
<i>Produits exceptionnels sur opérations de gestion</i>	88	1
<i>Produit de cession d'actifs</i>	670	500
<i>Produit des subventions</i>	31	26
<i>Produits divers</i>	20	
<i>Produits exceptionnels sur opérations en capital</i>	721	526
<i>Reprises exceptionnelles aux provisions</i>	300	280
<i>Produits exceptionnels</i>	1 109	807

Les cessions ou mises au rebut représentent une charge exceptionnelle de 1,8 M€ et se décomposent de la manière suivante :

- cession du fonds de commerce « On Site » pour 0,8 M€ ;
- refinancement de la licence SAP pour 0,4 M€ et de divers postes d'équipement pour 0,1 M€ ;
- mises au rebut diverses de matériels sur la l'activité Vidéo suite au arrêt d'activité (0,2 M€), de modules d'e-tracking (0,2 M€), de matériels sur la l'activité Telco (0,1 M€).

Les produits de cessions d'actifs sont essentiellement constitués par les opérations de financements de logiciels pour 0,5 M€ et par le produit de la cession du fonds de commerce On Site pour 0,2 M€.

Note 18. Impôt sur les sociétés

	Résultat Courant	Résultat exceptionnel	Participation Salariés	Impôt Sociétés	Bénéfice ou perte	30/09/2009
<i>Résultat comptable</i>	5 094	-1 097	-546		3 451	-7 106
<i>(+) Réintégrations</i>	9 937		546		10 483	19 271
<i>(-) Déductions</i>	13 272		1 102		14 374	12 259
<i>Résultat Fiscal</i>	1 759	-1 097	-1 102		-440	-94

Au 1^{er} octobre 2009, la société bénéficie de déficits fiscaux reportables à hauteur de :

- moins values long terme : 98,5 M€
- déficits ordinaires indéfiniment reportables : 27,6 M€

Les différences temporaires affectant le résultat fiscal se décomposent comme suit :

	09/2009	09/2008
<u>A - Accroissement de la dette future d'impôts</u>		
Subvention d'investissement	291	295
Charges à répartir	267	347
Écarts de conversion actif net de provision	9	3 399
Base totale	567	4 041
Accroissement de la dette future d'impôts	189	1 347
<u>B - Allègement de la dette future d'impôts</u>		
Charges non déductibles temporaires		
- Plus value sur VMP	41	-1
- Participation des salariés N	546	1 102
- Organic N	231	177
- Effort construction N	-94	145
Écart de conversion passif	178	172
Base totale	902	1 596
Allègement de la dette future d'impôts	301	532

Note 19. Engagements hors bilan

19.1 Engagements financiers donnés hors bilan

19.1.1 Cautions, garanties et autres engagements

(en milliers d'euros)	09/2009	09/2008
Garantie de passifs	130	283
Caution en faveur de bailleur		104
Garanties en faveur d'organismes financiers	20 265	23 591
Garanties en faveur de bailleur	6 106	6 453
Garanties en faveur d'autres organismes	90	
Garantie des engagements prise par une filiale concernant des contrats d'extension de services	1 000	1 000
Lettre de confort	1 465	
Total	29 056	31 431

En outre, le Groupe ANOVO s'est porté caution ou a donné des garanties à des organismes financiers à hauteur de 22,2 M€ au 30 septembre 2009 (23,9 M€ au 30 septembre 2008), sommes figurant déjà en dettes financières au passif du bilan.

Nantissement des titres :

- liste des sociétés dont les titres sont nantis en garantie de la dette restructurée : ANOVO Italia, A NOVO Comlink, ANOVO Nordic AB, A NOVO UK Ltd, ANOVO Americas ;
- liste des sociétés détenues par des holdings dont les titres sont nantis en garantie de la dette restructurée : A NOVO Arce, A NOVO Norge, Cedro.

19.2 Autres engagements hors bilan

L'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2009, saisie dans les termes de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce de l'approbation des indemnités de départ bénéficiant à Monsieur Richard SEURAT et Monsieur Christophe LIENARD en leurs qualités respectives de Président-Directeur Général et de Directeur Général Délégué, a refusé d'approuver le principe de ces indemnités.

Le Conseil d'administration du 5 décembre 2008, sur les recommandations du Comité des rémunérations, avait procédé à la mise en conformité des indemnités de départ existantes, bénéficiant à Monsieur Richard SEURAT en qualité de Directeur Général et à Monsieur Christophe LIENARD en qualité de Directeur Général Délégué, avec les dispositions nouvelles de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce issues de la Loi TEPA n° 2007-1223 du 21 août 2007 et les recommandations AFEP/MEDEF d'octobre 2008 relatives à la rémunération des dirigeants mandataires sociaux de sociétés cotées. Il avait ainsi limité les hypothèses dans lesquelles ces indemnités pouvaient être

versées, confirmé le plafonnement de leur montant à 24 mois de rémunération brute, soumis leur versement à la constatation de la réalisation de conditions de performance de leurs bénéficiaires et, par dérogation aux dispositions de l'article 20.2.4 du Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées, prévu un minimum d'indemnisation de 6 mois de rémunération brute compte tenu de l'ancienneté des deux bénéficiaires au sein du groupe.

Ces engagements ne sont pas applicables en cas de démission. Ils n'ont fait l'objet d'aucune mise en œuvre au cours de l'exercice 2008/2009 ou depuis sa clôture.

Le 29 septembre 2003, ANOVO a consenti un abandon de créances de 0,4 M€ avec clause de retour à meilleure fortune au profit de A Novo Portugal, prévu pour intervenir dans un délai de 5 années. La situation de la société est en cours d'analyse pour déterminer si le retour à meilleure fortune a eu lieu.

ANOVO a pris l'engagement d'embaucher 30 personnes dans le cadre d'un accord spécifique d'ici décembre 2009. Une subvention de 33 K€ par personne embauchée sera enregistrée en compte de résultat au moment de l'embauche effective.

Dans le cadre de la reprise du site de Montauban, ANOVO s'est engagé à maintenir le niveau d'emploi global pendant une durée de trente six mois.

19.3 Engagements de contrats de location

Les contrats de locations immobilières et mobilières détaillés ci-dessous sont des contrats de locations pures qui n'ont pas pour vocation à engager la société de façon permanente.

L'engagement locatif est le suivant :

(en milliers d'euros)	30/09/2009	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Locations immobilières	2 086	923	1 163	
Locations mobilières	538	186	353	
Total des locations	2 624	1 109	1 516	

Note 20. Engagements de retraite

L'engagement hors bilan relatif aux indemnités de départs à la retraite au 30 septembre 2009 est de 2.828 K€. Cet engagement comprend les indemnités légales et conventionnelles de départ à la retraite dues aux salariés conformément à la recommandation 03-R-01 du Conseil National de la Comptabilité du 1^{er} avril 2003. Le taux plein de charges sociales a été retenu en fonction d'une hypothèse de départ volontaire de tous les salariés.

Les hypothèses de calcul de l'indemnité de départ en retraite en France sont les suivantes.

- Le traitement des données comprend :
 - l'annualisation des salaires,
 - la prise en compte des seuls Contrat à Durée Indéterminée (en excluant les dirigeants),
 - l'hypothèse de l'âge du premier emploi (23 ans pour les cadres, 21 ans pour les employés, techniciens agents de maîtrise, et 18 ans pour les ouvriers),
 - la date de retraite calculée selon les modalités établies par la loi Fillon,
 - la prise en compte des tables de mortalité de l'INSEE 2004 - 2006, identiques à celles utilisées l'an dernier.
- La table de sortie est construite à partir des observations des sorties des deux dernières années, et affinée en déterminant une courbe de taux de sortie décroissante selon l'âge. Les taux de rotation moyens retenus sont de 4,53%.
- Le profil de carrière est homogène entre les différents sites et l'augmentation annuelle des salaires est comprise entre 0,5 et 1,5% en fonction des catégories d'employés à laquelle s'ajoute une hypothèse d'inflation de 2% par an.
- Les taux d'actualisation retenus sont ceux édités par l'institut des actuaires pour le 30/09/2009 (courbe de taux 0 coupon).

La valeur de l'actualisation de l'Indemnité de Départ à la Retraite à la date de la clôture est de 2,8 M€.

Note 21. Engagements en matière de droit individuel de formation

Dans le cadre du droit individuel à la formation, le nombre d'heures acquises par les salariés s'élève, au 30 septembre 2009, à 77 heures par personne ayant un contrat à durée indéterminée, soit un total de 87 264 heures. Au 30 septembre 2009, 1 803 heures de DIF ont été utilisées.

Note 22. Effectif moyen

Catégories	09/2009	09/2008
Dirigeants	6	10
Cadres	130	118
Employés & Ouvriers	1 072	1 111
Intérimaires	475	459
Total effectif	1 683	1 698

Note 23. Rémunération des organes de direction et d'administration

Pendant la durée de leur fonction sur l'exercice, les membres du Conseil d'administration ont perçu une rémunération brute de 1 227,4 K€ et les autres membres du Comex ont perçu une rémunération brute de 1 190,7 K€ de la part de la société.

La société n'a pas d'engagement en matière de pension et retraite envers ses organes d'administration. Seule une assurance perte d'emploi a été souscrite.

Aucun crédit ou avance n'a été accordé aux dirigeants.

Note 24. Événements survenus après la clôture de l'exercice et impact sur le risque de liquidité de la société

- Le 26 octobre 2009, Monsieur Richard SEURAT a fait part au Conseil d'administration de son souhait de mettre un terme à sa collaboration avec le groupe ANOVO.
- Le Conseil d'administration, après avoir coopté Monsieur Gilbert WEILL (Directeur Général de la région Europe Nord) aux fonctions d'Administrateur et l'avoir nommé Directeur Général Délégué, a le 26 octobre 2009 annoncé qu'il serait nommé Président du Conseil d'administration et Directeur Général le 24 novembre 2009.
- Compte tenu de la démission de Monsieur Richard SEURAT de ses fonctions de Président-Directeur Général, le Conseil d'administration du 26 octobre 2009, sur les recommandations du Comité des rémunérations, a décidé dans l'intérêt de la société d'autoriser la conclusion d'un accord de non-concurrence entre la société et Monsieur Richard SEURAT dont les termes essentiels sont les suivants.
 - Monsieur Richard SEURAT s'engage à ne pas exercer d'activités concurrentes à celles exercées par le groupe ANOVO et à ne pas débaucher de salariés d'ANOVO, et ce pendant une période de 2 ans à compter de la date de cessation de ses fonctions ;
 - En contrepartie, Monsieur Richard SEURAT percevra sur 2 ans une indemnité annuelle, égale à 50 % de la moyenne des rémunérations brutes annuelles, parts variables incluses, perçues au cours des 24 mois précédant la cessation de ses fonctions, dont le versement sera mensualisé. La part variable de la rémunération de Monsieur Richard SEURAT au titre de l'exercice 2008/2009 est réputée perçue pour le calcul de l'indemnité relative audit engagement de non-concurrence.

Note 25. Participation

La réserve spéciale de participation découle d'un accord avec les salariés signé en date du 1^{er} juillet 2005, elle est constituée sur la base de 9% du bénéfice net comptable à la différence du taux de réserve de participation prévue par la Loi. Ce bénéfice s'entend avant impôts sur les sociétés et participation des salariés et uniquement des sites opérationnels, ce qui exclut tout impact des frais liés au groupe.

Note 26. Analyse des risques

26.1 Risques juridiques

Les principaux contentieux en cours ont été provisionnés à hauteur du risque évalué par la société. Conformément aux recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers, la méthode globale de provisionnement est la suivante :

- les litiges provisionnés sont ceux faisant l'objet d'une procédure contentieuse, c'est-à-dire portés devant une juridiction ou un tribunal arbitral ;
- le montant de la provision correspond au risque analysé, au cas par cas, en fonction du risque maximum, ce risque maximum étant évalué après consultation des conseils internes et externes de la société en tenant compte du fondement juridique de la réclamation, du caractère réaliste des montants réclamés au regard des engagements souscrits et plus généralement du contexte de la réclamation. Le montant de la provision ne correspond donc pas nécessairement aux demandes de la partie adverse.

Le montant global des réclamations ou risques significatifs émanant de tiers (hors risques sociaux) et portés à notre connaissance s'élève à environ 4,6 M€ inscrits en dettes ou provisions au passif pour 1,4 M€ ; dans le cadre de l'un des différends, nos demandes s'élèvent à 0,8 M€.

Il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont le groupe a connaissance, qui soit en suspens ou dont il soit menacé, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du groupe, à l'exception des réclamations ou risques de réclamations suivantes :

- réclamation de plusieurs actionnaires minoritaires d'une filiale portant sur la mise en œuvre d'un accord que la société conteste ; cette réclamation après analyse avec les conseils de la société, est apparue infondée ; à ce jour aucune procédure n'a été initiée ;
- réclamation des créanciers obligataires portant sur le remboursement de l'emprunt obligataire ainsi que des dommages intérêts ; les fondements évoqués par les obligataires pour une telle réclamation paraissent à la société totalement injustifiés ; à ce jour aucune procédure judiciaire n'a été initiée ;
- mise en jeu de la garantie d'actif et de passif conférée dans le cadre de la cession d'une filiale, considérée comme infondée par la société ;
- réclamations d'anciens salariés relatives aux conditions de rupture de leur contrat de travail ;
- procédure initiée par le bailleur d'une filiale étrangère concernant une garantie consentie à son profit par la société ; les montants réclamés dans cette procédure sont, selon les estimations de la société, surévalués par rapport aux engagements existants ;
- litige avec un prestataire informatique relatif à la violation d'une clause de non concurrence ; la société, après consultation de ses conseils, estime que compte tenu des éléments du dossier, cette procédure ne représente pas un risque significatif sur la situation financière ;
- découverte d'une fraude interne d'un montant de 2,3 M€ ; l'auteur de la fraude s'est engagé à rembourser les montants détournés ; ses reconnaissances de dettes sont assorties de garanties portant sur des actifs immobiliers et sur des éléments incorporels de fonds de commerce qui laissent penser qu'il n'y a pas lieu de déprécier la créance.

26.2 Risques financiers

26.2.1 *Forte sensibilité aux positions des organismes d'assurance crédit*

Le groupe exerce ses activités auprès de clients qui peuvent être également fournisseurs de pièces détachées et assurent la solvabilité financière de leur contrepartie auprès d'organismes d'assurance-crédit. Du niveau d'encours ANOVO accordé par ces organismes à leurs clients dépend la confiance accordée à ANOVO par ces mêmes clients et le niveau de besoin en fonds de roulement nécessaire pour réaliser les prestations ; un encours réduit peut entraîner la mise en place de mesures exceptionnelles et coûteuses de protection contre les impayés. Ce risque affecte pour l'essentiel le besoin en fonds de roulement du groupe et est aujourd'hui limité compte tenu de la renégociation de la dette senior avec les créanciers bancaires, renégociation achevée à la clôture de l'exercice et des résultats en amélioration.

26.2.2 *Risques de taux*

Au 30 septembre 2009, la dette à taux variable hors produits dérivés (1,9 M€) se décompose comme suit :

<i>Dette restructurée</i>	32,2 M€
<i>Autres dettes bancaires</i>	0,3 M€
<i>Comptes courants des filiales</i>	13,4 M€
<i>Découverts bancaires et lignes de factoring</i>	2,1 M€
Total	46,1 M€

Les principales caractéristiques des produits dérivés sont présentées ci-dessous :

Synthèse des couvertures de taux existantes au 30 septembre 2009								
Elements couverts	Montant initial	Montant amorti	Taux reçu	du	au	Caractéristiques de la couverture (taux payé)	Taux effectif	Taux payé maximum
Dette restructurée	25 062 487	16 624 992	Euribor 3 mois	02/08/2007	02/02/2013	Swap taux fixe à 5,85%	5,85%	5,85%
Crédit-bail	5 481 695	4 736 179	Euribor 3 mois	02/07/2007	02/01/2013	Swap taux fixe à 5,85%	5,85%	5,85%
Total	30 544 182	21 361 170						

Les Swap de taux signés sont considérés comme étant des instruments éligibles aux opérations de couverture puis traités en part efficace et non efficace.

Les produits dérivés contestés (cf. document de référence 2007-2008, produits de la banque A) ont été résiliés durant l'exercice, avec un impact positif sur le compte de résultat (résultat financier) de + 0,5 M€.

26.2.3 Risques de crédit

La société est exposée au risque de crédit principalement pour les créances clients non couvertes par une garantie factor ou par une assurance crédit.

26.2.4 Risques de liquidité

Informations quantitatives et qualitatives sur la dette restructurée

Au 30 septembre 2009, la dette restructurée s'élève à 32,2 M€ se répartissant comme suit par échéance :

- à moins d'un an : 2,5 M€
- entre un an et 5 ans : 12,5 M€
- à plus de 5 ans : 17,2 M€

En fin d'exercice 2007/2008, le poids du service de la dette et le contexte de crise financière et de resserrement du crédit ont amené la Direction Générale à engager des négociations avec les créanciers de sa dette restructurée afin d'en revoir les modalités pour renforcer la structure financière du groupe et assurer sa pérennité. Les dernières négociations ont abouti à la fin du mois de septembre 2009 à des accords levant l'incertitude pesant sur la pérennité de l'entreprise et prévoyant :

- la réduction de l'échéance de septembre 2009 (initialement fixée à 8,4 M€) à 2,5 M€ ainsi qu'un étalement du solde de la dette restructurée dans des conditions compatibles avec l'exploitation (réduction de 5 M€ de l'échéance annuelle moyenne ainsi portée à 3,3 M€ jusqu'en février 2016 et une échéance in fine de 10,7 M€ à laquelle s'ajoutera une rémunération exceptionnelle de 1,6 M€), quel que soit le résultat du vote des actionnaires au projet d'augmentation de capital décrit au point (iii) ci-dessus ;
- la cession par GENESIS PARTNERS de 7 M€ de créances au groupe ANOVO pour un montant de 2,4 M€ avec un impact direct sur les fonds propres du groupe ;
- une augmentation de capital d'un montant minimum de 10 M€ ouverte à tous les actionnaires qui sera soumise au vote de l'assemblée générale dans le courant de l'exercice 2009/2010, et que GENESIS PARTNERS s'est engagée à garantir à hauteur de 7,5 M€, afin de financer la croissance d'ANOVO tout en renforçant les fonds propres.

Enfin, le groupe est tenu au respect de ratios prudentiels (covenants) suivants vis-à-vis de la ROYAL BANK OF SCOTLAND (RBS) :

- les covenants sont calculés sur une période de 12 mois se terminant à la date de calcul (clôture annuelle ou semestrielle) conformément au contrat d'emprunt restructuré le 26 février 2003 ;
- trois ratios doivent être respectés chaque trimestre :
 - la dette nette consolidée (excluant la dette obligataire ainsi que la dette restructurée) doit être inférieure à 50 M€ (985 K€ au 30 septembre 2009) ;
 - le ratio EBITDA consolidé (résultat d'exploitation avant dotation et reprise sur amortissements et provisions) / frais financiers nets consolidés doit être égal ou supérieur à 3,5 (4,34 au 30 septembre 2009) ;
 - le ratio dette nette consolidée (excluant la dette obligataire ainsi que la dette restructurée) / EBITDA consolidé (à périodicité retraitée) doit être inférieur ou égal à 2 (0,05 au 30 septembre 2009) ;

- l'investissement annuel en immobilisations corporelles au niveau du groupe ANOVO doit être inférieur ou égal à 17 M€ (4,6 M€ au 30 septembre 2009) ;
- la société doit spécifiquement notifier tout litige engageant le groupe pour un montant égal ou supérieur à 3 M€ ou tout redressement fiscal d'un montant égal ou supérieur à 2,3 M€ ;
- tout changement de contrôle, direct ou indirect, du groupe au sens de l'article L 233.3 du Code de Commerce doit être soumis à accord préalable de la majorité des prêteurs.

Le non respect de ces covenants entraîne la possibilité pour le prêteur d'accélérer le remboursement de son concours.

Depuis la transition aux normes IFRS et en l'absence de précision dans le contrat d'emprunt, il n'a pas été tenu compte de la charge relative à la norme IFRS 2 (stock option), et du résultat des activités abandonnées retraité conformément à la norme IFRS 5 dans le calcul du résultat opérationnel avant amortissement et dépréciations utilisé pour le calcul du ratio EBITDA consolidé / frais financiers nets consolidé. De plus dans ce même ratio, au niveau des frais financiers, il n'a pas été tenu compte de l'impact des justes valeurs des produits dérivés de taux.

Au 30 septembre 2009, les ratios calculés relatifs à Royal Bank of Scotland (RBS) ne remettent pas en cause l'échéancier de la dette.

Le groupe n'a pas d'autres covenants à respecter vis à vis d'autres établissements.

Au 30 septembre 2009, ANOVO a des lignes de crédit non utilisées d'un montant de 0,7 M€.

26.2.5 *Risques sur actions*

La société n'a pas pour politique de constituer un portefeuille d'actions. La trésorerie est placée sur des supports sans risque à court terme. Les actions propres détenues en portefeuille représentent une valeur nette de 4 K€. La société n'a pas de programme de rachat d'actions.

26.2.6 *Risque de change*

La société exerce une activité récurrente de services offrant des prestations réalisées localement. Ainsi, elle n'est pas exposée au risque de change au travers de ses opérations commerciales directes.

L'apurement régulier par règlement des créances et dette d'exploitation entre les diverses sociétés du Groupe permet de limiter l'exposition d'ANOVO aux fluctuations des devises. Seuls les comptes courants à long terme exposent ANOVO aux fluctuations de change.